

# **ASSEMBLEE DE CORSE**

3 EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2025

REUNION DES 26 ET 27 JUIN 2025

**RAPPORT DE MONSIEUR**  
**LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**APPROVU DI U CONTU FINANZIARIU UNICU DI A**  
**CULLETTIVITÀ DI CORSICA PER L'ESERCIZIU 2024**

**APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE DE LA**  
**COLLECTIVITÉ DE CORSE POUR L'EXERCICE 2024**

**RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

Rapport CFU de la CdC 2024 en annexe

[WWW.ISULA.CORSICA](http://WWW.ISULA.CORSICA)



CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**  
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

# CONTU FINANZIARU UNICU

COMPTÉ FINANCIER UNIQUE

<b>INTRODUCTION GENERALE</b> .....	<b>4</b>
<b>LE COMPTE FINANCIER UNIQUE EN QUELQUES CHIFFRES</b> .....	<b>6</b>
<b>PARTIE 1 : CONSTITUTION DES RESULTATS COMPTABLES 2024</b> .....	<b>7</b>
1. UN RESULTAT DE FONCTIONNEMENT EN DIMINUTION .....	7
2. UN RESULTAT EN SECTION D'INVESTISSEMENT EXCEDENTAIRE .....	8
3. UN RESULTAT CUMULE DE + 6,514 M€ .....	10
<b>PARTIE 2 : SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE</b> .....	<b>12</b>
1. LES DEPENSES.....	12
1.1. <i>Des dépenses réelles de fonctionnement</i> .....	14
1.2. <i>Les dépenses réelles d'investissement</i> .....	22
1.3. <i>Les dépenses classifiées selon la réglementation du Budget vert.</i> .....	28
2. LES RECETTES.....	30
2.1. <i>Les recettes réelles de fonctionnement</i> .....	31
2.2. <i>Les recettes d'investissement : + 24,23%</i> .....	43
2.3. <i>Les restes à recouvrer au 31/12/2024</i> .....	48
3. LA SITUATION FINANCIERE .....	50
3.1. <i>La constitution de l'épargne</i> .....	51
3.2. <i>Le financement des investissements 2024</i> .....	53
3.3. <i>L'incidence des neutralisations sur les résultats cumulés</i> .....	54
<b>PARTIE 3 : BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE AU 31/12/2024</b> .....	<b>56</b>
1. LE BILAN DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT.....	57
2. LE BILAN DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME .....	60
3. TABLEAU SYNTHETIQUE DES AUTORISATIONS PLURIANNUELLES .....	64
4. LE BILAN DE LA DECISION DE TOILETTAGE EFFECTUEE EN 2024.....	66
<b>PARTIE 4 : PRESENTATION PAR CHAPITRE FONCTIONNEL</b> .....	<b>67</b>
1. SERVICES GENERAUX : .....	70
2. GESTION DES FONDS EUROPEENS : .....	71
3. SECURITE : .....	72
4. ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE : .....	73
5. CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE ET SPORT : .....	75
6. SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS APA ET RSA) : .....	77
7. APA : .....	79
8. RSA : .....	80
9. AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT : .....	81
10. ACTION ECONOMIQUE : .....	83
11. ENVIRONNEMENT : .....	84
12. TRANSPORTS : .....	85
<b>PARTIE 5 : ETAT DE LA DETTE</b> .....	<b>87</b>
1. LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE 2024.....	87
2. L'ENCOURS DE DETTE .....	87
3. LA STRUCTURE DE LA DETTE .....	88
4. L'EVOLUTION DE LA CHARGE DE LA DETTE .....	90
5. L'EVOLUTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITE DEPUIS 2016 .....	91
6. LA DETTE GARANTIE .....	92
<b>PARTIE 6 : PRESENTATION SYNTHETIQUE DU BILAN COMPTABLE</b> .....	<b>94</b>
1. DESCRIPTIF DE L'ACTIF .....	96
1.1. <i>Actif immobilisé</i> .....	97
1.2. <i>Actif circulant</i> .....	98
2. DESCRIPTION DU PASSIF .....	98
2.1. <i>Capitaux permanents</i> .....	99
2.2. <i>Provisions</i> .....	100

2.3	<i>Dettes non financières</i> .....	100
2.4	<i>Ligne de trésorerie</i> .....	100
<b>CONCLUSION</b> .....		<b>101</b>
<b>ANNEXES</b> .....		<b>102</b>

## INTRODUCTION GENERALE

Le compte financier unique permet de donner la photographie complète du réalisé budgétaire d'une collectivité pendant l'exercice budgétaire écoulé.

Celui de l'année 2024 continue de s'inscrire dans un cadre budgétaire structurellement inadapté.

Le modèle budgétaire de la Collectivité de Corse ne permet pas de répondre aux besoins de la Corse et des corses, ni d'exercer pleinement certaines des compétences centrales qui sont les nôtres.

La Collectivité est dotée d'une structure de recettes nettement moins favorable que ses homologues :

- Ratio de TVA de 15 points inférieur à celui des régions et départements consolidés ;
- Ratio global de recettes adossées à l'inflation et à la croissance inférieur de 20 points à la moyenne.
- Ratio de recettes figées supérieur de 16 points à la moyenne.

Ce différentiel de structure de recettes pénalise fortement la Collectivité : elle engendre un différentiel de dynamique.

En appliquant aux paniers des recettes respectifs (Collectivité d'un côté, consolidation des régions et départements métropolitains de l'autre) les mêmes hypothèses de projections de leurs diverses composantes, il ressort que les recettes de fonctionnement des régions et départements métropolitains croissent tendanciellement de 2,0 % par an, soit au rythme de l'inflation, alors que celles de la Collectivité plafonnent à 1,2 % par an, soit 0,8 point moins vite que l'inflation.

Les 0,8 point d'écart avec le reste de la métropole induisent une perte cumulative de 10 M€ par an (0,8 % appliqués à 1,2 Md€ de recettes de fonctionnement totales) qui rejaillissent sur le niveau d'épargne et la capacité à investir.

Aucune collectivité française n'est soumise à une telle contrainte, au demeurant sans pouvoir fiscal à droit constant.

Il en résulte une moins-value annuelle de ressources estimée en valeur 2024 à 34 M€, induite par un traitement inéquitable par rapport aux autres régions et départements de droit commun, du fait de la non prise en compte de spécificités institutionnelles et financières de la Corse.

Le budget de la Collectivité de Corse reste ainsi sous-dimensionné, au regard :

- D'une part, des besoins en investissement pour permettre le rattrapage infrastructurel, de l'ordre de 300 à 350 M€. Sur la période 2019-2023, le niveau du financement des investissements est ainsi passé de 273 M€ en 2019 à 367 M€ en 2023 soit une évolution de + 26 % (+ 76,4 M€) ;
- D'autre part, de l'inéluctable effet ciseau dû non seulement à la stagnation de recettes, mais aussi à l'évolution mécanique de certaines dépenses incompressibles.

Le niveau de contraintes s'élève encore davantage dans un contexte où l'Etat impose à l'ensemble des collectivités locales des restrictions budgétaires importantes, trajectoire qui a de fortes chances de ne pas s'infléchir dans les années à venir.

La Collectivité de Corse n'a pour l'heure aucune garantie que la discussion sur l'autonomie et ses corollaires, nouveau pacte budgétaire, fiscal et financier, et plan de soutien aux infrastructures, aboutiront.

C'est dans ce cadre, contraint et incertain, qu'intervient la présentation du Compte Financier Unique (CFU), substitué à l'ancien compte administratif (CA), que la Collectivité de Corse déploie depuis l'an dernier.

Cette option, ouverte à titre expérimental en 2019, a vocation à devenir la règle pour les collectivités territoriales au plus tard au titre de l'exercice 2026 (article 205 de la loi de finances pour 2024).

Le dispositif permet d'améliorer la transparence et la lisibilité de l'information financière, en consolidant en un seul document les données d'exécution budgétaires et les informations patrimoniales de la Collectivité. Il s'inscrit dans

une logique de modernisation des rapports entre l'ordonnateur et le comptable, au moyen d'une présentation nouvelle des données pertinentes (nouveaux ratios, rappel des taux d'impositions, bilan et compte de résultat synthétiques). Il est l'objet d'une procédure intégralement dématérialisée, ce qui constitue un gage de cohérence entre les données financières et comptables.

Le Conseil exécutif de Corse a ainsi souhaité améliorer l'information délivrée à l'Assemblée de Corse et nourrir le débat démocratique de façon plus pertinente, au moyen de données plus intelligibles.

L'édition du CFU 2024 tient compte de l'expérience de l'année antérieure, pour une conformité complète aux dispositions de l'arrêté du 15 juillet 2022 relatif au compte financier unique pour les Collectivités territoriales.

L'an dernier, la modification du format a abouti à la disparition d'éléments d'informations que la Collectivité communiquait pourtant dans le cadre de l'ancienne maquette, ce que le présent document corrige.

C'est ainsi que les anomalies rectifiées ont notamment des incidences sur les annexes du document, en comparaison avec l'exercice précédent.

Le CFU constitue l'élément de clôture du cycle budgétaire annuel de la Collectivité de Corse. Il est l'un des constituants du cadre financier. Il reflète l'équation complexe à laquelle est confrontée la Collectivité de Corse, visible également dans la construction du Budget Primitif 2025.

Il clôt un cycle de dépenses engagé depuis 2020, qui doit se transformer pour répondre à la rigidité du contexte et à la nécessité de repenser le pilotage financier stratégique, à l'aune de ces nouveaux enjeux.

L'année 2025 doit ainsi marquer une nouvelle inflexion, fondée sur la poursuite de la rationalisation des dépenses de fonctionnement, le développement systématique de l'approche par la recette et la recherche de nouvelles marges de manœuvre, tout en recherchant la conclusion d'un nouveau pacte budgétaire, fiscal et financier entre la Collectivité de Corse, les communes, intercommunalités et l'Etat, ainsi que sa traduction dans la loi organique qui devra découler de la réforme constitutionnelle.

Le document permet de préciser le détail de l'exécution de l'année 2024, au regard des dynamiques ayant guidé l'élaboration des actes budgétaires.

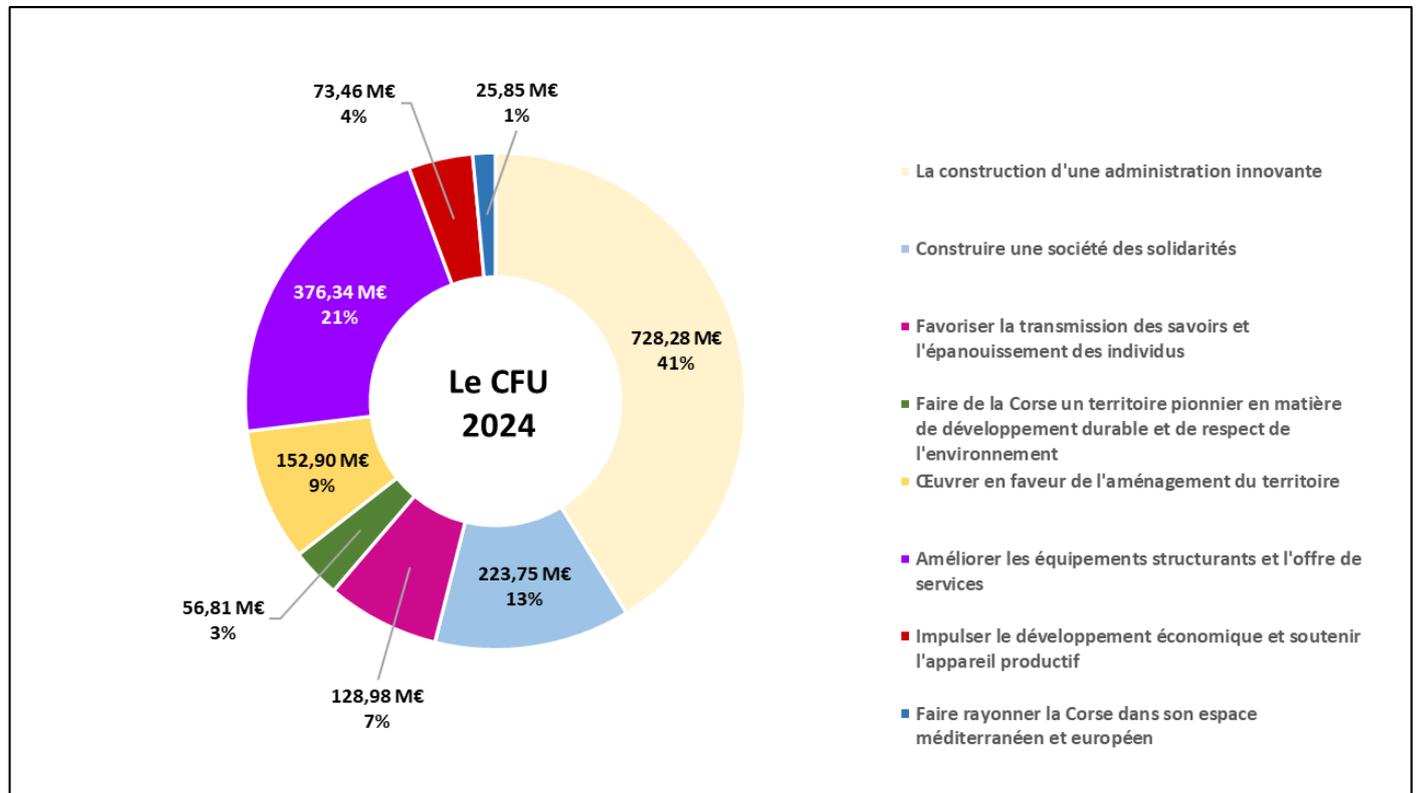
Il permet de garantir la sécurisation de la trajectoire et la poursuite des stratégies de programmation.

La première partie du document revient ainsi sur les résultats comptables de l'année 2024 (1), le détail de la situation financière de la Collectivité (2), le bilan de la gestion pluriannuelle au 31 décembre 2024 (3). Une présentation par chapitres fonctionnels (4) précède l'examen de l'état de la dette (5). Une présentation synthétique du bilan comptable intervient en dernière partie (6).

Les principaux chiffres du CFU 2024 font l'objet d'une présentation graphique préalable aux développements.

## Le Compte Financier Unique en quelques chiffres

### Les dépenses 2024 (Investissement & Fonctionnement) par axe stratégique



## PARTIE 1 : CONSTITUTION DES RESULTATS COMPTABLES 2024

A la clôture de l'exercice, le vote du compte financier unique constitue l'arrêté des comptes de la Collectivité de Corse.

Cet arrêté permet de dégager :

- le résultat proprement dit (section de fonctionnement) ;
- le solde d'exécution de la section d'investissement ;
- les restes à réaliser des deux sections.

### 1. Un résultat de fonctionnement en diminution

L'instruction M57 précise que le résultat de la section de fonctionnement est constitué par le cumul :

- du résultat de l'exercice (cumul des titres émis et des annulations de mandats – cumul des mandats émis et des annulations de titres),
- du résultat reporté.

Les mouvements de dépenses et de recettes par chapitre font apparaître un niveau de recettes de 1 305,296 M€ et un niveau de dépenses de 1 193,844 M€.

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes
930 Services généraux	249 156 437,45	6 623 055,11
930-5 Gestion des fonds européens	386 803,22	3 196 684,27
931 Sécurité	56 776 195,04	1 165 603,00
932 Enseignement, formation pro apprentis	82 484 052,57	4 917 680,72
933 Culture vie soc jeunesse sport loisirs	29 683 507,13	3 016 211,38
934 Santé et action sociale (hors APA RSA)	111 722 001,61	14 098 199,73
934-3 APA	81 103 067,19	39 531 696,08
934-4 RSA / régularisations RMI	45 186 476,98	34 951 554,87
935 Aménagement des territoires et habita	14 304 534,53	1 726 890,17
936 Action économique	38 837 306,57	434 946,41
937 Environnement	38 036 811,54	6 192 352,84
938 Transports	258 810 315,04	2 838 469,63
940 Impositions directes	0,00	26 037 437,00
941 Autres impôts et taxes	12 955 817,00	734 862 636,78
942 Dotations et participations	3 466 086,00	319 345 096,51
943 Opérations financières	31 856 605,20	8 023 300,72
944 Frais de fonctionnement groupes élus	684 610,73	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes	4 200 679,00	3 806 912,38
<b>TOTAL Mouvements réels</b>	<b>1 059 651 306,80</b>	<b>1 210 768 727,60</b>
946 Transfert entre sections	134 193 172,83	94 527 692,22
<b>TOTAL Mouvements d'ordre</b>	<b>134 193 172,83</b>	<b>94 527 692,22</b>
<b>TOTAL général fonctionnement</b>	<b>1 193 844 479,63</b>	<b>1 305 296 419,82</b>
<b>RESULTAT exercice</b>		<b>111 451 940,19</b>

Le résultat de l'exercice en section de fonctionnement s'établit à 111,452 M€ contre 155 346 368,13 € en 2023, soit une diminution de - 28,26 %.

Evolution du résultat :

	2021	2022	2023	2024
RESULTAT SECTION DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	145 989 136,95	122 439 503,26	155 346 368,13	111 451 940,19
Evolution N/N-1	141,64%	-16,13%	26,88%	-28,26%
RESULTAT SECTION DE FONCTIONNEMENT CUMULE	176 066 241,29	139 661 513,69	176 178 622,05	127 221 998,96
Evolution N/N-1	96,41%	-20,68%	26,15%	-27,79%

Avec l'excédent reporté d'un montant de 15 770 058,77 €, le résultat de la section de fonctionnement cumulé s'élève à 127 221 998,96 € en baisse de - 27,79 % par rapport à l'exercice précédent).

## 2. Un résultat en section d'investissement excédentaire

L'instruction comptable M57 précise que le solde d'exécution est constitué par le cumul :

- de la différence entre le montant des émissions de titres, et des annulations de mandats et le montant des mandats et des annulations de titres de l'exercice ;
- du résultat reporté.

Ce solde d'exécution, complété des restes à réaliser en recettes et en dépenses, fait ressortir :

- un besoin de financement, si les dépenses sont supérieures aux recettes ;
- un excédent de financement, si les recettes sont supérieures aux dépenses.

Les mouvements de dépenses et de recettes par chapitre font apparaître un niveau de recettes de 612,146 M€ et un niveau de dépenses de 572,445 M€.

## 2024

Section d'investissement	Dépenses	Recettes
900 Services généraux	10 076 252,51	161 423,62
900-5 Gestion des fonds européens	25 112 289,00	37 009 433,10
901 Sécurité	10 325 575,23	548 691,34
902 Enseignement, formation pro apprentissage	23 324 902,76	1 803 823,07
903 Culture vie soc jeunesse sport loisirs	20 177 795,29	1 328 314,93
904 Santé et action sociale (hors APA RSA)	3 812 411,41	356 106,14
904-4 RSA / régularisations RMI	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	69 406 558,98	11 912 268,37
906 Action économique	38 397 490,63	4 114 789,28
907 Environnement	28 112 667,17	1 431 454,64
908 Transports	113 911 679,04	20 837 531,89
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (y compris 1068)	0,00	189 311 434,58
923 Opérations financières	94 043 789,68	167 921 246,00
<b>TOTAL Mouvements réels</b>	<b>436 701 411,70</b>	<b>436 736 516,96</b>
925 Opérations patrimoniales	41 216 082,77	41 216 082,77
926 Transfert entre sections	94 527 692,22	134 193 172,83
<b>TOTAL Mouvements d'ordre</b>	<b>135 743 774,99</b>	<b>175 409 255,60</b>
<b>TOTAL général investissement</b>	<b>572 445 186,69</b>	<b>612 145 772,56</b>
<b>RESULTAT exercice</b>		<b>39 700 585,87</b>

Le résultat de l'exercice 2024 en section d'investissement, après imputation en recettes des réserves comptabilisées au compte 1068 (134.193 M€), est excédentaire et s'établit à **39 700 585,87 € avec un emprunt porté à 127 921 246 €**.

Pour mémoire, le résultat de l'exercice 2023 s'élevait à - 41 579 303,51 €.

Evolution du résultat :

	2021	2022	2023	2024
RESULTAT SECTION D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	-99 277 314,19	40 014 971,09	-41 579 303,51	39 700 585,87
Evolution N/N-1	-179,00%	-140,31%	-203,91%	-195,48%
RESULTAT SECTION D'INVESTISSEMENT CUMULE	-158 844 230,86	-118 829 259,77	-160 408 563,28	-120 707 977,41
Evolution N/N-1	166,67%	-25,19%	34,99%	-24,75%

**En 2024, le solde d'exécution cumulé de la section d'investissement fait ressortir un besoin de financement de 120 707 977,41 €, en baisse par rapport au CFU 2023.**

### 3. Un résultat cumulé de + 6,514 M€

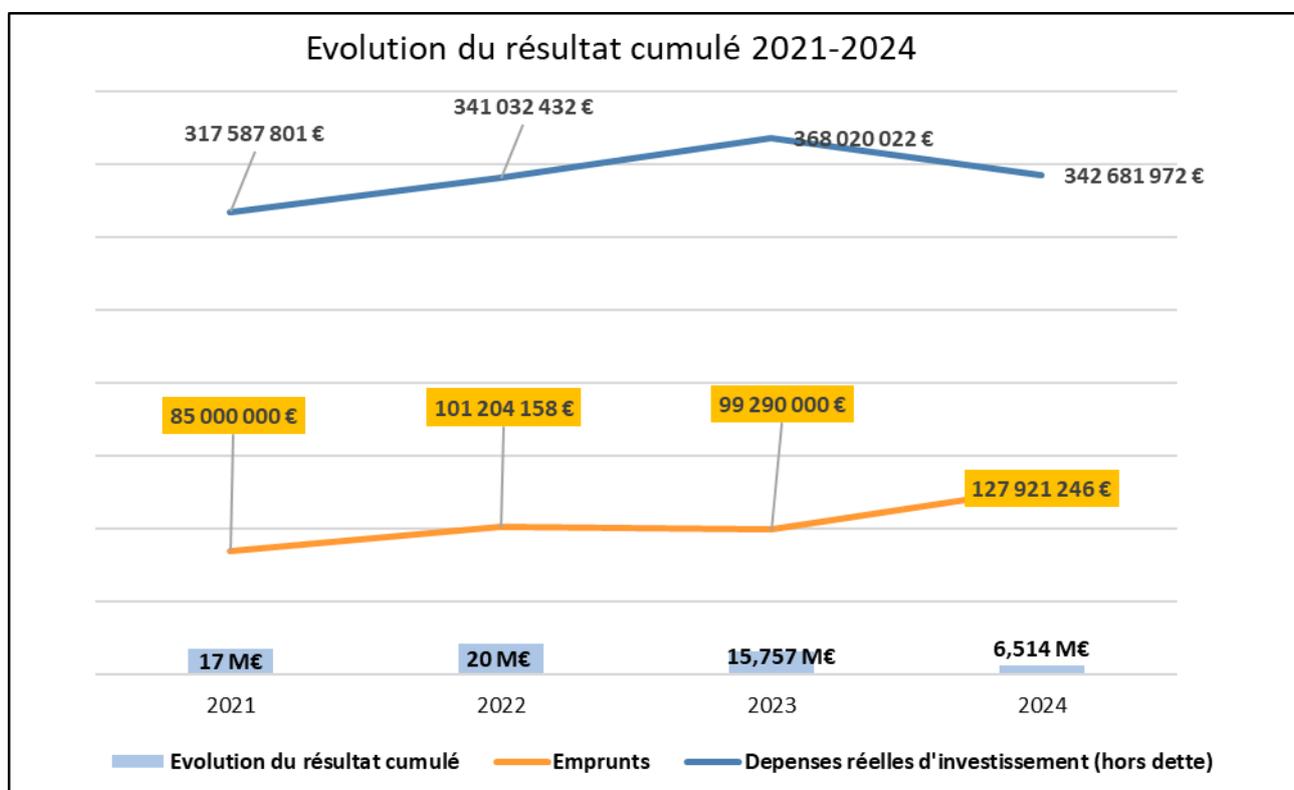
La décomposition des résultats est la suivante :

Résultat cumulé	
Résultat exercice section de fonctionnement	111 451 940,19
Résultat reporté	15 770 058,77
<b>Résultat de fonctionnement (a)</b>	<b>127 221 998,96</b>
Résultat exercice section d'investissement	39 700 585,87
Résultat reporté	- 160 408 563,28
<b>Solde d'exécution (b)</b>	<b>-120 707 977,41</b>
Résultat Compte de gestion (a)+(b)	6 514 021,55
Solde Restes à réaliser (Recettes-Dépenses)	-
<b>Résultat cumulé compte administratif (a)+(b)+(c)</b>	<b>6 514 021,55</b>

Lors du vote du budget supplémentaire, l'Assemblée de Corse sera amenée à se prononcer sur l'affectation du résultat de 2024, soit 127 221 998,96 €.

Il viendra couvrir prioritairement le besoin de financement de 120 707 977,41 €.

**Le solde de 6 514 021,55 € pourra être affecté selon la décision de l'Assemblée en excédent de fonctionnement reporté ou en dotation complémentaire à la section d'investissement (compte 1068).**

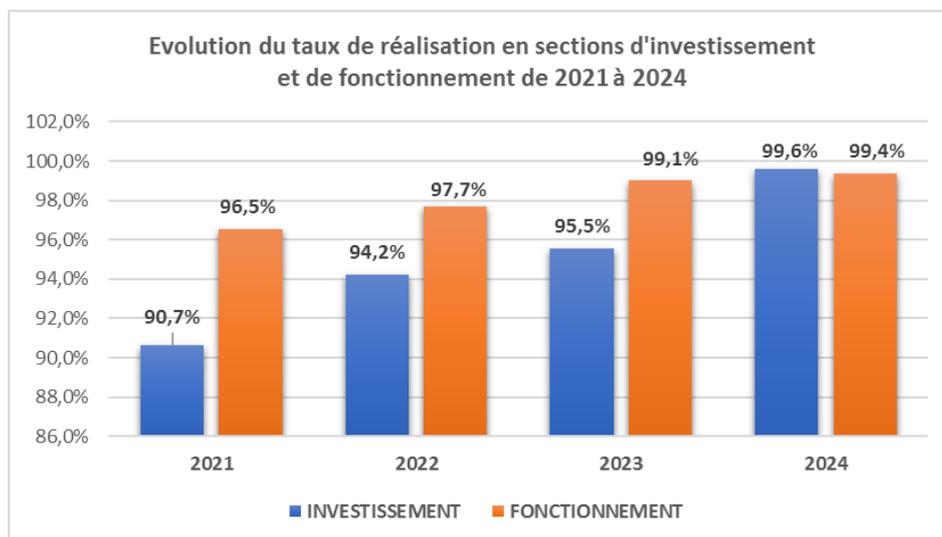


Le niveau de résultat à 6,5 millions d'€ correspond à la volonté de maîtrise au plus juste du pilotage des finances de la CdC et doit s'inscrire dans une optique pluriannuelle de sécurisation de la trajectoire et de recours maîtrisé à l'emprunt.

## PARTIE 2 : SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE

### 1. Les dépenses

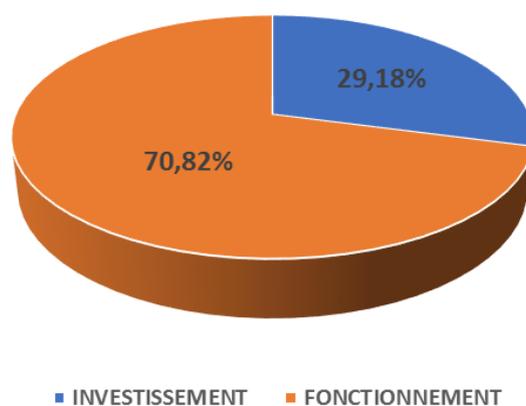
L'exercice 2024 est marqué par un taux de réalisation particulièrement élevé dans les deux sections, soit **99,6 % en investissement** et **99,4 % en fonctionnement**, témoignant à la fois de la sincérité des crédits votés au budget et de l'adéquation avec la réalité des besoins identifiés sur le territoire.



Après une forte hausse enregistrée en 2022 (74,22 %), conséquence du règlement de la pénalité liée à la condamnation Corsica Ferries, le taux global de répartition des **dépenses de fonctionnement** est ramené à 71,55 % en 2023, puis à **70,82 %** en 2024.

Parallèlement, le taux de répartition des **dépenses d'investissement** progresse pour atteindre **29,18 %** en 2024, contre 28,45 % en 2023 et 25,78 % en 2022.

#### Taux de répartition 2024 entre les sections



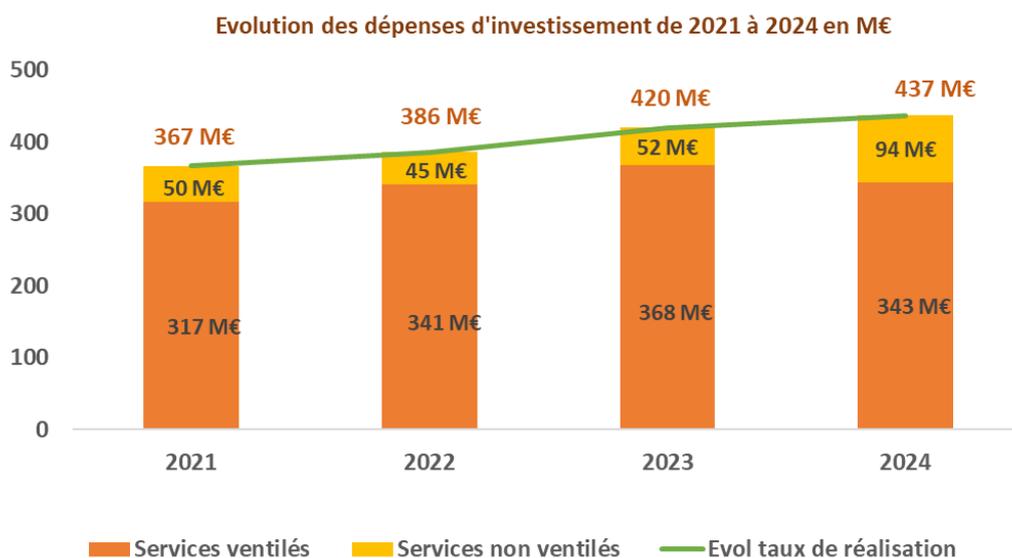
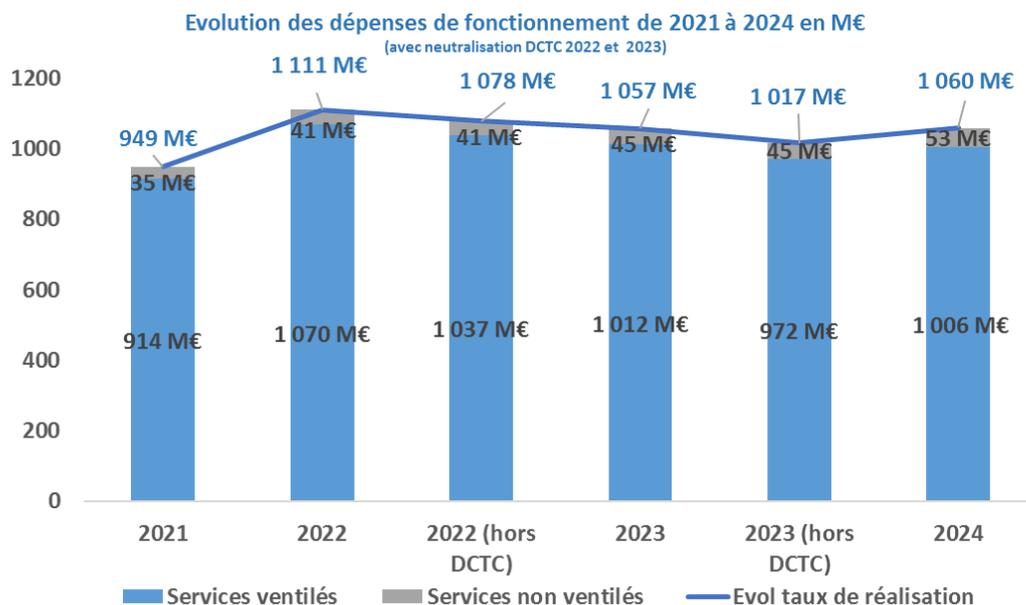
Les **dépenses réelles et mixtes** 2024 de la Collectivité de Corse s'élèvent à **1,496 Milliard d'euros**, en progression de **1,27 %** par rapport à 2023.

**Elles se décomposent ainsi :**

> **1 059 651 306,80 €** de dépenses réalisées en section de **fonctionnement**, soit un taux de variation de **0,23 %** quasi stable par rapport à l'exercice 2023 (1,057 Md€).

> **436 701 411,70 €** de dépenses exécutées en section d'**investissement**, en hausse de **3,87 %** par rapport à 2023 (420,443 M€), dont **342,658 M€** de dépenses réelles ventilées et **94,044 M€** de dépenses non ventilées.

L'analyse des dépenses 2024 permet de mettre en évidence une baisse de - 25,362 M€ des dépenses sectorielles soit - **6,89 %** par rapport à 2023 (368,020 M€).



## 1.1. Des dépenses réelles de fonctionnement

En 2024, les **dépenses réelles et mixtes de fonctionnement** représentent **1,060 Milliard d'euros**, avec un taux de variation particulièrement faible **+ 0,23 %** qui met en évidence une maîtrise et une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement (PM 2023 : 1,057 Md €). Il convient de préciser qu'en neutralisant le montant de la DCT complémentaire de 40 M€ versée en 2023, le taux de variation atteindrait **+ 4,17 %**.

Chapitre nature	Réalisé CA 2022	Réalisé CFU 2023	Réalisé CFU 2023 (Hors DCTC)	Réalisé CFU 2024	Evol n - 1	Evol n-1 (Hors DCTC)
011 - Charges à caractère général (hors APA / RSA)	83 180 722,02	88 170 742,43	88 170 742,43	93 970 593,12	6,58%	
012 - Charges de personnel et frais assimilés (hors APA / RSA)	225 956 963,65	235 118 728,27	235 118 728,27	244 623 181,95	4,04%	
014 - Atténuations de produits	14 057 529,10	15 509 967,09	15 509 967,09	17 058 308,84	9,98%	
016 - APA (Chap fonc : 9343-934231)	73 338 444,62	74 505 061,64	74 505 061,64	81 119 213,11	8,88%	
017 - RSA / Régularisations de RMI (Chap. fonc 9344)	44 990 938,18	45 344 800,02	45 344 800,02	45 186 476,98	-0,35%	
65 - Autres charges de gestion courante (hors APA, RSA et 6586)	642 102 594,62	568 319 672,14	528 319 672,14	542 150 737,96	-4,60%	2,62%
6586 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	628 824,44	676 937,77	676 937,77	684 610,73	1,13%	
66 - Charges financières	20 797 463,20	25 704 430,60	25 704 430,60	29 617 457,77	15,22%	
67 - Charges spécifiques (hors APA / RSA)	142 690,80	216 347,12	216 347,12	1 040 047,34	380,73%	
68 - Dotations aux provisions et dépréciations	6 430 689,72	3 625 817,93	3 625 817,93	4 200 679,00	15,85%	
<b>Total général</b>	<b>1 111 626 860,35</b>	<b>1 057 192 505,01</b>	<b>1 017 192 505,01</b>	<b>1 059 651 306,80</b>	<b>0,23%</b>	<b>4,17%</b>

En dépit du contexte inflationniste et de l'augmentation des coûts liés aux dépenses sociales et de personnel (progression du point d'indice), l'évolution des charges de fonctionnement a été pilotée, permettant ainsi à la Collectivité de poursuivre sa politique d'investissement.

### ➤ Les charges à caractère général (011) :

Les charges à caractère général englobent les frais généraux afférents au fonctionnement des services de la collectivité tout en contribuant également au financement d'actions sectorielles. Elles connaissent, au regard notamment de l'inflation rencontrée, une hausse de **6,58 %** pour s'établir à **93,970 M€** répartis comme suit :

Chapitre par fonction	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Evol n - 1
930 - Services généraux	34 548 827,99	37 139 219,79	38 467 564,01	3,58%
931 - Sécurité	2 136 797,32	2 429 468,74	2 866 359,30	17,98%
932 - Enseignement, formation professionnelle, apprentissage	3 860 832,13	2 674 791,90	2 964 055,89	10,81%
933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 641 278,75	3 335 349,31	2 786 762,49	-16,45%
934 - Santé et action sociale	2 520 155,32	2 154 040,21	1 879 191,23	-12,76%
935 - Aménagement des territoires et habitat	407 127,05	384 247,78	522 185,71	35,90%
936 - Action économique	175 706,64	556 818,05	241 580,13	-56,61%
937 - Environnement	1 017 662,02	1 239 043,16	1 334 241,32	7,68%
938 - Transports	35 584 371,31	37 819 822,49	41 194 499,64	8,92%
943 - Opérations financières	287 963,49	437 941,00	1 714 153,40	291,41%
<b>Chapitre 011 (hors APA/ RSA) - Total général</b>	<b>83 180 722,02</b>	<b>88 170 742,43</b>	<b>93 970 593,12</b>	<b>6,58%</b>

On relèvera une importante variation des dépenses à caractère général dans les domaines de la sécurité (+ 18 %), de l'aménagement des territoires et habitat (+36 %), ainsi qu'au niveau des opérations financières (+ 291 %). L'écart est moindre s'agissant des secteurs de l'enseignement, la formation professionnelle, et l'apprentissage (+ 11 %), de la Santé et de l'action sociale (- 13 %) et celui des transports (+ 8,92 %). Ainsi, il conviendra de noter :

- **+ 0,437 M€** au chapitre **Sécurité** : lié à la hausse des dépenses affectées aux matériels roulants (+ 0,154 M€), aux fournitures de petit équipement (+ 0,097 M€), et au versement de la cotisation en faveur de l'Entente pour la forêt méditerranéenne budgétée en 2024 sur ce chapitre (+ 0,137 M€).

- + **0,138 M€** au chapitre **Aménagement des territoires et habitat** : avec notamment des dépenses supplémentaires issues d'achat de prestation de service, et du règlement à la CADEC de frais de gestion relatifs au «Fonds Paese» (+ 0,154 M€).
- + **1,276 M€** de dépenses de frais bancaires et assimilés au chapitre des **Opérations financières**. Cette augmentation est due à la mobilisation des 3 lignes de trésorerie sur les 4 premiers mois de l'année combinée à l'augmentation des taux d'intérêts à court terme du premier trimestre 2024.
- + **3,375 M€** au chapitre **Transports** : où il apparaît une hausse de crédits consommés portant sur :
  - + 0,978 M€ de dépenses de voirie,
  - + 0,837 M€ de frais de transport de voyageurs,
  - + 0,786 M€ de frais de transports scolaires,
  - + 0,533 M€ de charges d'infrastructures portuaires.

➤ **Les charges de personnel (012) :**

Conformément à la nomenclature comptable M57, les dépenses de personnel du chapitre 012 ne prennent pas en compte les dépenses de personnel liées à l'APA et au RSA imputées sur les chapitres 016 et 017.

Les **charges de personnel** (hors APA/RSA) s'élèvent à **244,623 M€** en 2024, contre 235,119 M€ en 2023, ce qui représente une hausse de **4,04 %**.

Chapitre par fonction	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Evol n - 1
930 - Services généraux	189 159 632,44	197 140 612,39	205 182 846,79	4,08%
932 - Enseignement, formation professionnelle, apprentissage	25 675 530,16	26 475 193,08	27 678 271,18	4,54%
934 - Santé et action sociale	5 815 247,17	5 938 050,10	5 902 471,42	-0,60%
937 - Environnement	5 306 553,88	5 564 872,70	5 859 592,56	5,30%
<b>Chapitre 012 (hors APA /RSA) - Total général</b>	<b>225 956 963,65</b>	<b>235 118 728,27</b>	<b>244 623 181,95</b>	<b>4,04%</b>

La grande majorité des agents est rémunérée dans le cadre du chapitre 930. Le chapitre 932 correspond aux agents affectés au sein des établissements d'enseignement. Le chapitre 934 fait apparaître les indemnités versées aux assistants familiaux et aux personnels affectés à la crèche « Letizia ».

Enfin, le chapitre 937 retrace les rémunérations des agents affectés à la gestion des espaces naturels, étant précisé que celui-ci a fait l'objet de nombreux paramétrages, impactant la variation des effectifs rémunérés sur ce chapitre.

Les chapitres natures 016 et 017 englobent respectivement les salaires des agents affectés aux missions APA et RSA.

Ainsi, l'ensemble des **dépenses liées à la masse salariale** d'un montant de **256,877 M€** (chapitre 012 dont APA et RSA) connaît une **progression de 4,28 %** (246,340 M€ en 2023).

Chapitre par nature	Chapitre par fonction	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Evol n - 1
012 - Charges de personnel et frais assimilés	930 - Services généraux	189 159 632,44	197 140 612,39	205 182 846,79	4,08%
	932 - Enseignement, formation professionnelle, apprentissage	25 675 530,16	26 475 193,08	27 678 271,18	4,54%
	934 - Santé et action sociale	5 815 247,17	5 938 050,10	5 902 471,42	-0,60%
	9343 - APA	6 188 220,36	6 390 053,74	6 964 290,58	8,99%
	9344 - RSA	4 097 773,71	4 831 177,09	5 289 503,04	9,49%
	937 - Environnement	5 306 553,88	5 564 872,70	5 859 592,56	5,30%
	<b>Total général</b>	<b>236 242 957,72</b>	<b>246 339 959,10</b>	<b>256 876 975,57</b>	<b>4,28%</b>

Le montant global du poste **rémunération** (641) qui passe de 177,380 M€ à **185,877 M€** en 2024, soit + **8,497 M€** toutes rémunérations confondues, résulte des rattachements CET.

L'ensemble des **cotisations patronales** (645 : URSSAF, ASSEDIC, caisses de retraites, FNC) dont le montant s'élève à **58,152 M€**, varie de **+ 1,361 M€**.

Les autres **prestations versées** au titre du chapitre 012 (autres charges sociales, cotisations CNFPT et FNAL, médecine du travail, prestations directes familiales, versement mobilité, personnel extérieur...) totalisent un montant de **12,847 M€** et demeurent quasiment invariables par rapport à 2023 (12,169 M€).

Si nous pouvons constater une certaine stabilité de l'effectif de la CdC, qui a seulement évolué de 0,6 % entre 2022 et 2023, l'augmentation mécanique de la masse salariale et les mesures gouvernementales ont fortement impacté l'évolution des dépenses de personnel.

La revalorisation du point d'indice à hauteur de + 3,5 %, entrée en vigueur en 2022 a également un effet report pour 6 mois sur l'année 2023 à hauteur de 2,8 M€. Ce type de mesure en faveur du pouvoir d'achat a été poursuivi en 2023 avec une nouvelle revalorisation du point d'indice de + 1,5 %, soit un coût à compter de juillet 2023 d'1,8 M€. La revalorisation des grilles indiciaires sur 2023, ainsi que la prime individuelle de garantie du pouvoir d'achat ont quant à elles généré un coût de 355 000 €. Aussi, le versement de la prime dite « SEGUR » a impacté le budget de la collectivité à hauteur de 2,2 M€. Enfin au cours de l'année 2023, une régularisation des paramétrages des taux de cotisation « URSAFF » a donné lieu à un surcoût de 125 000 €.

Par ailleurs, les évolutions des politiques « RH », telles que le projet de groupe « mutuelle », l'attribution des titres repas, les avancements et promotions, la revalorisation des conditions d'emplois des assistants familiaux ont eu un impact d'environ 1 M€. Enfin, les dépenses de masse salariale qui connaissent une forte rigidité et une évolution dynamique et naturelle à la hausse génère une augmentation d'environ 1,7 M€. Cela est dû principalement aux évolutions des éléments variables de paie et à la transformation de la structure des effectifs telles que les opérations d'avancement et de promotion, le Glissement Vieillesse Technicité.

#### ➤ **Les allocations APA (016) et le RSA (017)**

La crise économique consécutive à la crise sanitaire a entraîné un accroissement de la précarité en Corse touchant en particulier les jeunes, les personnes âgées et dépendantes, les personnes bénéficiant de petites retraites ainsi que les personnes en situation de handicap.

Face à cette situation, la Collectivité de Corse a affirmé sa qualité de chef de file de l'action sociale sur la région par un soutien renforcé en faveur de l'ensemble de ces publics.

Les chapitres **016** et **017** cumulent une partie des crédits dédiés à la mise en œuvre de la politique d'action sociale.

L'ensemble de ces charges, pour un total de **126,306 M€**, représente 11,92 % des dépenses réelles ventilées de fonctionnement. A cet égard, on notera une **augmentation de 5,39 %** par rapport à l'exercice 2023, soit **+ 6,456 M€**.

**L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (016 - APA)** est attribuée sous conditions de ressources et de résidence, aux personnes âgées de plus de 60 ans en perte d'autonomie. Elle permet le maintien à domicile et la prise en charge du forfait dépendance en EHPAD et en unité de long séjour.

Au niveau de la Corse, compte tenu du vieillissement de la population, la tendance est à l'augmentation du nombre de bénéficiaires. Par ailleurs, les tarifs des établissements sont revalorisés chaque année afin d'intégrer l'évolution des charges liées au GVT et à l'inflation.

En 2024, le budget réalisé de **81,119 M€** consacré à l'APA a connu une **évolution de 8,88 %** par rapport à l'année 2023, soit **+ 6,614 M€**. Cette charge représente 7,66 % des dépenses réelles ventilées de fonctionnement.

	2020	2021	2022	2023	2024	2024/2023	Evol 2024/2018
<b>016 - APA</b>	<b>64 034 282,52</b>	<b>66 479 276,86</b>	<b>73 338 444,62</b>	<b>74 505 061,64</b>	<b>81 119 213,11</b>	<b>6 614 151,47</b>	<b>17,29%</b>
<b>Variation annuelle</b>	<b>9,09%</b>	<b>3,82%</b>	<b>10,32%</b>	<b>1,59%</b>	<b>8,88%</b>		
<i>dont charges à caractères générales</i>	300 303,26	288 706,39	358 804,79	337 183,02	230 281,38	-106 901,64	-36,23%
<b>Variation annuelle</b>	<b>-12,44%</b>	<b>-3,86%</b>	<b>24,28%</b>	<b>-6,03%</b>	<b>-31,70%</b>		
<i>dont charges de personnel</i>	7 309 179,83	6 803 235,18	6 188 220,36	6 390 053,74	6 964 290,58	574 236,84	3,44%
<b>Variation annuelle</b>	<b>16,49%</b>	<b>-6,92%</b>	<b>-9,04%</b>	<b>3,26%</b>	<b>8,99%</b>		
<i>dont APA à domicile versée au service d'aide à domicile (651141) + APA dotation qualité (6511411-12)</i>	34 170 291,75	35 225 849,66	41 014 411,09	35 952 171,46	39 957 293,25	4 005 121,79	13,76%
<b>Variation annuelle</b>	<b>10,52%</b>	<b>3,09%</b>	<b>16,43%</b>	<b>-12,34%</b>	<b>11,14%</b>		
<i>dont APA à domicile versée aux bénéficiaires (651142)</i>	11 939 114,14	13 550 979,57	14 845 246,23	15 146 672,16	16 992 094,22	1 845 422,06	23,48%
<b>Variation annuelle</b>	<b>6,04%</b>	<b>13,50%</b>	<b>9,55%</b>	<b>2,03%</b>	<b>12,18%</b>		
<i>dont APA versée aux bénéficiaires en établissement (651143)</i>	59 202,12	50 893,42	56 827,45	43 413,15	41 138,59	-2 274,56	-19,46%
<b>Variation annuelle</b>	<b>-5,91%</b>	<b>-14,03%</b>	<b>11,66%</b>	<b>-23,61%</b>	<b>-5,24%</b>		
<i>dont APA versée aux établissements (651144)</i>	10 256 191,42	10 543 254,60	10 873 543,63	11 444 718,87	10 912 115,43	-532 603,44	5,53%
<b>Variation annuelle</b>	<b>4,38%</b>	<b>2,80%</b>	<b>3,13%</b>	<b>5,25%</b>	<b>-4,65%</b>		
<i>dont autres charges de gestion courante (6568)</i>	0	-	-	5 190 849,24	6 021 999,66	831 150,42	#NOMBRE!
<b>Variation annuelle</b>	<b>4,38%</b>				<b>16,01%</b>		
<i>dont charges spécifiques</i>	0,00	16 358,04	1 391,07	-	-	0,00	-100,00%
<b>Variation annuelle</b>	<b>-100,00%</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>-91,50%</b>	<b>-100,00%</b>			

**Le Revenu de Solidarité Active (017 - RSA)** assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu, variable selon la composition du foyer, mais également un accompagnement social et/ou professionnel afin de permettre leur réinsertion. Le nombre de bénéficiaires varie en fonction de l'activité économique. Celle-ci demeure liée à la saisonnalité et à l'emploi dont le principal indicateur est le taux de chômage.

En 2024, les allocations versées qui représentent un montant de **45,186 M€** et 4,26 % des dépenses réelles ventilées de fonctionnement, enregistrent un taux de **variation stable (- 0,35 %)**, soit **- 0,158 M€** par rapport à l'année précédente.

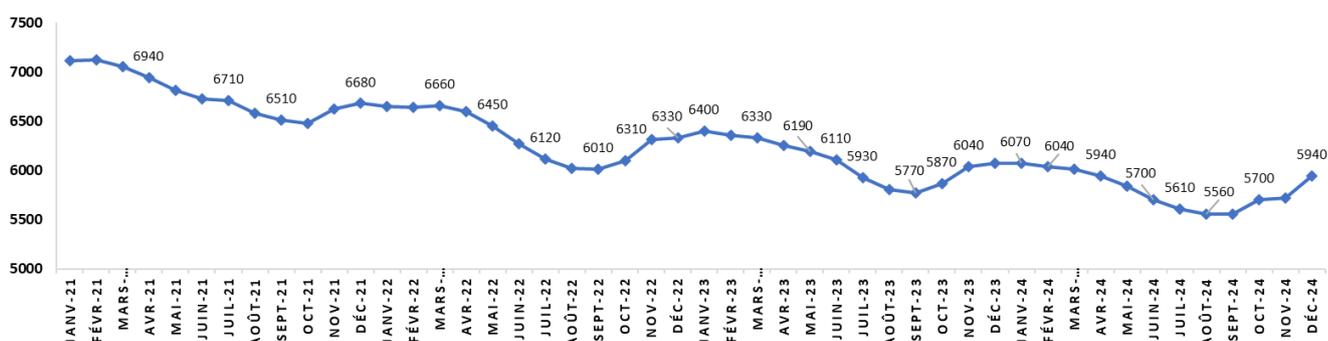
L'accentuation des actions de lutte contre la précarité a néanmoins permis d'assurer un accompagnement renforcé des personnes en situation de précarité.

	2020	2021	2022	2023	2024	2024/2023	Evol 2024/2018
<b>017- RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>45 968 946,80</b>	<b>47 778 230,43</b>	<b>44 990 938,18</b>	<b>45 344 800,02</b>	<b>45 186 476,98</b>	<b>- 158 323,04</b>	<b>0,01</b>
<b>Variation annuelle</b>	<b>5,13%</b>	<b>3,94%</b>	<b>-5,83%</b>	<b>0,79%</b>	<b>-0,35%</b>		
<i>dont charges à caractères générales</i>	188 607,68	137 686,28	194 510,53	256 136,99	114 806,14	- 141 330,85	0,37
<b>Variation annuelle</b>	<b>-37,88%</b>	<b>-27,00%</b>	<b>41,27%</b>	<b>31,68%</b>	<b>-55,18%</b>		
<i>dont charges de personnel</i>	4 023 635,12	4 009 458,63	4 097 773,71	4 831 177,09	5 289 503,04	458 325,95	0,17
<b>Variation annuelle</b>	<b>-3,30%</b>	<b>-0,35%</b>	<b>2,20%</b>	<b>17,90%</b>	<b>9,49%</b>		
<i>dont autres charges de gestion courante</i>	2 526 596,10	3 308 930,33	3 397 746,01	3 584 808,83	3 619 983,54	35 174,71	0,02
<b>Variation annuelle</b>	<b>-11,44%</b>	<b>30,96%</b>	<b>2,68%</b>	<b>5,51%</b>	<b>0,98%</b>		
<i>dont RSA versement allocations forfaitaires (65171)</i>	35 133 742,53	36 121 512,70	33 525 676,93	32 933 761,86	32 155 940,47	- 777 821,39	0,01
<b>Variation annuelle</b>	<b>9,10%</b>	<b>2,81%</b>	<b>-7,19%</b>	<b>-1,77%</b>	<b>-2,36%</b>		
<i>dont RSA - Versements pour allocations forfaitaires majorées (65172)</i>	4 090 576,43	4 153 905,76	3 755 891,80	3 738 915,25	3 952 410,41	213 495,16	0,02
<b>Variation annuelle</b>	<b>-2,72%</b>	<b>1,55%</b>	<b>-9,58%</b>	<b>-0,45%</b>	<b>5,71%</b>		
<i>dont charges spécifiques</i>	5 788,94	46 736,73	19 339,20	-	53 833,38	53 833,38	1,24
<b>Variation annuelle</b>	<b>1189,61%</b>	<b>707,35%</b>	<b>-58,62%</b>	<b>-100,00%</b>			

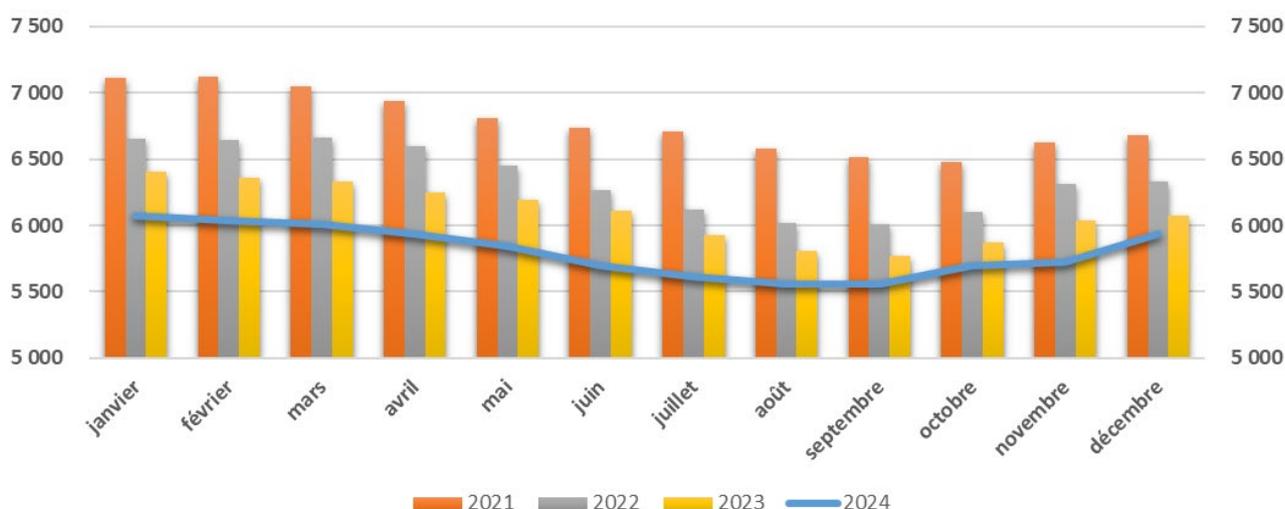
Au 31 décembre 2024, on dénombrait en Corse **5 940 foyers allocataires du RSA**. Sur un an, le nombre de ces foyers a globalement diminué de **2,14 %** (- 3,99 % : Cismonte / + 0,39 % : Pumont) pour retrouver le niveau d'avant-crise sanitaire.

En général, une hausse saisonnière est particulièrement observée durant la période allant de novembre à mars.

## NOMBRE D'ALLOCATAIRES RSA EN CORSE 2021-2024



## Evolution RSA en Corse 2021-2024



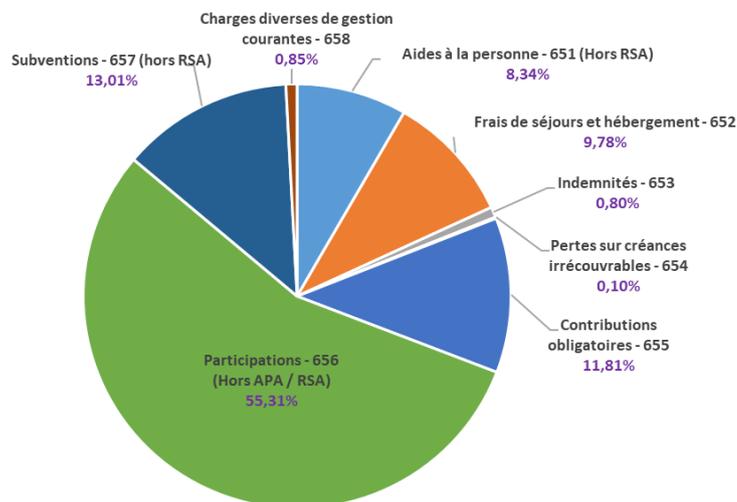
Source : Data.drees.solidarites-sante.gouv.fr

### ➤ Les charges de gestion courante (65) :

Après une année 2022 marquée par le règlement d'une dépense exceptionnelle de 100 M€ liée au contentieux avec Corsica Ferries, suivie d'une année 2023 de dépenses globales diminuées de - 73,768 M€ (- 11,49 %), les **charges de gestion courante** baissent encore de **4,60 %** en 2024, pour s'établir à **542,151 M€**, soit - 26,169 M€. A noter que le taux de variation s'établirait à + 2,62 % avec la neutralisation de la DCT complémentaire de 40 M€ octroyée en 2023.

Au regard de leur volume, ces charges constituent l'un des postes de dépenses clés dont la maîtrise est primordiale pour pouvoir contenir l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et garantir un excédent brut suffisant permettant de financer le programme d'investissement de la Collectivité.

Comptes du chapitre 65	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2023 (hors DCTC 2023)	Réalisé 2024	Evol n-1	Evol n-1 (hors DCTC 2023)
Aides à la personne - 651 (Hors RSA)	39 188 988,26	42 796 004,55	42 796 004,55	45 200 472,08	5,62%	
Frais de séjours et hébergement - 652	44 001 455,95	47 514 176,32	47 514 176,32	53 048 154,17	11,65%	
Indemnités - 653	4 047 319,32	4 230 992,87	4 230 992,87	4 334 990,21	2,46%	
Pertes sur créances irrécouvrables - 654	342 489,52	323 667,81	323 667,81	519 771,67	60,59%	
Contributions obligatoires - 655	60 372 225,40	62 190 143,02	62 190 143,02	64 038 604,36	2,97%	
Participations - 656 (Hors APA / RSA)	321 095 074,95	333 922 178,10	293 922 178,10	299 886 951,67	-10,19%	2,03%
Subventions - 657 (hors RSA)	67 911 669,28	72 929 156,37	72 929 156,37	70 531 238,32	-3,29%	
Charges diverses de gestion courantes - 658 (hors 6586)	105 128 255,58	4 413 353,10	4 413 353,10	4 590 555,48	4,02%	
<b>Total charges de gestion courante</b>	<b>642 087 478,26</b>	<b>568 319 672,14</b>	<b>528 319 672,14</b>	<b>542 150 737,96</b>	<b>-4,60%</b>	<b>2,62%</b>



Répartition des charges de gestion courante

- **Les participations (656)** de la Collectivité, qui constituent la part prépondérante des charges de gestion courante à hauteur de 55,31 %, s'élèvent à **299,887 M€** traduisant une **baisse de 10,19 %** (-34,034 M€) par rapport à 2023 (333,922 M€). Le non-versement de la DTC complémentaire de 40 M€ allouée en 2023 aurait entraîné un taux de variation à la hausse de + 2,03 %.

Ces participations comprennent notamment la Dotation de Continuité Territoriale d'un montant de 187 M€ (227 M€ versés en 2023), les dotations allouées aux agences et offices de 64,573 M€ (63,920 M€ réglés en 2023) ainsi que celles attribuées à l'EPIC U Caminu di Ferru di a Corsica (27,982 M€).

Hors agences et offices, les aides les plus significatives concernent les participations octroyées au Conservatoire de musique, danse et arts dramatiques de Corse Henri Tomasi (2,675 M€ contre 2,559 M€ en 2023) et au Syndicat Mixte de l'Abattage en Corse - SMAC (3,500 M€).

A noter enfin les versements au sein de ce compte des participations statutaires au Syndicat d'Énergie de la Corse du Sud (3,280 M€). 1,553 M€ ont également été réglés en 2024 dans le cadre du protocole d'accord transactionnel du 10 août 2024 qui définit le montant et les modalités de règlement des sommes mises à la charge de la CDC en fonctionnement au titre de sa contribution financière au syndicat pour les exercices allant du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 décembre 2023, à travers trois titres d'un montant total de 6,211 M€ émis par le SDE 2A le 22 janvier 2024.

- **Les subventions (657)** représentent 13,01 %, soit le deuxième poste de dépenses du chapitre 65 pour un total de **70,531 M€** de crédits versés en 2024. La répartition de ces subventions est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Chapitre fonctionnel	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Evol n-1
Services généraux - 930	593 739,06	508 336,72	641 967,86	26,29%
Gestion des fonds européens- 9305	139 703,09	136 343,31	34 347,11	-74,81%
Sécurité 931	102 439,52	409 653,05	288 648,74	-29,54%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage - 932	40 086 660,97	42 587 927,32	37 972 558,06	-10,84%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs - 933	19 556 721,02	19 918 442,50	23 139 942,73	16,17%
Santé et action sociale - 934	3 320 955,05	4 525 016,14	4 322 290,26	-4,48%
Aménagement des territoires et habitat- 935	2 840 704,52	2 973 058,29	2 612 842,73	-12,12%
Action économique - 936	575 000,00	1 217 087,76	1 071 966,00	-11,92%
Environnement - 937	409 089,46	412 570,68	312 564,84	-24,24%
Transports - 938	286 656,59	240 720,60	134 109,99	-44,29%
<b>Total dépenses subventions de fonctionnement</b>	<b>67 911 669,28</b>	<b>72 929 156,37</b>	<b>70 531 238,32</b>	<b>-3,29%</b>

Au cours de la période 2023/2024, les variations les plus notables montrent une diminution dans les chapitres fonctionnels 931 (- 29,54 %), 932 (- 10,84 %) et 935 (- 12,12 %), tandis qu'une augmentation est observée dans les chapitres 930 (+ 26,29 %) et 933 (+ 16,17 %).

- **Services généraux** 930 : (+ 134 M€) après avoir enregistré une baisse de - 14,38 % en 2023, les dépenses de ce chapitre en hausse de 26,29 % résulte notamment de l'extension du budget d'activités du Comité des Œuvres Sociales établi à 0,500 M€ en 2024 (0,250 M€ en 2022 et 0,350 M€ en 2023).
- **Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** 933 : (+ 3,221 M€), on relèvera au sein de ce chapitre et en particulier sur le programme « Culture » une augmentation de + 3,347 M€ de dépenses supplémentaires, soit + 34,9 % par rapport à 2023. On notera le soutien de la CdC aux activités de l'association « Centre d'action et de développement culturel - Una Volta » (0,487 M€), à l'Association des Rencontres Internationales Artistiques (0,352 M€) ou à l'association l'AGHJA (0,270 M€) qui anime des spectacles et autres créations artistiques.
- **Enseignement, formation professionnelle et apprentissage** 932 : Une baisse de 10,84 % (- 4,615 M€) des dépenses est constatée principalement au sein du programme de la formation professionnelle et de l'apprentissage (- 1,003 M€), du programme « Réussite et vie étudiante » (- 0,648 M€ sur la convention d'objectifs et de moyens) et du volet de l'enseignement supérieur (en 2023, + 1,199 M€ versé au titre du dispositif d'aide aux doctorants et post-doctorants de l'Université de Corse pour les années universitaires 2020/2021 et 2021/2022 / + 0,643 M€ au titre de la convention « DHAVID - Développement Halieutique : Valorisation, Innovation et Déploiement » avec l'Université de Corse).
- **Aménagement des territoires et habitat** 935 : (- 0,360 M€), la baisse s'explique essentiellement par le versement au compte « participations - 656 » de la contribution financière au Syndicat départemental des énergies (- 0,500 M€) qui a fait l'objet d'un protocole transactionnel signé en août 2024 avec la Collectivité de Corse.
- **Sécurité** 931 : (- 0,121 M€) cette diminution est imputable à la fin du versement en décembre 2023 de la contribution financière relative au programme « Stratégies et mesures d'atténuations des risques d'incendie dans la région Méditerranéenne MEDSTAR » (0,281 M€).
- **L'action économique** 936 : le taux d'évolution en forte progression depuis 2023 connaît un léger recul en 2024 (- 0,145 M€). La prise en charge du coût des emprunts contractés par la CADEC pour la mise en place d'avances remboursables au profit des entreprises de Corse (0,500 M€), la convention d'objectifs et de moyens entre la Collectivité de Corse et la Chambre régionale d'agriculture de Corse (0,300 M€), et le soutien au pôle de compétitivité CAPENERGIE (0,147 M€) constituent les principales dépenses de ce chapitre.
- **Les contributions obligatoires** (655), dont la part représente près de 11,65 % des charges de gestion courante, évoluent de **2,97 %** pour atteindre **64,039 M€** en 2024 (PM 2023 : 62,190 M€). L'écart constaté (+ 1,848 M€) concerne essentiellement les participations au fonctionnement des SIS (53,621 M€) avec + 1,053 M€ (52,569 M€ en 2023) et les dotations à destination des collèges et lycées (10,212 M€) avec + 0,917 M€ (9,309 M€ en 2023).

- **Les aides à la personne (651)** : avec une variation de + **5,62 %** observée en 2024 soit + 2,404 M€, la progression des dépenses de ce chapitre (**45,200 M€** contre 42,796 M€ en 2023) est attribuable à l'évolution croissante des prestations de compensation du handicap versées aux personnes âgées de plus de 20 ans (+ 3,793 M€) et des aides inscrites au programme « Réussite et vie étudiante » (+ 0,635 M€). Ces coûts supplémentaires sont toutefois relativisés par une diminution sensible des Services d'Aide et d'accompagnement à Domicile (- 2,175 M€).
- **Les frais de séjours et hébergements (652) (53,048 M€)** en constante augmentation, ces frais connaissent une hausse de **11,65 %** par rapport à l'exercice précédent (47,514 M€), entraînant un volume de dépenses supplémentaires de + 5,534 M€. Les hausses portent principalement sur les dépenses affectées aux lieux d'accueil et maisons d'aide sociale à l'enfance (+ 4,803 M€), aux foyers de jeunes travailleurs (+ 0,637 M€), et aux frais de séjour en établissements pour les personnes âgées (+ 0,589 M€).
- **Les indemnités, frais de mission et de formation des élus (653)** et les **indemnités et frais des membres du CESC** s'élèvent à **4,335 M€** en progression de **2,46 %** par rapport à 2023 (+ 0,104 M€).
- **Les charges diverses de gestion courante (658) - (hors frais de fonctionnement des groupes d'élus - 6586)** : ce compte qui incluait le montant des pénalités CFF en 2022, enregistre notamment les déficits des budgets annexes des laboratoires d'analyses (3,895 M€ en 2023 / 4,251 M€ en 2024). Globalement, ce compte évolue de **4,02 %** en 2024 pour s'établir à **4,591 M€** (PM 2023 : 4,413 M€).

➤ Les **charges financières** inscrites au **chapitre 66** et réalisées à hauteur de **29,617 M€** pour l'exercice 2024 progressent de **15,22 %** par rapport à l'exercice 2023, soulignant le poids financier croissant sur le budget de la Collectivité de Corse des intérêts de la dette liés aux emprunts (+ 4,836 M€).

Comptes	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Evol n-1
Intérêts réglés à échéance - 66111	19 917 402,92	22 592 834,37	27 429 248,62	21,41%
Intérêts courus non échus - 66112	184 649,62	2 837 985,59	2 020 979,81	-28,79%
Autres charges financières - 6688	695 410,66	273 610,64	167 229,34	-38,88%
<b>Total charges financières du chapitre 66</b>	<b>20 797 463,20</b>	<b>25 704 430,60</b>	<b>29 617 457,77</b>	<b>15,22%</b>

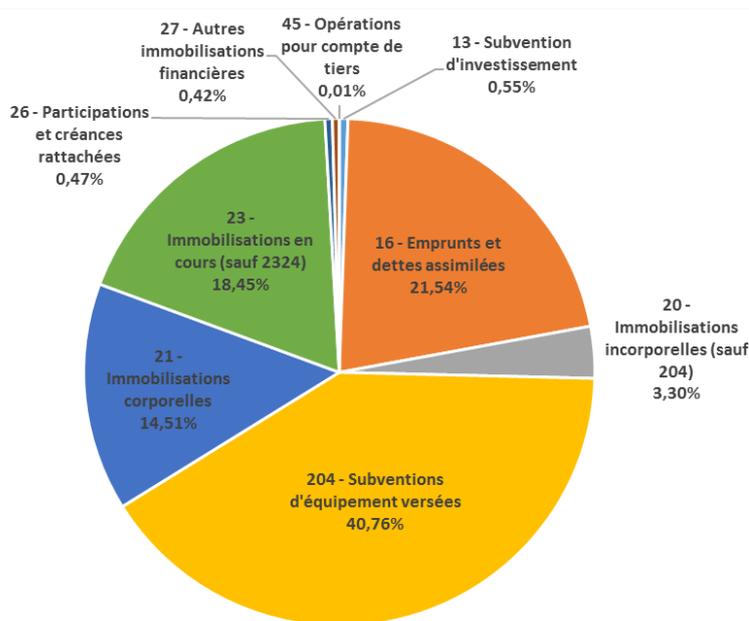
## 1.2 Les dépenses réelles d'investissement

En progression de **3,87 %**, les **dépenses réelles d'investissement** s'établissent à **436,701 M€** en 2024 et présentent un taux de réalisation de **99,4 %**.

Chapitre nature	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Evol n-1
13 - Subvention d'investissement	2 475 537,30	2 169 905,70	2 396 574,10	10,45%
16 - Emprunts et dettes assimilées	45 024 527,96	52 422 977,59	94 043 789,68	79,39%
20 - Immobilisations incorporelles (sauf 204)	10 738 280,16	11 206 646,08	14 389 818,81	28,40%
204 - Subventions d'équipement versées	152 996 023,10	170 202 282,78	177 993 254,61	4,58%
21 - Immobilisations corporelles	66 236 142,84	70 046 772,79	63 382 491,43	-9,51%
23 - Immobilisations en cours (sauf 2324)	88 666 130,01	99 362 000,85	80 565 643,17	-18,92%
26 - Participations et créances rattachées	7 350 000,00	2 195 716,00	2 060 589,50	-6,15%
27 - Autres immobilisations financières	12 528 783,86	12 836 698,20	1 844 900,00	-85,63%
45 - Opérations pour compte de tiers	41 535,12	-	24 350,40	
<b>Total dépenses réelles d'investissement</b>	<b>386 056 960,35</b>	<b>420 442 999,99</b>	<b>436 701 411,70</b>	<b>3,87%</b>

**Hors emprunt**, ces dépenses s'élèvent à **342,658 M€** en diminution de 25,362 M€ par rapport à 2023 (368,020 M€), soit une baisse de **6,89 %** sur un an.

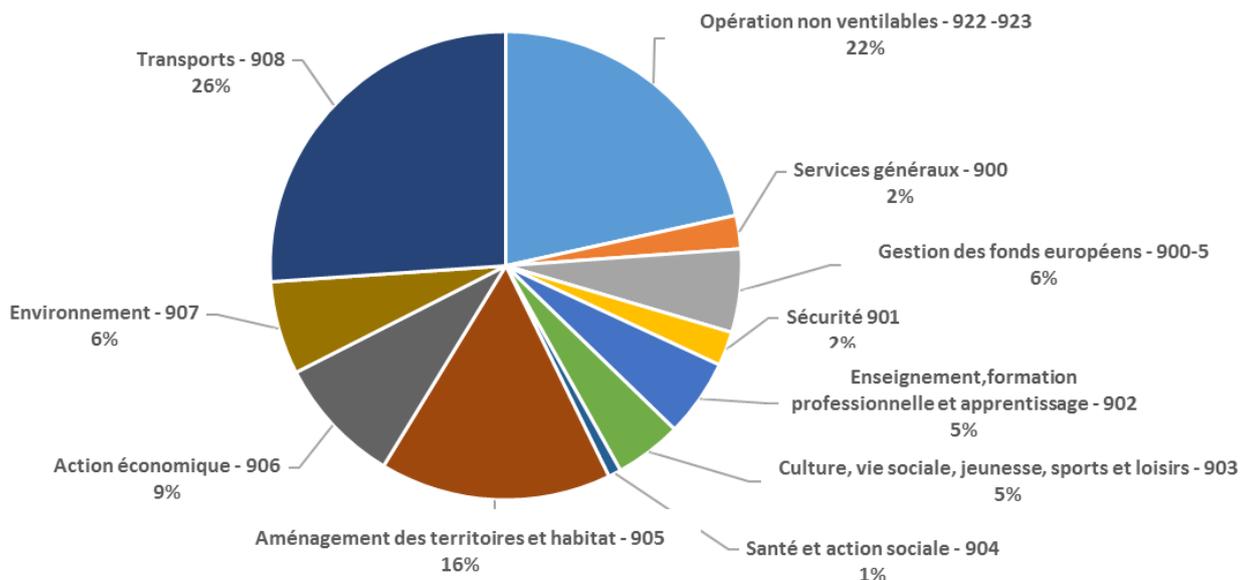
Par nature, les dépenses réelles d'investissement sont ventilées comme suit :



Répartition des dépenses réalisées 2024 par chapitre nature

Les dépenses réelles d'investissement 2024 par chapitre fonction sont réparties comme suit :

### Répartition par chapitre fonctionnel des dépenses d'investissement réalisées en 2024



➤ Les **dépenses sous maîtrise d'ouvrage (20-21-23)** représentent en 2024 un volume global de **158,338 M€**, soit 36,25 % des dépenses réelles d'investissement.

Chapitre fonctionnel	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Evol n-1
Services généraux - 900	14 897 324,23	10 795 188,21	10 064 352,51	-6,77%
Sécurité - 901	2 613 640,74	4 349 543,41	4 355 945,87	0,15%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage - 902	9 978 250,85	12 098 806,63	15 432 220,53	27,55%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs - 903	2 796 302,05	3 348 330,73	6 550 123,10	95,62%
Santé et action sociale - 904	69 025,00	290 855,38	2 308 807,13	693,80%
Aménagement des territoires et habitat - 905	6 984 224,75	15 561 233,76	2 049 105,38	-86,83%
Action économique - 906	1 571 501,50	1 578 275,22	1 247 358,09	-20,97%
Environnement - 907	11 391 759,65	5 709 617,08	3 824 462,31	-33,02%
Transports - 908	115 338 524,24	126 883 569,30	112 505 578,49	-11,33%
<b>Total dépenses d'investissement MO</b>	<b>165 640 553,01</b>	<b>180 615 419,72</b>	<b>158 337 953,41</b>	<b>-12,33%</b>

- Les **Transports** représentent 71,05 % des dépenses réelles d'investissement sous maîtrise d'ouvrage avec **112,505 M€**. Les dépenses mandatées au titre de cette compétence, en progression constante depuis 2021, enregistrent une **diminution de 11,33 %** par rapport à 2023 (126,883 M€), soit **- 14,378 M€**.

Le parc de la voirie (1,935 M€ /+0,036 M€) et les transports scolaires et de voyageurs (0,060 M€ / + 0,014 M€) demeurent à un niveau de dépenses à peu près équivalent à 2023.

- Le chapitre **Services généraux** représente 6,36 % des dépenses sous maîtrise d'ouvrage. Le montant des dépenses réalisées qui s'élève à **10,064 M€** fait apparaître une **baisse de 6,77 %** par rapport à 2023 (PM : 10,795 M€).

Globalement les dépenses inscrites dans ce chapitre concernent l'achat de matériels et de concessions dans le domaine de l'informatique, la réalisation de travaux divers et la maintenance des bâtiments de la Collectivité de Corse.

- Les dépenses sous maîtrise d'ouvrage en faveur de la politique de l'**environnement** s'établissent en 2024 à **3,824 M€**.

La Collectivité finance au sein de ce chapitre les chantiers d'aménagements hydrauliques structurants conduits par l'OEHC ainsi que des travaux d'investissement dédiés aux Espaces Naturels Sensibles et à la protection des milieux aquatiques.

La baisse du taux de réalisation correspond à une réduction en 2023 des dépenses de travaux menés par l'OEHC (- 6,080 M€) qui s'explique aussi par le mode de portage en maîtrise d'ouvrage de ses opérations. Ce type de gestion contribue à renforcer les investissements de l'office avec notamment l'inscription des projets relatifs à la politique de l'eau au PTIC permettant ainsi de récupérer 70 % des financements réalisés.

- Les dépenses sous MO engagées dans le cadre du chapitre **Sécurité** restent stables avec **4,356 M€** par rapport à 2023 (4,349 M€). Elles concernent :
  - ✓ divers travaux de mises aux normes de pistes et sentiers forestiers et les travaux de réfection de l'ouvrage du Taravo réalisés au titre de la prévention des incendies (1,744 M€),
  - ✓ l'acquisition de matériels et outillages (débroussailleuses, souffleurs, tronçonneuses, matériels de garage : 1,365 M€) et l'achat de divers véhicules et engins roulants effectués dans le cadre du programme « Conservatoire forêt méditerranéenne ».
- S'agissant de la compétence **Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs**, les dépenses de maîtrise d'ouvrage de **6,550 M€** augmentent fortement de 95,62 % en 2024 (+ 3,202 M€).

On notera au titre du programme « Patrimoine et restauration » la réalisation en 2024 de 1,883 M€ de travaux d'aménagement de l'ancien château de la Citadelle de Corte « Nid d'Aigle » (sur 2,476 M€ de dépenses mandatées).

De même, les dépenses de travaux relatives au programme « bâtiments patrimoniaux et culturels » (restauration du Château de la Punta, de diverses sculptures et peintures) ont représenté 2,479 M€ en 2024, les musées et sites archéologiques 1,191 M€, et la BDP 0,187 M€.
- Après avoir connu une forte hausse en 2023 (15,561 M€ / +8,577 M€), les dépenses de MO consacrées à la politique de l'**Aménagement des territoires** enregistrent également une réduction importante de 86,83 %, avec **2,049 M€** en 2024 (- 13,512 M€).

La hausse des dépenses constatée en 2023 était due à l'acquisition et à la pose d'un nouveau câble sous-marin à fibres optiques entre la Corse et le continent (10,200 M€).

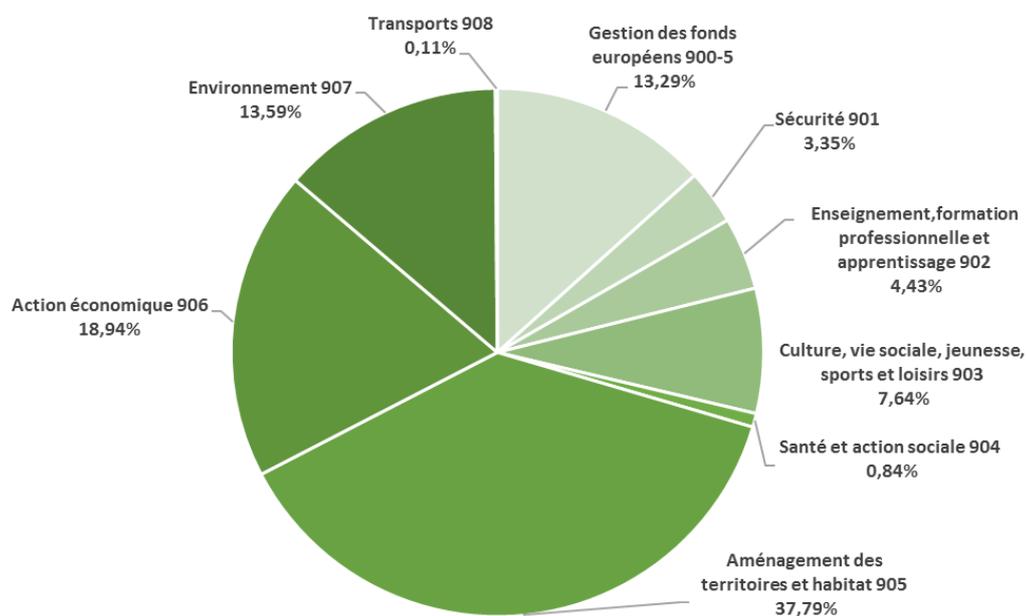
En 2024, ont été réalisés des travaux portant principalement sur le déploiement des réseaux de haut et très haut débit (1,600 M€), ainsi que sur des investissements relatifs au SIG (0,299 M€) et au Comité de massif (0,136 M€).
- Avec un taux de mandatement stable depuis 2021, les dépenses de travaux d'aménagement et de valorisation du patrimoine et des massifs forestiers réalisées au sein du chapitre l'**Action économique** régressent en 2024 de 20,97 % avec un montant de **3,824 M€**, soit -0,331 M€ par rapport à l'année 2023.
- Le chapitre **Enseignement, formation professionnelle et apprentissage** enregistre en 2024 une hausse de ses dépenses de travaux de **27,55 %** avec **15,432 M€**, soit + 3,333 M€.

Les dépenses sous MO ont été principalement consacrées aux travaux de réhabilitation, de rénovation et d'équipement des collèges et lycées (10,713 M€ dont 3,341 M€ pour la réalisation de centre de sécurité maritime de l'Arinella à Bastia), 1,487 M€ de travaux d'aménagement numérique (matériel informatique, téléphonique, réseaux câblés), 1,316 M€ de travaux énergétiques (chauffage, climatisation, plomberie...), et 0,430 M€ de travaux divers sur les équipements sportifs.

➤ **Les subventions d'équipements (204)** versées aux tiers s'élèvent à **177 993 M€** en 2024 avec une variation **en hausse de 4,58 %** par rapport à 2023 (170,202 M€). Elles contribuent à accroître l'investissement structurant du territoire et sont complétées par des dispositifs d'ingénierie financière (avances remboursables, prêts garantis, etc.).

La ventilation par chapitre fonctionnel s'établit ainsi :

Chapitre fonctionnel	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Evol n-1
Gestion des fonds européens 900-5	7 128 055,63	13 131 575,60	23 660 319,80	80,18%
Sécurité 901	3 536 452,46	11 977 961,00	5 969 629,36	-50,16%
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 902	8 920 038,77	9 919 134,07	7 892 682,23	-20,43%
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 903	12 215 601,04	13 687 217,56	13 603 321,79	-0,61%
Santé et action sociale 904	329 708,91	563 552,68	1 503 604,28	166,81%
Aménagement des territoires et habitat 905	61 268 571,23	51 537 780,37	67 270 464,53	30,53%
Action économique 906	35 095 215,98	38 071 131,74	33 706 303,04	-11,46%
Environnement 907	21 375 232,82	27 383 738,77	24 184 729,58	-11,68%
Transports 908	3 127 146,26	3 930 190,99	202 200,00	-94,86%
<b>Total dépenses subventions d'investissement</b>	<b>152 996 023,10</b>	<b>170 202 282,78</b>	<b>177 993 254,61</b>	<b>4,58%</b>



Répartition par chapitre fonctionnel des subventions d'investissement

➤ L'aide aux tiers :

- La politique de l'**aménagement des territoires et habitat** représente le premier poste de dépenses avec **37,79 %** de subventions d'investissement allouées en 2024 soit **67,270 M€** (contre 51,538 M€). En augmentation de **30,53 % (+ 15,733 M€)**, elles regroupent notamment :

- ✓ les subventions versées aux communes et intercommunalités dans le cadre de l'exercice de leurs compétences (voirie, éclairage public, bâtiments administratifs, réseaux divers, eau et assainissement...) à hauteur de 47,145 M€ (33,515 M€ en 2023),
- ✓ les aides du comité de Massif pour 5,581 M€ (+ 2,262 M€),
- ✓ le soutien à l'habitat logement pour 10,014 M€ (- 0,905 M€),
- ✓ le financement du Réseau Haut débit pour 1,590 M€,
- ✓ l'appui au Syndicat départemental des énergies pour 2,080 M€ (1,230 M€ en 2023),
- ✓ la participation financière au programme « Tourisme » pour 0,554 M€ (0,076 M€ en 2023).

- La politique en faveur de l'**action économique** principalement assurée par l'ODARC, l'ATC et l'ADEC constitue le deuxième poste en termes de volume de dépenses et représente 18,94 % des subventions versées.

Celles-ci s'élevaient, au titre des missions ce chapitre, au montant de **33,706 M€** :

- ✓ 17,909 M€ pour le secteur agricole (- 1,578 M€),
- ✓ 13,022 M€ pour l'action économique (- 1,290 M€),
- ✓ 2,775 M€ pour le tourisme (- 0,324 M€).

A noter que des subventions octroyées dans le cadre du programme « Mesures économiques - plan COVID 19 » ont été finalisées en 2023 et n'impactent plus le budget (- 1,028 M€).

- Les subventions d'équipements versées dans le cadre de la compétence **environnement** représentent 13,59 % du total des dépenses avec un montant réalisé de **24,185 M€** contre 27,383 M€ en 2023 ;

Elles participent notamment au financement du programme d'investissement mené par l'OEHC (10,204 M€ contre 12,547 M€ en 2023), au soutien aux communes et intercommunalités dans le cadre de leurs travaux de réseaux d'eau et d'assainissement (7,470 M€ contre 8,186 M€ en 2023) ainsi qu'aux divers engagements en faveur du développement durable, du territoire et de la transition énergétique et écologique mis en œuvre par l'AUE et l'OEC (6,510 M€).

- Le secteur de la **culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** représente 7,64 % des dépenses réalisées au sein de ce chapitre.

Le volume des mandatements de **13,603 M€** demeure inchangé par rapport à l'exercice 2023 (13,687 M€) avec 6,262 M€ de subventions attribuées liées aux activités artistiques, actions et manifestations culturelles, 3,664 M€ de subventions versées au titre du patrimoine et de la restauration, et 3,677 M€ alloués aux équipements sportifs et aux loisirs.

- Avec **23,660 M€** de subventions versées par la CdC, le chapitre des **Fonds Européens** représente 13,29 % des dépenses réalisées en 2024. Le volume de réalisation déjà en très forte hausse en 2023 (13,131 M€/ + 84,22 % par rapport à 2022) continue de s'accroître en 2024 avec un taux de + **80,18 %** conséquence du respect de l'échéance de clôture du programme FEDER 2014-2020.

- Les subventions d'équipement versées au chapitre **sécurité (5,970 M€)** diminuent de 50,16 % en 2024 (- **6,008 M€**). L'année 2023 a été marquée par l'acquisition des locaux du siège du SIS2B pour un coût de 6,928 M€.

- Les subventions octroyées au titre de l'**Enseignement, la formation professionnelle et l'apprentissage** fléchissent de 20,43 % et représentent un montant versé de **7,893 M€** en 2024 contre 9,919 M€ en 2023 (- **2,026 M€**). Cette baisse se manifeste en particulier dans le domaine de l'enseignement supérieur (4,922 M€/ - 2,881 M€ par rapport à 2023).

- Le chapitre **Santé et action sociale** voit en 2024 le montant de ses dépenses réalisées augmenter de 166,81 %, avec **1,504 M€ (+ 0,940 M€)**. On relèvera notamment +0,878 M€ de subventions accordées au titre du Plan de soutien à l'investissement des Etablissements et Services et Médico-Sociaux (ex : 0,260 M€ d'acomptes versés en 2024 à l'association « Aiutu e solidarita » pour l'extension et réaménagement de la petite unité de vie Marie Stella à Saint-Florent/ 0,160 M€ d'avance à l'association « la Sainte famille » pour le financement de la reconstruction de l'EHPAD à Bastia / 0,153 M€ d'acompte à l'association « CAP Corse aide à la personne » pour la construction d'une résidence d'autonomie à Corti).
- En chute par rapport à 2023 (3,930 M€), le montant des subventions d'investissement versées en faveur secteur des **Transports** s'établit à **0,202 M€**, soit - 94,86 % (- 3,728 M€). La majorité des paiements effectués en 2023 concernait les opérations d'investissement de l'aéroport de Bastia Poretta portées par la CCI Corse.

➤ Les dépenses relatives aux **immobilisations financières (26-27)** qui s'élevaient à 15,032 M€ en 2023 tombent à **3,905 M€** en 2024 (- 11,127 M€).

Cette baisse résulte de la finalisation des dispositifs d'avances remboursables et prêts d'honneurs accordés aux entreprises corses via l'ADEC au titre des programmes FSE FEDER 2014-2020 et REACTEU (- 10,200 M€).

En 2024, les règlements ont porté sur les dispositifs de participations d'avances remboursables versées en lien avec l'ATC (1,500 M€) et via les fonds FRIDEC, FIFARA, « FEMUQUI » (1,943 M€).

- **Les emprunts et dettes assimilés (16)** : Le montant du **remboursement du capital emprunté** (inscrit au compte 1641) atteint **54,044 M€** en 2024, en hausse 3,09%, soit **+ 1,621 M€** de dépenses mandatées par rapport à l'exercice précédent.

Ce chapitre est impacté à hauteur de 40 M€ par une opération en dépense afférente au remboursement d'un tirage effectué auprès d'un organisme bancaire qui a donné lieu à une écriture de régularisation en recette du même montant.

Comptes	2022	2023	2024	Evol n-1
Emprunts en euros - 1641	44 844 527,96	52 422 977,59	54 043 789,68	3,09%
Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie - 16449	-	-	40 000 000,00	
Dépôts et cautionnements reçus -165				
Etat et établissements nationaux - 16871	180 000,00	-	-	
<b>Total Emprunts et dettes assimilées (16)</b>	<b>45 024 527,96</b>	<b>52 422 977,59</b>	<b>94 043 789,68</b>	<b>79,39%</b>

### 1.3 Les dépenses classifiées selon la réglementation du Budget vert.

La réalisation de l'annexe « Impact du budget pour la transition écologique » a été rendue obligatoire par l'article 191 de la loi de finances pour 2024 et précisée par le décret d'application du 16 juillet 2024.

Les cotations des axes environnementaux des annexes C3.1 et C3.2 du Compte financier unique seront renseignées progressivement selon le calendrier défini ci-dessous :

	Exercice 2024 (comptes produits en 2025)	Exercices 2025 et 2026 (comptes produits en 2026 et 2027)	Exercice 2027 et suivants (comptes produits à partir de 2028)
<b>Budgets</b>	M57	M57 et M4	M57 et M4
<b>Axes</b>	Axe 1 « atténuation »	Axes 1 « atténuation » et 6 « biodiversité »	Tous les axes <i>sous réserve de la disponibilité des ressources méthodologiques</i>
<b>Comptes</b>	2031, 2111, 2115, 2128, 21312, 21318, 21351, 21352, 2138, 2151, 2152, 21821, 21828, 2312, 2313, 2315, 2317	Tous les comptes réels d'investissement, à l'exclusion du remboursement des annuités d'emprunt	Tous les comptes réels d'investissement, à l'exclusion du remboursement des annuités d'emprunt

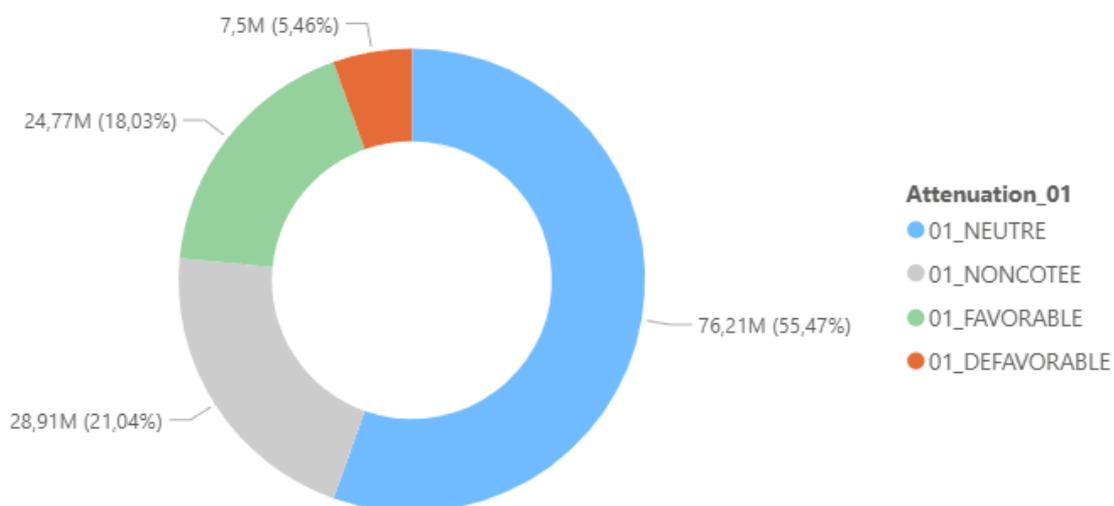
L'évaluation de l'impact environnemental du budget 2024 ne concerne que les dépenses d'investissement selon les comptes mentionnés ci-dessus et se concentre sur l'axe 1 : « atténuation du changement climatique ».

Cet axe permet d'apprécier la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et la transition vers une économie bas-carbone. Il vise à aligner les politiques publiques locales sur les objectifs nationaux et internationaux, comme ceux fixés par l'Accord de Paris.

Le procédé de cotation s'est appuyé sur la méthodologie élaborée par I4CE pour l'axe « Atténuation climatique » et les dépenses ont été analysées en fonction de leur finalité opérationnelle. Cette méthodologie sera à perfectionner et à déployer dans les directions de la collectivité pour un rendu fiabilisé pour le prochain Compte Financier Unique.

Le travail mené cette année à titre expérimental a permis de coter 71,1% des dépenses à analyser et la répartition de la cotation des dépenses se visualise comme suit

## Répartition des montants par type de cotation pour l'axe 1 "Atténuation du changement climatique" 2024



Pour la première fois cette année, l'exercice de cotation a été mis en œuvre et a vocation à s'étendre de manière progressive.

17 comptes natures réglementaires ont ainsi été retenus en 2024, pour un volume de 137,39 M€ cotés sur l'axe1 (atténuations), ce qui représente près de 40 % des dépenses d'investissements de la Collectivité de Corse et 86,79 % des dépenses sous maîtrise d'ouvrage propre.

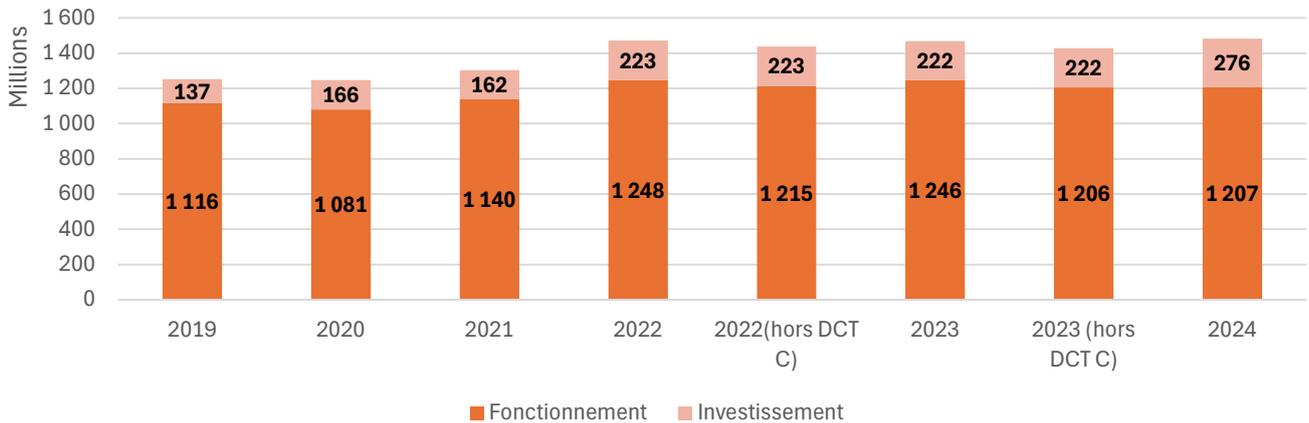
Les résultats actuels permettent d'ores et déjà d'observer une amélioration par rapport au document de l'année précédente. Ces efforts seront poursuivis et renforcés

## 2. Les recettes

En 2024, les recettes réelles de la Collectivité de Corse représentent 1,483 Md€ enregistrant une légère hausse de 1 %. Elles sont quasi équivalentes en montant à celles encaissées en 2023 (PM : 1,469 Md€ ; 1 %)

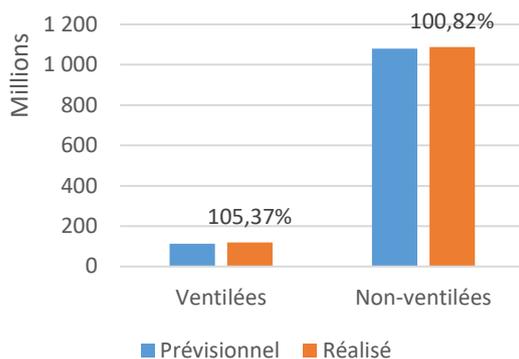
L'évolution est contrastée par rapport à l'exercice 2023. En effet, si les recettes d'investissement progressent de + 24,23 %, on constate une baisse conséquente des recettes de fonctionnement (- 3,15 %).

Évolution des recettes réelles 2020-2024

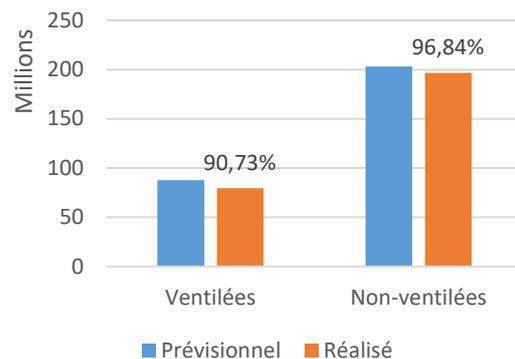


Les recettes sont pour 81 % d'entre elles des recettes de fonctionnement. Cette proportion est toutefois moindre que sur les quatre exercices précédents (2020-2023 : 86 % en moyenne). Cet infléchissement s'explique essentiellement par le versement du PTIC en 2022 et 2023, en recettes d'investissement.

Réalisation des recettes de fonctionnement



Réalisation des recettes d'investissement



La Collectivité a perçu légèrement plus que prévu en section de fonctionnement (+ 14,860 M€). Ce « surplus » provient à la fois des recettes non-ventilées (+ 8,8 M€) et des recettes ventilées (+ 6 M€).

Les recettes d'investissement ont été moins importantes que prévu (- 14,555 M€).

## 2.1 Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent en 2024 à 1 206 M€, soit une baisse de - 3,15 % par rapport à 2023 (1 246 M€). Les recettes ventilées diminuent de 33,2 M€ et les recettes non-ventilées de 6,078 M€.

Cette diminution doit être retraitée afin de neutraliser les 40 M€ de DCT complémentaires versés en 2023.

Recettes réelles fonctionnement	2020	2021	2022	2023	2024
	1 080 660 381	1 140 236 515	1 247 735 034	1 246 250 090	1 206 961 815
VENTILEES	102 664 677	112 870 652	148 494 280	151 904 008	118 693 344
NON VENTILEES	977 995 704	1 027 365 863	1 099 240 754	1 094 346 082	1 088 268 471

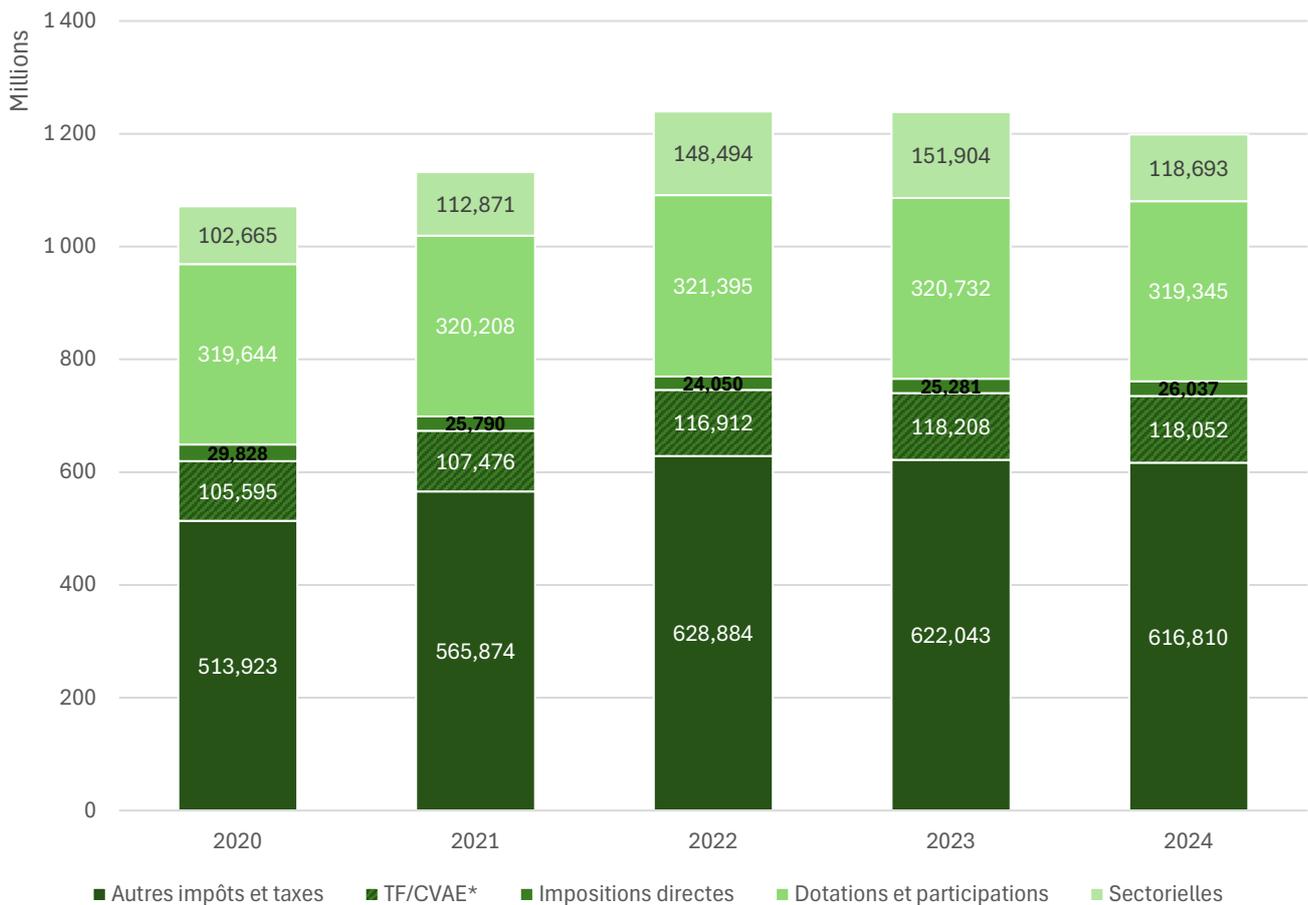
Retraité, l'évolution des recettes est quasi stable avec une évolution de + 0,1 %

Recettes réelles de fonctionnement	2023*retraité	2024 *retraité	Evol 2023/2024 %	Evol 2023/2024
	1 206 250 090 €	1 206 961 813 €	0,1%	711 723
Ventilées	111 904 008 €	118 693 344 €	6,1%	6 789 336 €
Non ventilées	1 094 346 082 €	1 088 268 469 €	-0,6%	-6 077 613 €

Les recettes réelles de fonctionnement peuvent être regroupées en trois catégories :

- **La fiscalité** (directe et indirecte – locale ou nationale reversée /chapitres 940-941) qui représente un volume de **760,900 M€**, soit une légère baisse (- 0,61 %) par rapport au CFU 2023 (765,532 M€).
- **Les dotations et participations** (dotations, fonds de soutien /chapitre 942) qui constituent les deuxièmes recettes non-ventilées en volume, à hauteur de **319,345 M€**, en légère diminution (- 0,43 %) par rapport au CFU 2023 (320,732 M€).
- **Les recettes sectorielles de fonctionnement**, y compris les recettes sociales (fonds APA et PCH, TICPE RSA), pour **118,693 M€** qui sont en baisse de - 21,86 % par rapport au CFU 2023 (151,904 M€). En retraitant les 40 M€ de DCT complémentaire, l'évolution est de + 6,1 % soit + 6,7M€.

## Détail des recettes de fonctionnement 2020-2024



\*ces taxes appartenaient aux impositions directes avant leur suppression. Les fractions de TVA les remplaçant sont aujourd'hui enregistrées dans les autres impôts et taxes.

L'évolution des recettes réelles de fonctionnement entre 2020 et 2024 est essentiellement portée par la fiscalité, qui est à l'origine de 87 % de l'augmentation de nos recettes réelles de fonctionnement. Les recettes sectorielles expliquent le reste de la hausse.

Par rapport à 2023, le produit de la fiscalité diminue de 1,29 % (soit - 14 M€). Les recettes sectorielles sont en net recul avec une baisse de 21,86 % (- 33,210 M€). Cette baisse est dû au 40 M€ de DCT complémentaire encaissé en 2023.

Les dotations et participations donnent une certaine stabilité à la structure de nos recettes.

- Analyse et comparaison établies par chapitre fonctionnel et par nature

		70	73	731	74	75	76	77	013	016	017
		Prod. services, domaine,	Impôts et taxes	Fiscalité locale	Dotations et participations	Autres produits de gestion courante	Produits financiers	Produits spécifiques	Atténuations de charges	APA	RSA / Régularisations de RMI
<b>OPÉRATIONS VENTILÉES</b>											
930	Services généraux	996 571	-	-	1 696 542	3 762 870	-	5 832	264 935	-	-
		<b>1 008 799</b>	-	-	<b>2 348 153</b>	<b>2 776 814</b>	-	-	<b>489 290</b>	-	-
930-5	Gestion des fonds européens	-	-	-	475 406	-	-	-	-	-	-
					<b>3 196 684</b>						
931	Sécurité	-	-	-	992 288	-	-	-	-	-	-
					<b>1 114 120</b>	<b>51 483</b>	-	-	-	-	-
932	Enseign., form. professionnelle, apprent.	-	-	-	6 081 340	2 000	-	3 065	-	-	-
		-	-	-	<b>4 896 268</b>	<b>13 733</b>	-	<b>5 398</b>	<b>2 281</b>	-	-
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	500 964	-	-	1 838 456	13 951	-	96 830	-	-	-
		<b>446 174</b>	-	-	<b>2 506 255</b>	<b>24 415</b>	-	<b>39 367</b>	-	-	-
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	7 407 933	4 515 033	-	9 454	-	-	-
		<b>3 464</b>	-	-	<b>7 719 707</b>	<b>6 361 943</b>	-	<b>2 700</b>	<b>10 385</b>	-	-
934-3	APA	-	-	-	-	-	-	-	-	34 487 703	-
		-	-	-	-	<b>103</b>	-	<b>10 478</b>	-	<b>39 521 115</b>	-
934-4	RSA / Régularisations de RMI	-	-	-	-	-	-	237	-	-	34 381 569
		-	-	-	-	<b>3 383</b>	-	-	-	-	<b>34 948 172</b>
935	Aménagement des territoires et habitat	58 698	-	1 153 157	342 021	406 497	-	-	-	-	-
		<b>53 142</b>	-	<b>1 087 319</b>	<b>300 217</b>	<b>285 967</b>	-	<b>245</b>	-	-	-
936	Action économique	231 832	-	-	-	1 776 816	-	-	-	-	-
		<b>370 241</b>	-	-	-	-	-	<b>64 705</b>	-	-	-
937	Environnement	173 568	-	6 054 075	339 386	-	-	-	-	-	-
		<b>237 981</b>	-	<b>5 715 294</b>	<b>229 924</b>	-	-	-	<b>9 154</b>	-	-
938	Transports	3 367 488	-	-	40 000 000	55 376	-	412 116	-	-	-
		<b>1 626 273</b>	-	-	-	<b>1 064 934</b>	-	<b>147 262</b>	-	-	-
<b>OPÉRATIONS NON VENTILÉES</b>											
940	Impositions directes	-	20 040 569	5 240 066	-	-	-	-	-	-	-
		-	<b>21 069 239</b>	<b>4 968 198</b>	-	-	-	-	-	-	-
941	Autres impôts et taxes	-	515 838 017	224 387 214	-	25 907	-	-	-	-	-
		-	<b>517 822 267</b>	<b>217 022 799</b>	-	<b>17 571</b>	-	-	-	-	-
942	Dotations et participations	-	-	-	320 732 038	-	-	-	-	-	-
		-	-	-	<b>319 345 097</b>	-	-	-	-	-	-
943	Opérations financières	-	-	-	-	16 369	8 058 280	-	-	-	-
		-	-	-	-	<b>21 143</b>	<b>8 002 158</b>	-	-	-	-
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	7 622	-	-
		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

### 2.1.1 La fiscalité, ressource principale de la Collectivité de Corse, est quasi-stable en 2024

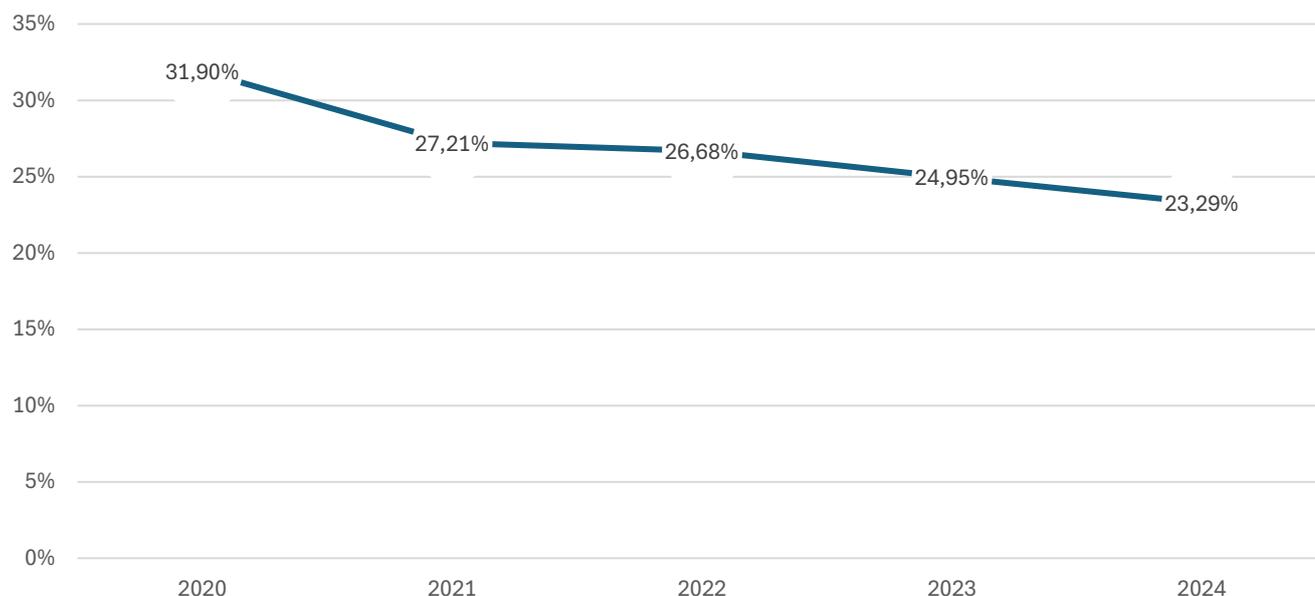
Les produits de la fiscalité (fiscalité directe affectée incluse) constituent les premières recettes de la Collectivité en volume. En 2024, leur montant a un peu diminué en comparaison avec 2023 (- 0,65 %).

La fiscalité comprend les taxes directement perçues auprès des redevables et celles reversées par des intermédiaires. Avec la suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, et le transfert de la taxe foncière aux communes, la fiscalité directe est en baisse au profit de fiscalité indirecte (fractions compensatoires de TVA).

	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Fiscalité directe</b>	<b>135 422 931</b>	<b>40 631 917</b>	<b>38 462 540</b>	<b>25 280 635</b>	<b>26 037 437</b>
<b>Fiscalité directe affectée</b>	<b>4 950 172</b>	<b>6 454 162</b>	<b>8 220 385</b>	<b>7 207 232</b>	<b>6 802 614</b>
<b>Fiscalité indirecte</b>	<b>513 923 131</b>	<b>658 507 886</b>	<b>731 383 812</b>	<b>740 251 138</b>	<b>734 862 637</b>
Fiscalité indirecte générale	293 934 905	432 770 858	466 931 846	476 954 072	468 638 611
Apprentissage	5 849 352	4 429 794	4 265 954	3 870 431	6 241 984
Spécificité Corse	203 276 928	214 896 464	252 548 466	249 066 698	250 559 084
Fonds de péréquation	10 861 946	6 410 771	7 637 546	10 359 937	9 422 958
<b>Total fiscalité</b>	<b>654 296 234</b>	<b>705 593 966</b>	<b>778 066 737</b>	<b>772 739 005</b>	<b>767 702 687</b>

Parmi les produits de la fiscalité, les taxes pouvant être modulées par la Collectivité sont en baisse depuis 2020 :

### Part de la fiscalité modulable



En 2021, la réforme de la taxe foncière a conduit à une première baisse de la part modulable de nos recettes. En 2023 et 2024, la baisse du volume des DMTO a réduit l'assiette des recettes modulables.

#### a) Une fiscalité directe au périmètre réduit (Chapitre 940)

Les produits de la fiscalité directe encaissés en 2024 sont en hausse de + 2,99 % rapport à 2023 qui avait enregistré une baisse de 34 % liée à la suppression de la part départementale de la CVAE. Cette variation résulte de l'inflation qui impacte les valeurs foncières ainsi que l'IFER.

<b>Fiscalité directe 940</b>	2020	2021	2022	2023	2024
	<b>135 422 931</b>	<b>40 631 917</b>	<b>38 462 540</b>	<b>25 280 635</b>	<b>26 037 437</b>
Taxe foncière	57 557 893	-	-	-	-
CVAE	48 036 911	14 841 758	14 412 148	-	-
IFER	4 944 307	4 941 577	4 793 748	5 240 066	4 968 198
FNGIR	13 119 860	13 119 860	11 573 304	11 573 304	11 573 304
Fonds de péréquation CVAE	527 923	-	-	-	-
Frais de gestion taxe foncière	11 236 037	7 728 722	7 683 340	8 467 265	9 495 935

#### b) Une fiscalité directe affectée en baisse (Chapitre 935/937)

Deux taxes sont affectées : la taxe d'aménagement et la taxe Barnier. Cette dernière nous est reversée par le Conservatoire du littoral.

<b>Fiscalité directe affectée (935/937)</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
	<b>4 950 172</b>	<b>6 454 162</b>	<b>8 220 385</b>	<b>7 207 232</b>	<b>6 802 614</b>
Taxe d'aménagement	4 906 091	6 454 162	8 114 676	7 207 232	6 795 745
Taxe Barrier	44 081	-	105 709	-	6 868

S'agissant de la taxe d'aménagement, qui est en baisse de 5,73 % en 2024, son évolution s'explique par le ralentissement des constructions. L'étalement des encaissements dans le temps décale cette baisse qui continue de se faire ressentir en 2024.

### *c) Une fiscalité indirecte qui stagne (Chapitre 941)*

La fiscalité indirecte de la Collectivité de Corse représente la plus grande partie des recettes fiscales avec 735 M€, soit une légère diminution - 0,73 % (- 5,388 M€).

<b>Fiscalité indirecte 941</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>Evolution 2024/2023</b>	<b>Evolution 2024/2023 %</b>
	<b>513 923 131</b>	<b>658 507 886</b>	<b>731 383 812</b>	<b>740 251 138</b>	<b>734 862 637</b>	<b>-5 388 501</b>	<b>-0,7%</b>
<b>DMTO</b>	72 652 761	98 803 816	108 660 103	94 639 097	79 918 630	-14 720 467	-15,6%
<b>Taxe add. aux DMTO</b>	364 107	309 845	447 090	622 629	751 828	129 199	20,8%
<b>Taxe sur la cons. finale d'élec.</b>	5 068 645	5 298 563	7 012 334	7 270 665	6 661 706	-608 959	-8,4%
<b>TICPE - LRL</b>	38 392 516	38 900 860	38 222 714	37 012 326	37 115 550	103 224	0,3%
<b>TICPE - Autres</b>	0	0	0	787 611	765 149	-22 462	-2,9%
<b>Permis de conduire</b>	98 472	1 287	0	0	0	0	0,0%
<b>Certificats d'immatriculatio</b>	9 777 760	11 904 914	10 349 906	9 993 852	10 261 929	268 077	2,7%
<b>Conventions d'assurance</b>	58 337 445	61 417 839	64 808 815	69 305 156	73 854 047	4 548 891	6,6%
<b>Taxe add. à la taxe de séjour</b>	1 106 709	365 223	423 109	885 447	1 451 977	566 530	64,0%
<b>TICPE - Réforme de l'apprentissage</b>	944 864	904 080	904 080	904 080	904 080	0	0,0%
<b>Frais de gestion FPA</b>	3 436 244	2 016 686	1 413 293	1 017 770	5 297 120	4 279 350	420,5%
<b>TICPE FPA</b>	1 468 244	1 509 028	1 948 582	1 948 581	40 784	-1 907 797	-97,9%
<b>Fonds de solidarité régionale</b>	0	0	929 730	2 290 237	2 542 979	252 742	11,0%
<b>Fonds de péréquation DMTO</b>	10 861 946	6 410 771	6 707 816	8 069 700	6 879 979	-1 189 721	-14,7%
<b>Droits sur les tabacs</b>	125 799 239	143 845 400	152 529 992	153 314 452	157 695 157	4 380 705	2,9%
<b>Transport aérien et maritime</b>	21 311 193	28 476 214	34 536 443	35 808 065	36 456 844	648 779	1,8%
<b>Engins maritimes</b>	4 470 000	4 694 040	4 248 555	3 812 257	3 935 867	123 610	3,2%
<b>Produit des amendes</b>	0	135	827 977	827 343	826 298	-1 045	-0,1%
<b>TICPE - Corse</b>	51 696 496	37 880 809	61 233 477	56 131 924	52 471 216	-3 660 708	-6,5%
<b>TVA - taxe foncière</b>	0	57 657 588	63 181 401	64 325 295	64 321 671	-3 624	0,0%
<b>TVA - CVAE</b>	0	32 260 057	36 587 707	53 882 529	53 730 631	-151 898	-0,3%
<b>TVA - DGF région</b>	108 136 489	125 850 730	136 410 689	137 376 215	138 961 625	1 585 410	1,2%
<b>Redevance énergie hydraulique</b>	0	0	0	25 907	17 571	-8 336	-32,2%

En 2024, la fiscalité indirecte est en baisse. La diminution des droits de mutation à titre onéreux perçus (- 14 M€) explique cette variation qui a, malgré tout, été partiellement compensée par l'augmentation du produit des conventions d'assurance (+ 4,548 M€), et des droits sur les tabacs (+ 4,380 M€).

- **La fiscalité indirecte générale : taxes d'assiette locale de droit commun**

- **Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) et taxe de publicité foncière : - 15 %**

Le montant des encaissements en 2024 est de 79,9 M€ soit - 14,7 M€ par rapport à 2023 94,6 M€. Liée à la remontée des taux d'intérêts, la baisse des ventes de logements anciens a finalement été moins importante que prévue.

La Corse est l'un des territoires métropolitains qui résiste le mieux à cette baisse. La proportion de résidences secondaires peut expliquer ce maintien des prix, indépendamment des taux d'intérêt.

- **Taxe sur les cartes grises : + 2,68 %**

En 2024, la vente des véhicules est en progression engendrant une augmentation du montant de cette taxe (+ 0,268 M€) pour un montant total encaissé de 10,261 M€.

- **La fiscalité indirecte générale : taxes d'assiette nationale de droit commun**

- **TICPE LRL (Liberté Responsabilité Locale) : + 0.28 %**

Cette recette est en légère hausse en 2024 avec un montant reçu de 37,115 M€ (PM : 37,012 M€ en 2023).

Enregistrée dans « TICPE – autres », l'aide exceptionnelle de 765 149 € à destination des IFSI baisse quant à elle de - 2,85 % en 2024.

- **Taxe sur les conventions d'assurance : + 6,56 %**

Les taxes sur les conventions d'assurance confirment de nouveau une dynamique importante par rapport à 2023 avec un montant encaissé de 73,854 M€ soit + 4,548 M€.

- **Les fractions de TVA : + 0.56 %**

Désormais, la fraction de TVA à percevoir par la Collectivité comporte trois "sous-fractions" :

- une fraction de TVA compensatoire de la perte de DGF régionale supprimée en 2017 ;
- une fraction de TVA compensatoire de la perte de la TFPB 2020 augmentée par des compensations d'exonérations et de la moyenne des rôles supplémentaires 2018-2019-2020 ;
- une fraction de TVA compensatoire de la perte de la part régionale et départementale de CVAE.

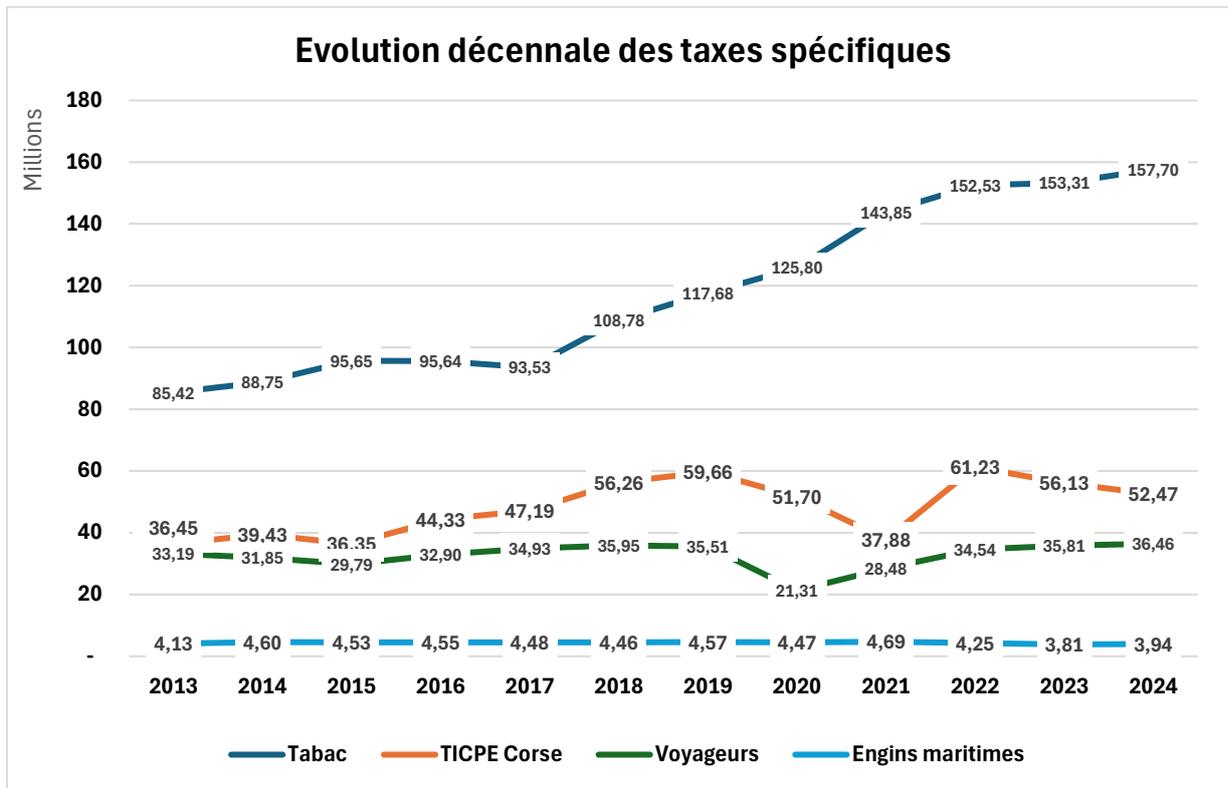
Le montant total des 3 fractions représente 257 M€ contre 255 M€ en 2023. Les fractions dédiées à compenser la taxe foncière et la CVAE connaissent une baisse de - 0,13 %. La fraction compensatoire de la DGF des régions est, elle, plus dynamique (+ 1,15 %).

- **La taxe additionnelle de séjour : + 64 %**

Le travail de rattrapage entrepris conjointement entre les services de la CdC, de la DRFIP et le Payeur Corse ont permis de procéder à la régularisation des encaissements des exercices antérieurs. Les encaissements 2024 est 1,451 M€ en augmentation de 64 % par rapport à 2023.

- **La fiscalité spécifique à la Collectivité de Corse**

La Collectivité de Corse est bénéficiaire de quatre taxes spécifiques, dont l'évolution pour 2024 est en légère hausse + 0.6 % par rapport à 2023

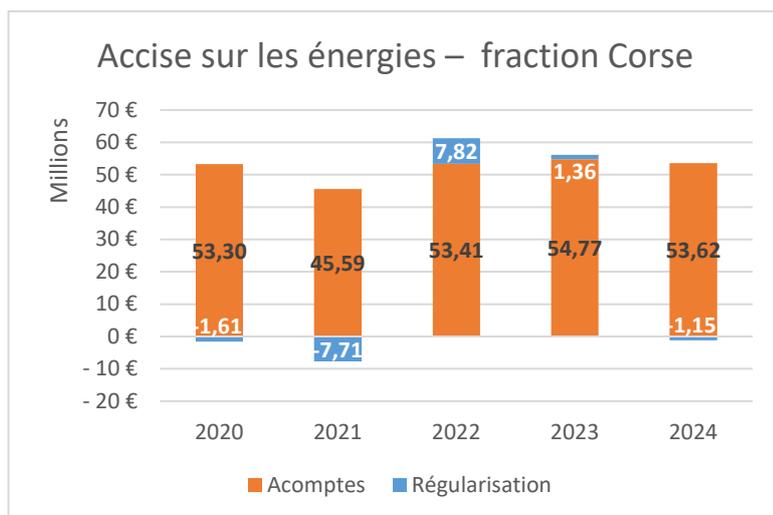


➤ **Droits de consommation sur les tabacs :**

Alors que la tendance globale affiche une baisse des ventes de tabac, la hausse des taxes et des prix actée en 2024 perçus sur les ventes ont permis d'enregistrer des encaissements à hauteur de 157,7 M€ en hausse de + 2,86 % par rapport à 2023. Tout comme en l'année passée, l'effet prix vient compenser le volume des ventes.

➤ **TICPE :**

La fraction d'accise sur les énergies prélevées en Corse comprend deux éléments : un acompte calculé sur la consommation de l'année précédente et une régularisation des acomptes perçus l'année précédente. Par rapport à 2023, l'encaissement a baissé de 6,52 % soit 52,47 M€



➤ **La taxe sur les transports de voyageurs**

La taxe sur le transport de voyageurs est en augmentation de 1,81 % avec 36,46 M€ encaissés confirmant l'augmentation du nombre de voyageur 2024.

### ➤ La taxe de francisation et de passeport des navires

Perçue sur les engins ayant mouillé dans un port Corse, la taxe de francisation et de passeport des navires affiche un encaissement de 3,94 M€ (+ 0,123 M€) soit une augmentation de 3,24 % par rapport à 2023.

#### 2.1.2 Des dotations et participations sans dynamique

Ces recettes sont constantes d'année en année. En 2024, elles restent globalement identiques à celles encaissées en 2023 (- 0,43 %). Elles se composent essentiellement de dotations générales (DGF des départements ; DGD ; DCT, soit 94,20 % du total) et de dotations venant compenser des réformes de la fiscalité (5,80 % du total).

Dotation et participation 942	2020	2021	2022	2023	2024
	319 644 410	320 207 597	321 394 870	320 732 038	319 345 097
Dotation forfaitaire départements	12 621 911	12 626 040	12 479 167	12 510 199	12 456 780
Dotation fonctionnement min départ.	19 858 920	19 858 920	19 858 920	19 858 920	19 858 920
Dotation compensation départ	75 161 348	74 524 784	74 527 855	74 528 815	74 576 581
FCTVA	-	-	374 784	331 210	432 437
PSR État - apprentissage	703 986	703 986	703 986	703 986	703 986
DGD des départements	6 890 483	6 890 483	6 890 483	6 890 483	6 890 483
Dotation Continuité Territoriale	187 049 387	187 049 387	187 049 387	187 049 387	187 049 387
Compensation DMTO	-	-	-	-	-
D.C.R.T.P.	13 374 664	13 336 535	13 336 535	13 299 151	13 143 951
Compensation exonérations CVAE	15 732	6 339	6 908	-	-
Compensation exonération taxes foncières	40 246	-	-	-	-
Compensation exonération taxe d'habitation	3 927 733	3 783 061	3 783 061	3 710 454	3 710 454
Compensation perte frais de gestion TH	-	1 428 062	1 428 062	1 428 062	-
Compensation perte frais de gestion CVAE	-	-	955 722	421 371	522 118

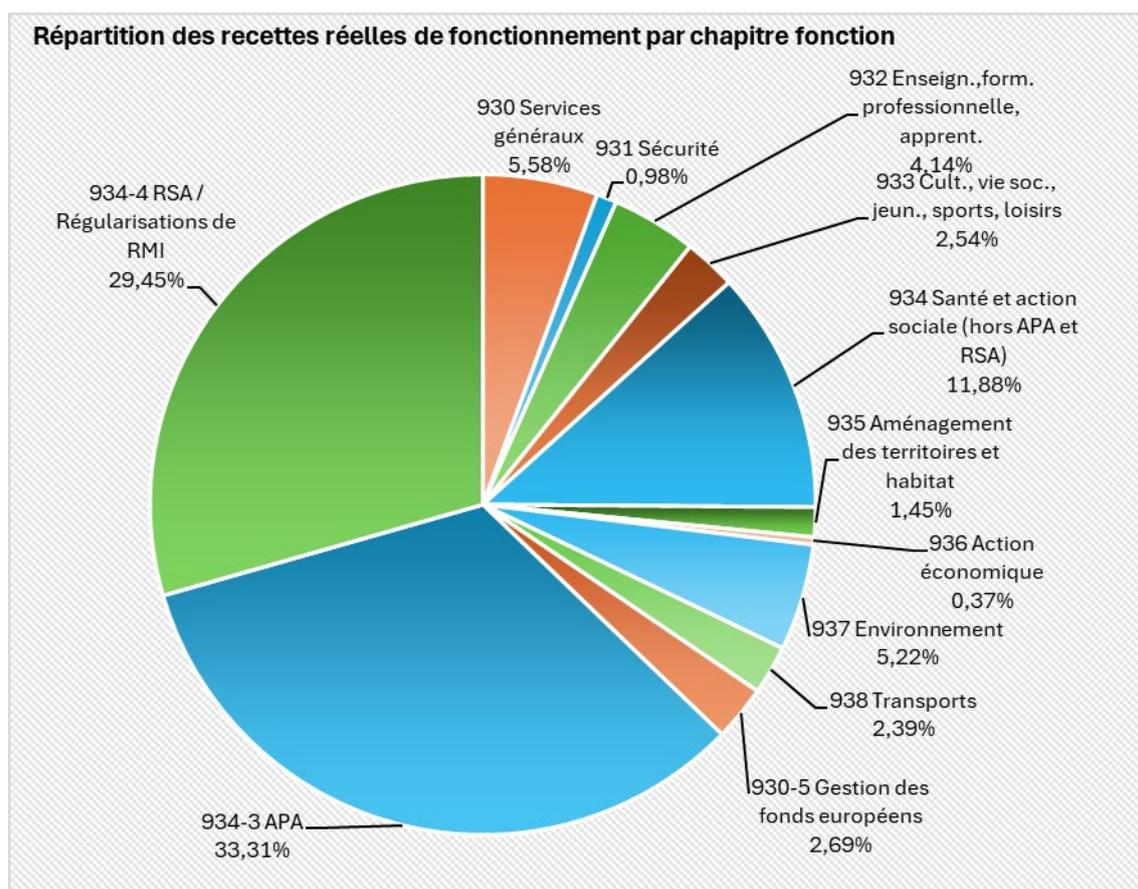
#### 2.1.3 Les recettes sectorielles de fonctionnement

Les recettes sectorielles relèvent des chapitres ventilés. Elles s'élèvent à 118,693 M€ et affichent une baisse de - 21,9 % par rapport à 2023 (PM : 151,904 M€).

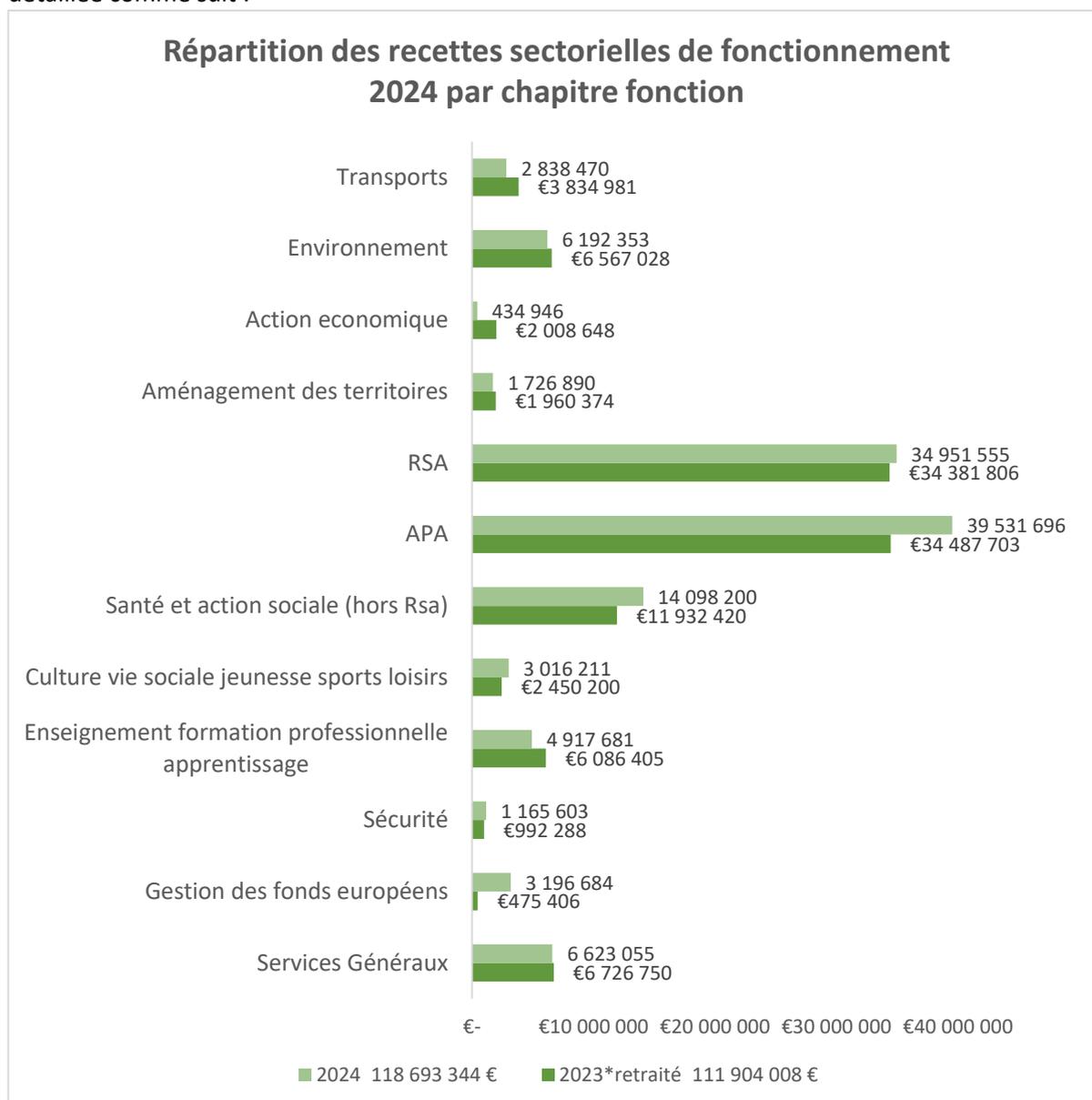
**Après la neutralisation des 40 M€ de DCT complémentaires 2023, les recettes sectorielles affichent une augmentation de + 6,1 % soit + 6,7 M€.**

Elles se déclinent par chapitre fonctionnel de la façon suivante :

Chapitres fonctionnels		2023*retraité	2024	Evol 2023/2024	Evol 2023/2024 %
		<b>111 904 008 €</b>	<b>118 693 344 €</b>	<b>6 789 336 €</b>	<b>6,1%</b>
930	Services Généraux	6 726 750 €	6 623 055 -	103 695 €	-1,5%
930-5	Gestion des fonds européens	475 406 €	3 196 684	2 721 278 €	572,4%
931	Sécurité	992 288 €	1 165 603	173 315 €	17,5%
932	Enseignement formation profess	6 086 405 €	4 917 681 -	1 168 724 €	-19,2%
933	Culture vie sociale jeunesse sports loisirs	2 450 200 €	3 016 211	566 011 €	23,1%
934	Santé et action sociale (hors Rsa	11 932 420 €	14 098 200	2 165 780 €	18,2%
934-3	APA	34 487 703 €	39 531 696	5 043 993 €	14,6%
934-4	RSA	34 381 806 €	34 951 555	569 749 €	1,7%
935	Aménagement des territoires	1 960 374 €	1 726 890 -	233 483 €	-11,9%
936	Action économique	2 008 648 €	434 946 -	1 573 701 €	-78,3%
937	Environnement	6 567 028 €	6 192 353 -	374 675 €	-5,7%
938	Transports	3 834 981 €	2 838 470 -	996 511 €	-26,0%



La répartition du montant des recettes perçues en 2024 et 2023 sur l'ensemble des chapitres fonctionnels est détaillée comme suit :



- **Le secteur social** APA-RSA PCH représente 74,63 % des titres de recettes sectorielles émis avec un montant de 88,581 M€, affichant une stabilité par rapport à 2023. Ces recettes proviennent essentiellement de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) versées au titre de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), de la Prestation de compensation du handicap (PCH), des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). Les autres recettes se rapportent aux recouvrements sur bénéficiaires comme la récupération des indus RSA, des aides sociales sur les successions. En 2024, la Caisse Nationale de Solidarité pour l'autonomie a versé à la Collectivité de Corse 3,850 M€ au titre de l'accompagnement des services d'aide à domicile (SAAD) prévu par le décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021.
- **Le secteur des services généraux** affiche 5,58 % des recettes sectorielles avec un montant de 6,623 M€, en baisse par rapport à 2023 (- 1,5 %). Ces recettes concernent notamment le recouvrement des loyers, les remboursements des mises à dispositions de personnel, la gestion des tickets-restaurants ainsi que les remboursements liés aux arrêts maladie pour un montant totale de 4,562 M€. En 2024, on peut souligner le versement FEDER FSE au titre de l'assistance technique, de l'appel de fonds FSE, du projet INTERMED pour un montant de 1,745 M€.

- **Le secteur de l'environnement** couvre 5,52 % des recettes sectorielles pour un montant de 6,192 M€, soit une diminution de - 5,7 % par rapport à 2023. La taxe d'aménagement affiche 5,708 M€ et représente 92,18 % des recettes dédiées aux Espaces Naturel Sensibles et au CAUE. Les autres recettes sont composées de la dotation de la gestion du site Natura 2000 (0,177 M€), des conventions temporaires d'occupation sur le domaine public du conservatoire du littoral (0,127 M€), ainsi que les recettes liées à la lutte anti vectorielle (0,994 M€) ;
- **Le secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle** représente 4,14 % des recettes sectorielles pour un montant de 4,917 M€, soit une baisse de -19,2 % par rapport à 2023. Cette diminution s'explique notamment par le versement des acomptes versées au titre des conventions de financement 2020 à 2023 du PRIC (Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences). Les recettes perçues en 2024 sont constituées par le versement de l'avance au titre de la convention de financement 2024 du PRIC ((1,800 M€), des encaissements du Fonds académique de rémunération de personnels d'internat pour les cantines scolaires s'élevant à 0,951 M€, (FARPI), des recettes du Fonds social européen pour la formation professionnelle (1,441 M€) et du Fonds de soutien pour les centres de formation des apprentis (0,489 M€) ;
- **Le secteur de la gestion des fonds européens** enregistre 3,197 M€ soit une hausse de + 572,4 % (PM : 0,475 M€) affichant 2,69 % des recettes sectorielles liées principalement aux versements des appels de fonds FEDER FSE aux titres des dépenses certifiées réalisées.
- **Le secteur de la culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** comptabilise 2,54 % des recettes sectorielles avec un montant de 3,016 M€ et progressent de +23,01 % par rapport au CFU 2023. Elles sont constituées pour l'essentiel des versements du FEDER MARITIMO concernant le projet GRITACCESS, VIA Patrimonia, INTEREG Castour, porté par la Collectivité de Corse (1,061 M€), de la contribution financière de l'Agence nationale du Sport par le fonds territorial de soutien du sport attribué au titre des projets sportifs et territoriaux (1,338 M€) ainsi que des recettes encaissées par les régies des musées et sites archéologiques.
- **Le secteur des transports** en diminution de 26 % représente 2,39 % des recettes sectorielles de fonctionnement pour un montant de 2,838 M€. Elles sont constituées en majoritairement des redevances d'occupation du domaine public perçues de l'exploitation du réseau, du produit des cessions d'immobilisation et d'un réajustement de la contribution de la CdC au fonctionnement de SAEML des CFC pour l'exercice 2023.
- **Le secteur de l'Aménagement des territoires et habitat** affiche 1,45 % des recettes sectorielles avec 1,726 M€, soit une diminution de -11,9 % par rapport à 2023 (PM : 1,960 M€). La taxe d'aménagement constitue 62,9 % des recettes perçues sur ce secteur avec un montant de 1,087 M€. Les autres produits significatifs sont constitués de versements résultant de l'application de conventions de mise à disposition de réseau très haut débit (0,265 M€), et d'une subvention d'État au titre du Fonds national d'aménagement du territoire (0,150 M€) et dans le cadre de convention « conseiller numérique France services (0,100 M€)
- **Le secteur Sécurité** représente 0,98 % des recettes sectorielles avec un montant de 1,165 M€, soit une hausse de + 17,5% par rapport à 2023 (PM : 0,992 M€). Il s'agit de la participation financière de l'Etat pour l'armement et le fonctionnement de patrouilles de surveillance des incendies de forêt et d'intervention sur feux (FORSAP) d'une part, et d'autre part de surveillance terrestre et de détection précoce des incendies de forêt et d'intervention sur feux naissants (DFCI).
- **Le secteur Action économique** en baisse de - 78,3 % par rapport à 2023 (PM 2,008 M€) représente 0,37 % des recettes sectorielles pour un montant de 0,434 M€. Cette baisse résulte du versement en 2023 des retours des outils d'ingénieries financières des conventions entre BPIFrance au titre du FRG (Fonds Régional de Garantie) pour un montant de 1,776 M€. Les recettes perçues en 2024 proviennent du produit de la vente de coupes de bois (0,228 M€), des concessions en forêt (0,120 M€).

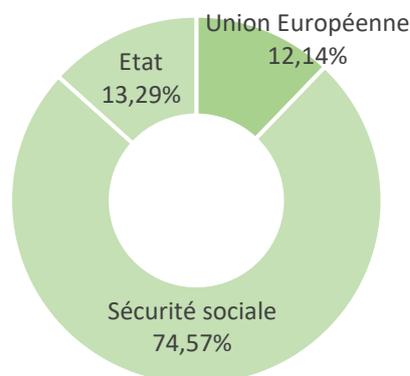
- **Co-financeurs des projets de fonctionnement :**

En 2024, sur 118,693 M€ de recettes encaissées, 61,490 M€ sont des ressources provenant des cofinancements permettant à la collectivité de Corse de diminuer les coûts de ses projets de fonctionnement. Ce sont les programmes relatifs à la Politique du social qui sont les principaux bénéficiaires de ces cofinancements (47,5 M€ au total). Viennent ensuite les programmes relatifs aux fonds européens (7,4 M€) et à la Politique de l'enseignement et formation professionnelle (3,5 M€).

Chapitre	Services généraux	Gestion des fonds européens	Sécurité	Enseignement, formation professionnelle	Culture, vie sociale, jeunesse	Santé	APA	RSA	Aménagement des territoires	Environnement	Total
<b>Financiers</b>	<b>1 745 557</b>	<b>3 196 684</b>	<b>1 165 603</b>	<b>4 896 267</b>	<b>2 509 310</b>	<b>8 160 903</b>	<b>38 508 737</b>	<b>828 805</b>	<b>300 217</b>	<b>177 924</b>	<b>61 490 007</b>
<b>Union européenne</b>	<b>1 745 557</b>	<b>3 196 684</b>		<b>1 441 499</b>	<b>1 061 727</b>						<b>7 445 467</b>
FEDER-FSE-FEDER MARITIMO	1 745 557	3 196 684		1 441 499	1 061 727						
<b>Etat</b>			<b>1 165 603</b>	<b>3 454 768</b>	<b>1 447 583</b>	<b>829 276</b>	<b>38 508 737</b>	<b>828 805</b>	<b>250 000</b>	<b>177 924</b>	<b>8 153 959</b>
FARPI				951 465							951 465
PRIC				1 800 000							1 800 000
CARIF OREF				213 500							213 500
CNC					34 250						34 250
DRAC					70 833						70 833
Agence nationale du sport					1 338 000	47 100					1 385 100
Agence régionale de la santé						89 275					89 275
FNADT									150 000		150 000
France relance						107 694			100 000		207 694
DDTM DIRECT			1 165 603								1 165 603
FMDI (fonds de mobilisation départemental pour l'insertion)								828 805			828 805
Direction générale de la cohésion sociale						674 482					674 482
Centre National du Cinema					4 500						4 500
Natura 2000										177 924	177 924
Caisse Nationale Solidarité Aautonomie						7 242 352	38 508 737				45 751 089
CFA				489 803							489 803
Agence de l'Eau									50 217		50 217
Collectivités italiennes					1 061 727						1 061 727

Les principaux co-financeurs de la Collectivité de Corse sont l'Etat, l'Union Européenne et la Sécurité Sociale. L'Etat dans le cadre des dotations ; l'Union Européenne au titre des programmes FEDER, FSE, la Sécurité sociale du fait des dépenses d'allocation personnalisée à l'autonomie, de la prestation de compensation du handicap et des dépenses des maisons départementales des personnes handicapées.

### Cofinanceurs des dépenses de fonctionnement



## 2.2 Les recettes d'investissement : + 24,23 %

Sans retraitement les recettes réelles d'investissement 2024 s'élèvent à 276,328 M€ et sont en progression de 24,23 % par rapport à 2023 (PM : 222,424 M€).

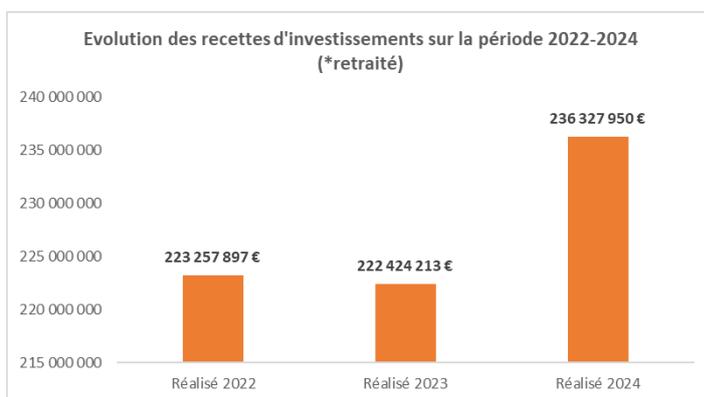
Recettes réelles investissement	2022	2022 hors PTIC CFF	2023	2023 hors PTIC CFF	2024	Evol 2023/2024 en %
	<b>223 267 897 €</b>	<b>193 267 897 €</b>	<b>222 424 216 €</b>	<b>202 424 216 €</b>	<b>276 327 953 €</b>	<b>24,23%</b>
VENTILEES	94 206 387 €	64 206 387 €	97 783 012 €	77 783 012 €	79 503 836 €	-18,69%
NON VENTILEES	129 061 510 €	129 061 510 €	124 641 204 €	124 641 204 €	196 824 117 €	57,91%

Cette hausse de 24,23 % provient essentiellement de l'augmentation du volume d'emprunt (+28 M€) par rapport à 2023. Il convient de neutraliser 40 M€ relatifs aux régularisations réglementaires de la comptabilisation de l'emprunt de 40 M€ assorti d'une phase de mobilisation d'un an contracté en 2023 par la Collectivité de Corse.

Ces opérations sont équilibrées en dépenses et en recettes et n'impactent ni le résultat global, ni la capacité d'autofinancement de la collectivité.

Après retraitement, la progression des recettes réelles d'investissement est de + 6,25 % .

Recettes réelles investissement	2022	2023	2024	Evol 2023/2024 en %
	<b>223 267 897 €</b>	<b>222 424 216 €</b>	<b>236 327 953 €</b>	<b>6,25%</b>
VENTILEES	94 206 387 €	97 783 012 €	79 503 836 €	-18,69%
NON VENTILEES	129 061 510 €	124 641 204 €	156 824 117 €	25,82%

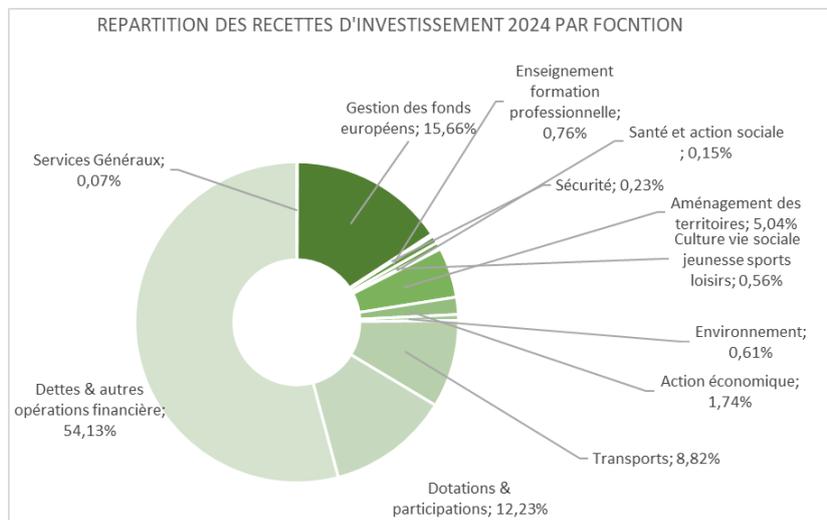


- Analyse et comparaison établies par chapitre nature

Chapitre nature	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Evol 2023/2024 en %	Evol 2023/2024 en €
<b>Recette investissement</b>	<b>223 257 897</b>	<b>222 424 213</b>	<b>236 327 950</b>	<b>6,25%</b>	<b>13 903 737</b>
10-Dotation,fonds divers et reserve	27 857 352	25 351 204	28 902 871	14,01%	3 551 667
13-Subventions d'investissement	79 716 565	91 908 520	75 043 158	-18,35%	-16 865
16-Emprunts et dettes assimilées	101 204 158	99 290 000	127 921 246	28,84%	28 631 246
20 21 23 Immobilisation incorporelles et corporelles	10 021 148	2 986 635	933 021	-68,76%	-2 053 614
26-Participations et créances rattachées à des particuliers	2 861 306	1 412 750	836 250	-40,81%	-576 500
27-Autres immobilisations financières	1 597 368	1 351 940	2 691 404	99,08%	1 339 464
45-Chapitres d'opérations pour comptes de tiers	0	123 164	0	-100%	-123 164

- Analyse et comparaison établies par chapitre fonction.

RECETTES INVESTISSEMENT	2022	2023	2024 * retraité	Evol 2023/2024 en €	Evol 2023/2024 en %
	<b>223 267 897 €</b>	<b>222 424 216 €</b>	<b>236 327 954 €</b>	<b>13 903 738 €</b>	<b>6,25%</b>
<b>OPERATIONS VENTILEES</b>	<b>94 206 387 €</b>	<b>97 783 012 €</b>	<b>79 503 836,38 -</b>	<b>18 279 175 €</b>	<b>-18,69%</b>
900 Services Généraux	1 807 092 €	2 082 850 €	161 423,62 -	1 921 427 €	-92,25%
900-5 Gestion des fonds européens	8 411 032 €	36 604 183 €	37 009 433,10	405 250 €	1,11%
901 Sécurité	266 619 €	372 144 €	548 691,34	176 547 €	47,44%
902 Enseignement formation professionnelle	5 773 623 €	5 815 682 €	1 803 823,07 -	4 011 859 €	-68,98%
903 Culture vie sociale jeunesse sports loisirs	1 919 743 €	1 348 860 €	1 328 314,93 -	20 545 €	-1,52%
904 Santé et action sociale	28 863 €	8 375 €	356 106,14	347 731 €	4152,13%
905 Aménagement des territoires	7 225 095 €	2 438 475 €	11 912 268,37	9 473 794 €	388,51%
906 Action économique	12 542 384 €	6 901 212 €	4 114 789,28 -	2 786 423 €	-40,38%
907 Environnement	4 333 755 €	4 812 413 €	1 431 454,64 -	3 380 958 €	-70,25%
908 Transports	51 898 180 €	37 398 817 €	20 837 531,89 -	16 561 285 €	-44,28%
<b>OPERATIONS NON VENTILEES</b>	<b>129 061 510 €</b>	<b>124 641 204 €</b>	<b>156 824 117 €</b>	<b>32 182 913 €</b>	<b>25,82%</b>
922 Dotations & participations	27 857 352 €	25 351 204 €	28 902 871 €	3 551 667 €	14,01%
923 Dettes & autres opérations financière	101 204 158 €	99 290 000 €	127 921 246,00	28 631 246 €	-1,89%



### 2.2.1 Les recettes sectorielles d'investissement

Les recettes sectorielles s'élevaient à 79,503M€, soit une baisse de - 18,7 % par rapport à 2023, malgré les appels de fonds relatifs à la clôture du PO FEDER-FSE 2014-2020 relatifs aux dépenses certifiées réalisées, et les recettes perçues au titre du FSN (Fonds de Soutien Numérique) dans le cadre de la DSP très haut débit (10,620 M€). Elles permettent le financement des investissements de la CdC.

Cette baisse s'explique de la manière suivante :

- **Le secteur des transports** représente 26,21 % des recettes sectorielles d'investissement pour un montant de 20,837 M€, soit une baisse de - 44,3 % par rapport au CFU 2023 (PM : 37,398 M€).

Elles sont composées à hauteur de 15,944 M€ de recettes cofinancées au titre du PEI, du CPER, des projets PTIC, du plan France Relance, et de financements complémentaires dans le cadre du FMA (Fonds Mobilité Active) ayant pour objet de cofinancer des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, et à hauteur de 4,107 M€ de recettes perçues au titre du programme FEDER relevant des opérations du domaine routier et ferroviaire.

Les difficultés de mobilisation initiale de ces fonds ont vocation à être dépassées en 2025, permettant de trouver une dynamique nouvelle.

- **Le secteur de l'Action économique** comptabilise 5,18 % des recettes, avec un montant de 4,114 M€, soit une baisse de - 40,4 % par rapport à 2023 (PM : 6,901 M€). Cette baisse constatée est liée aux 2,567 M€ perçus sur l'exercice 2023 au titre du PEI dans le cadre du dispositif PINVILLE notamment à travers le volet PEI-PROSSIMA destiné d'une part au financement des TPE dans le secteur des entreprises confié à l'ADEC et d'autre part au financement des TPE dans le secteur du tourisme confié à l'ATC. Les recettes perçues en 2024, soit 2,202 M€ proviennent principalement des retours des outils d'ingénieries financières des conventions conclues entre BPIfrance (FRI) et la CADEC (FTPE, FEDE2A), 1,236 M€ est consacré aux mesures de soutien spécifique aux filières agricoles et agroalimentaires, des avances remboursables au titre du dispositif « pattu Ristrutturazioni » (0,450 M€).
- **Le secteur de l'enseignement et Formation professionnelle** représente 2,27 % des recettes pour un montant de 1,803 M€, soit une baisse de (- 69 %) par rapport à 2023. Cette baisse s'explique notamment par le versement du solde de la dotation de l'Etat allouée dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Transformation et d'Investissement pour la Corse (PTIC) soit 2,400 M€. Les recettes constatées, soit 1,649 M€ s'inscrivent dans le cadre de France RELANCE, de la DSID perçues au titre de cofinancements d'opérations pluriannuelles structurantes dans les lycées et collèges, des conventions de partenariat Etat/CdC au sein des centres de formation d'apprentis CFA (0,500 M€).
- **Le secteur de l'environnement** affiche 1,80 % des recettes sectorielles pour un montant de 1,431 M€, en régression par rapport à 2023 (- 70,3 %). Les recettes constatées portent sur des cofinancements PEI d'opérations d'infrastructures liées à la gestion de l'eau pour un montant de 1,384 M€.
- **Le secteur de la culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs** constitue 1,67 % des recettes avec un montant de 1,328 M€ et reste stable par rapport au CFU 2023 (PM : 1,348 M€). Ces recettes concernent notamment les versements du Centre national du cinéma et de l'image (CNC) (0,527 M€) et des acomptes sur le volet patrimoine au titre du PEI, du PTIC Relance pour un montant de 0,666 M€, et de la fondation du patrimoine et mécénat.
- **Le secteur des services généraux**, pour un montant de 0,161 M€ en baisse de - 92,2 % par rapport au CFU 2023 (PM : 2,082 M€). Cette diminution s'explique par deux recettes significatives en 2023 liées au versement du solde au titre du Plan de Transformation et d'Investissement pour la Corse (PTIC) destiné ici à l'achat de véhicules et d'engins pour la Collectivité de Corse pour un montant de 1,056 M€, mais également

des recettes perçues dans le cadre de la politique de clôture FEDER du fonds d'ingénierie financière confié à la CADEC pour un montant de 1 M€. En 2024 les recettes proviennent du versement du solde de la subvention attribuée dans le cadre du PEI (0,077 M€) pour l'acquisition du bus santé sociale et du remboursement des contrats de prêt social (0,079 M€).

Les politiques suivantes enregistrent néanmoins une progression dans leurs recettes :

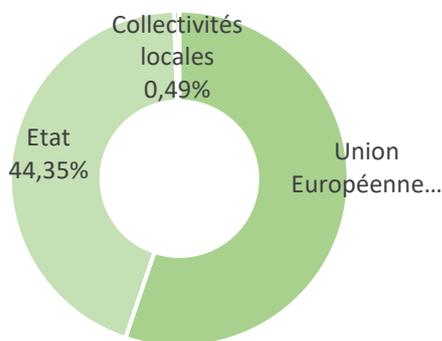
- **Le secteur sécurité** enregistre + 0,69 % des recettes avec un montant de 0,549 M€ (+ 47,4 %). Cette hausse provient principalement des subventions perçues (FEADER, Etat) dans le cadre du programme de « défense de la forêt contre les incendies » (DFCI).
- **Le secteur des fonds Européens** affiche 46,55 % des recettes avec un montant de 37,009 M€, soit une progression de +1,1 % par rapport au CFU 2023 (PM : 36,604 M€). Cette évolution constatée résulte notamment du versement de l'UE au titre de l'appel de fonds de la clôture du PO-FEDER FSE 2014-2020, aux demandes de reversement de fonds attribués au titre du PO Feder-FSE 2014-2020, REACT EU.
- **Le secteur de l'Aménagement des territoires et habitat** en progression de + 388,51 % des recettes avec 11,912 M€, par rapport au CFU 2023 (PM : 2,438 M€). Cette hausse porte principalement sur les financements encaissés en 2024 dans le cadre du FSN, 10,620 M€ (Fonds de Soutien Numérique), du PEI (0,208 M€) dans le domaine des infrastructures relatifs au déploiement du réseau haut débit et très haut débit sur le territoire, avec notamment l'attribution de la délégation de service public.
- **Co-financeurs des projets d'investissement :**

Sur 79,503 M€ de recettes sectorielles, la Collectivité de Corse a en 2024 perçu 74 240 363 € au titre du cofinancement de ses dépenses d'investissement. Ce sont principalement les politiques relatives à la gestion des fonds européens (54 %), des transports (28 %) et de l'aménagement des territoires (15 %) qui en bénéficient.

Chapitre	Financiers	Services généraux	Gestion des fonds européens	Sécurité	Enseignement, formation professionnelle	Culture, vie sociale, jeunesse	Santé	Aménagement des territoires	Action économique	Environnement	Transports	Total
		77 924	36 154 943	548 691	1 800 323	1 253 439	655 200	11 114 052	225 111	1 384 114	21 026 566	74 240 363
Union européenne			36 154 943	98 102				104 314			4 107 927	40 465 286
FEDER-FSE			36 154 943					104 314			4 107 927	
FEADER				98 102								
Etat	77 924			450 589	1 649 923	1 253 439	655 200	10 889 738	225 111	1 384 114	15 944 887	32 530 925
PEI	77 924					528 679		208 720	148 263	1 384 114	8 182 936	10 530 636
PTIC						138 060					2 683 190	2 821 250
DSID					1 085 069						63 069	1 148 138
FMA											328 946	328 946
CPER											3 802 231	3 802 231
FSN								10 620 396				10 620 396
France relance					64 854				36 450		823 805	925 109
FNADT								60 622				60 622
DTM				450 589								450 589
Agence finance infra											60 710	60 710
Centre National du Cinema						527 000						527 000
Pôle de compétitivité									40 398			40 398
Fondation du patrimoine						59 700						59 700
CNSA							655 200					655 200
CFA					500 000							500 000
Autres Agences Offices								120 000				120 000
CCI											162 500	162 500
Caisse des dépôts et consignations					150 400							150 400
Collectivités locales											361 883	361 883
Particulier											178 969	178 969

Les principaux co-financeurs de la Collectivité de Corse sont l'État et l'Union Européenne, l'État en raison du PEI, du CPER, du PTIC et l'Union Européenne dans le cadre de la gestion du FEDER par la Collectivité.

### Cofinanceurs des dépenses d'investissement



#### 2.2.2 Les recettes d'investissement non ventilées

Les recettes non ventilées d'investissement 2024 (hors neutralisation ) s'établissent à 196,824 M€, en augmentation de 72,182 M€ (+ 57 %) par rapport à 2023.

Les 40 M€ relatifs aux régularisations règlementaires de la comptabilisation de l'emprunt de 40 M€ contractés en 2023 qui était assorti d'une phase de mobilisation d'un an par la Collectivité de Corse doivent être neutralisés.

Elles se décomposent ainsi :

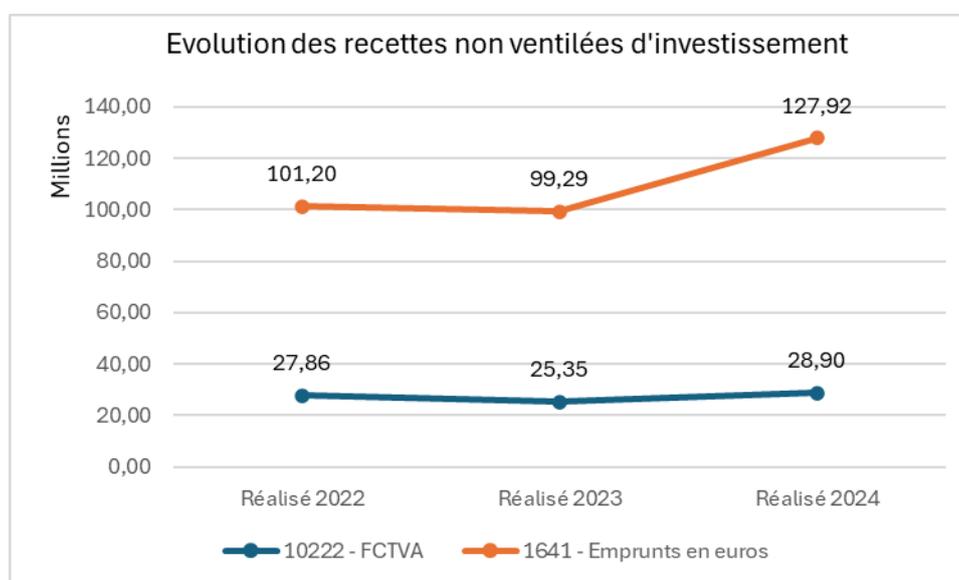
- Débit du compte 16449 (Mandat) : remboursement tirage LT associé à l'emprunt de 40 000 000 €
- Débit du compte 16441(Mandat) par le crédit du compte 16449 (Titre)par opération d'ordre budgétaire pour 40 000 000 €
- Crédit du compte 1641 (Titre) pour matérialiser la transformation du contrat CLTR visé en contrat classique.

Ainsi, les recettes non ventilées d'investissement 2024 s'établissent à 156,824 M€, en augmentation de 32,182 M€ (+ 25,82 %) par rapport à 2023.

Chapitre nature	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Evol 2023/2024 en €	Evol 2023/2024 en %
10 - FCTVA	27 857 351,75	25 351 204,36	28 902 871,30	3 551 666,94	14,01%
16 - Emprunts	101 204 158,00	99 290 000,00	127 921 246,00	28 631 246,00	28,84%
<b>Total</b>	<b>129 061 509,75</b>	<b>124 641 204,36</b>	<b>156 824 117,30</b>	<b>32 182 912,94</b>	<b>25,82%</b>

Elles sont constituées :

- du FCTVA pour 28,903 M€ en hausse par rapport à 2023 (+ 14 %). En 2024, une part importante des dépenses présentées (14 %) correspondent aux régularisations des rattachements d'études antérieures aux travaux qui les avaient suivis.
- des nouveaux emprunts, en 2024, pour un montant de 127,921 M€, soit une variation de + 28,84 % par rapport à 2023.



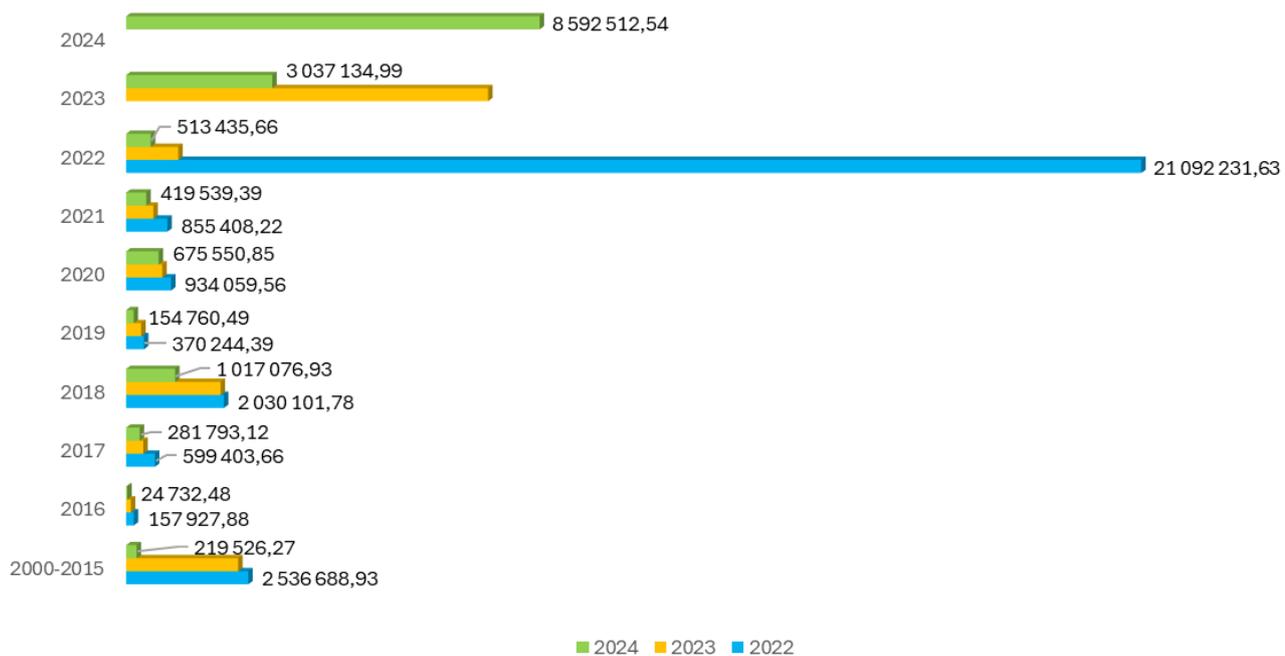
### 2.3 Les restes à recouvrer au 31 décembre 2024

Les restes à recouvrer sont constitués des titres émis par la Collectivité, pris en charge par la Paierie de Corse, donc intégrés au résultat, mais non encore recouverts.

Ils sont arrêtés à la somme de 14,936 M€ au 31 décembre 2024, dont 8,592 M€ au titre de l'exercice 2024. Pour mémoire, le montant au 31 décembre 2023 était de 14,976 M€.

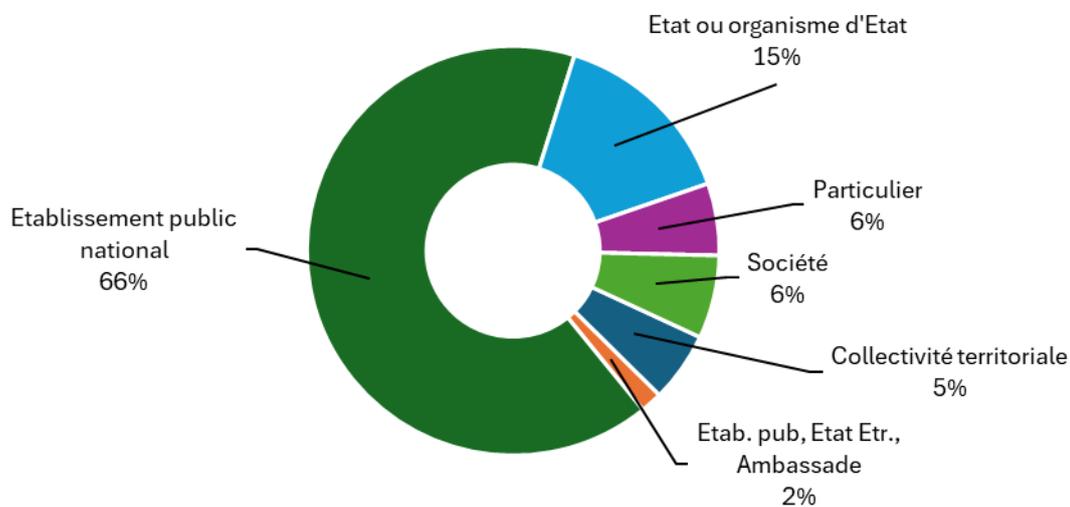
Les services de la Collectivité ont mis en place, en lien avec la Paierie de Corse, un travail sur la qualité comptable dont une partie des effets se traduit par l'amélioration du recouvrement sur les titres antérieurs à l'exercice en cours.

### Evolution 2000-2024 des restes à recouvrer au 31/12/2024

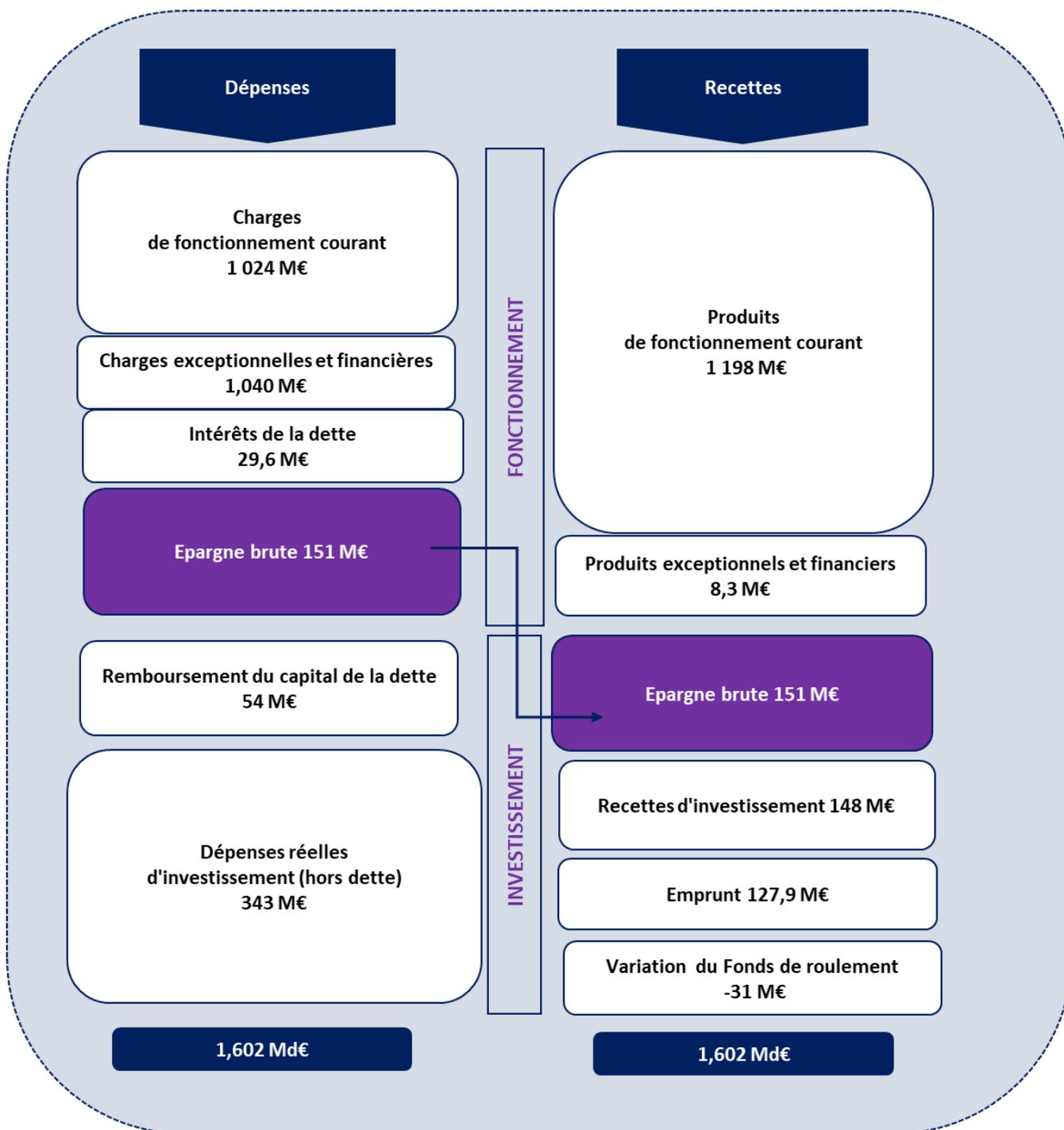


La répartition par nature juridique des tiers débiteurs sur la période 2000 à 2024 est présentée dans le graphique ci-dessous.

Pour 2024, la structure des restes à recouvrer s'établit ainsi :



### 3. La situation financière

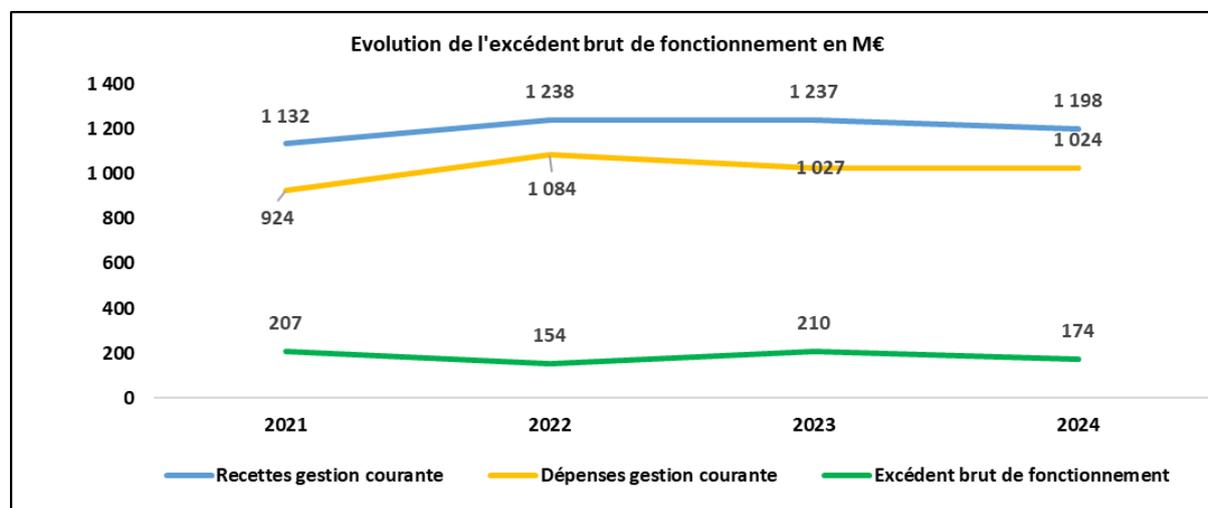


### 3.1 La constitution de l'épargne

L'épargne dégagée sur la section de fonctionnement contribue au financement des investissements. L'analyse des soldes d'épargne permet d'apprécier la capacité structurelle d'une collectivité à couvrir ses besoins de financement.

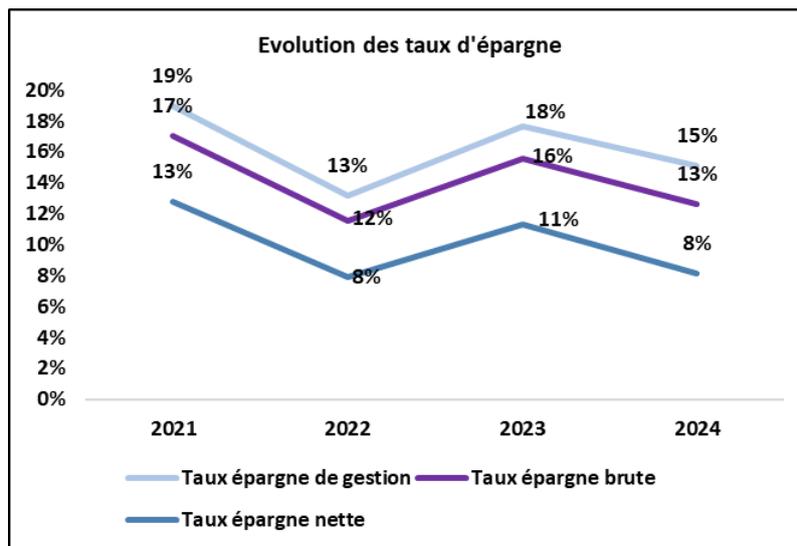
Soldes intermédiaires de gestion						
	2021	2022	2023	2024	2024/23	Evol 24/21
Produits services et des domaines - 70	3 503 774,92	2 607 228,48	5 329 120,42	3 746 074,23	-1 583 046,19	3,40%
Impôts et taxes - 73 et 731	705 593 965,70	778 116 036,94	772 713 097,68	767 685 116,78	-5 027 980,90	4,31%
Dotations et participations - 74	340 887 478,97	383 094 111,77	380 115 409,48	341 656 425,08	-38 458 984,40	0,11%
Autres produits de gestion courante - 75	22 545 491,57	10 069 842,46	10 364 819,48	10 618 002,69	253 183,21	-31,37%
Recettes sociales - 015 016 et 017	58 914 761,04	64 108 873,65	68 869 509,54	74 483 250,95	5 613 741,41	12,44%
Atténuation de charges - 013	280 622,12	431 743,05	272 557,52	511 110,19	238 552,67	34,96%
<b>Total recettes gestion courante (1)</b>	<b>1 131 726 094,32</b>	<b>1 238 427 836,35</b>	<b>1 237 664 514,12</b>	<b>1 198 699 979,92</b>	<b>-38 964 534,20</b>	<b>2,92%</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>5,64%</i>	<i>9,43%</i>	<i>-0,06%</i>	<i>-3,15%</i>		
Charges à caractère général - 011	81 175 362,40	83 180 722,02	88 170 742,43	93 970 593,12	5 799 850,69	7,59%
Charges de personnel - 012	218 821 938,91	225 956 963,65	235 118 728,27	244 623 181,95	9 504 453,68	5,73%
Autres charges de gestion courante - 065 et 6586	498 630 550,26	642 716 302,70	568 996 609,91	542 835 348,69	-26 161 261,22	4,34%
Social - 015 016 et 017	114 257 507,29	118 344 499,16	119 849 861,66	126 305 690,09	6 455 828,43	5,14%
Atténuation de produits - 014	11 588 995,08	14 057 529,10	15 509 967,09	17 058 308,84	1 548 341,75	21,32%
<b>Total dépenses gestion courante (2)</b>	<b>924 474 353,94</b>	<b>1 084 256 016,63</b>	<b>1 027 645 909,36</b>	<b>1 024 793 122,69</b>	<b>-2 852 786,67</b>	<b>5,29%</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>2,33%</i>	<i>17,28%</i>	<i>-5,22%</i>	<i>-0,28%</i>		
<b>Excédent brut de fonctionnement (1) - (2)</b>	<b>207 251 740,38</b>	<b>154 171 819,72</b>	<b>210 018 604,76</b>	<b>173 906 857,23</b>	<b>-36 111 747,53</b>	<b>-8,40%</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>23,46%</i>	<i>-25,61%</i>	<i>36,22%</i>	<i>-17,19%</i>		
+ Produits financiers - 76	8 005 303,62	7 998 677,40	8 058 279,59	8 002 157,82	-56 121,77	-0,02%
+ Produits exceptionnels (hors 7761, 7718 et 777)	505 117,02	1 308 519,97	527 296,80	259 677,48	-267 619,32	-28,30%
- Charges exceptionnelles	1 163 570,04	142 690,80	216 347,12	1 040 047,34	823 700,22	-5,46%
<b>= Epargne de gestion</b>	<b>214 598 590,98</b>	<b>163 336 326,29</b>	<b>218 387 834,03</b>	<b>181 128 645,19</b>	<b>-37 259 188,84</b>	<b>-8,13%</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>22,09%</i>	<i>-23,89%</i>	<i>33,70%</i>	<i>-17,06%</i>		
- Intérêts de la dette - 66111 et 66112	21 504 413,95	20 797 463,70	25 704 430,60	29 617 457,77	4 906 966,90	17,36%
<b>= Epargne brute</b>	<b>193 094 177,03</b>	<b>142 538 862,59</b>	<b>192 683 403,43</b>	<b>151 511 187,42</b>	<b>50 144 540,84</b>	<b>-11,42%</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>36,05%</i>	<i>-26,18%</i>	<i>35,18%</i>	<i>-21,37%</i>		
<b>Taux épargne brute</b>	<b>17,06%</b>	<b>11,51%</b>	<b>15,57%</b>	<b>12,64%</b>		<b>8,40%</b>
- Remboursement du capital de la dette	48 220 654,80	45 024 527,96	52 422 977,59	54 043 789,68	7 398 449,63	5,87%
<b>= Epargne nette</b>	<b>144 873 522,23</b>	<b>97 514 334,63</b>	<b>140 260 425,84</b>	<b>97 467 397,74</b>	<b>42 746 091,21</b>	<b>-17,98%</b>
<i>Variation annuelle</i>	<i>38,85%</i>	<i>-32,69%</i>	<i>43,84%</i>	<i>-30,51%</i>		
<b>Capacité de désendettement</b>	<b>4,84</b>	<b>7,00</b>	<b>5,42</b>	<b>7,38</b>		

L'excédent brut courant s'établit à 173,907 M€ en 2024, soit une baisse de - 8,40 % par rapport à l'année précédente. Ce solde entre produits de fonctionnement courants et charges de gestion courante permet d'évaluer la capacité de la collectivité à dégager sur sa gestion courante, un excédent, et par conséquent des marges de manœuvre.



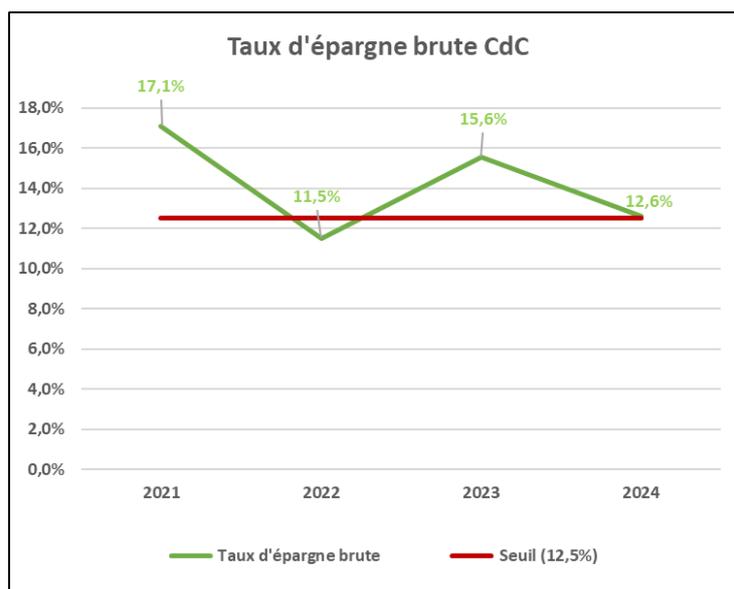
A partir de l'excédent brut, l'épargne se décompose comme suit :

- ✓ **L'épargne de gestion**, qui sert prioritairement au paiement de l'annuité de la dette, se calcule en majorant l'excédent brut courant des produits exceptionnels et financiers, minoré des charges exceptionnelles et financières. En 2024, elle s'établit à 181,129 M€.
- ✓ **L'épargne brute**, qui correspond strictement à la contribution de la section de fonctionnement au financement de l'investissement, se déduit de l'épargne de gestion en retranchant les intérêts de la dette.  
Cet indicateur s'établit à 151,511 M€ en 2024.  
Le taux d'épargne brute est de 12,64 % en 2024.
- ✓ **L'épargne nette** quant à elle indique la capacité de financement de la section d'investissement par la section de fonctionnement une fois couverte la dépense d'investissement obligatoire qu'est le remboursement de la dette en capital. Elle s'établit à 97,467 M€.

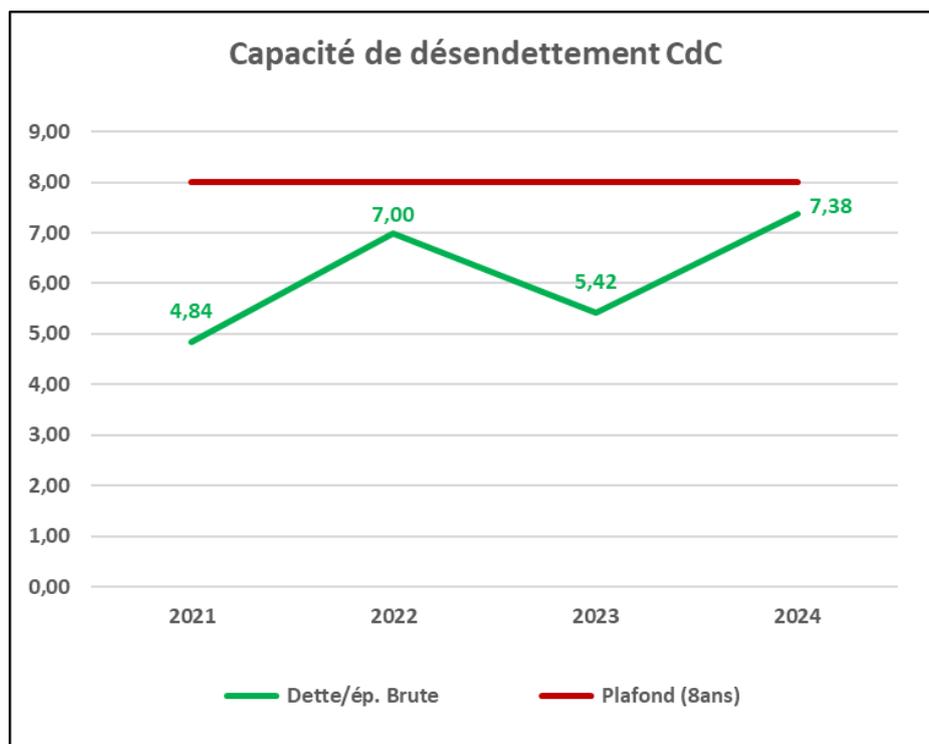


En 2024, la Collectivité voit diminuer ses taux d'épargne.

Le taux d'épargne brute s'établit au CFU 2024 à 12,64 %. Il est de 10 % pour les départements classiques et 15 % pour les régions métropolitaines.



La capacité de désendettement s'établit en 2024 à 7,38 années. Le seuil de vigilance est de 8 années.



Le taux de désendettement de la collectivité s'élève à 93,32 %. Ce ratio également appelé « ratio de surendettement », permet de mesurer le poids de la dette par rapport à la richesse de la collectivité. La moyenne des régions se situe à 115 %.

### 3.2 Le financement des investissements 2024

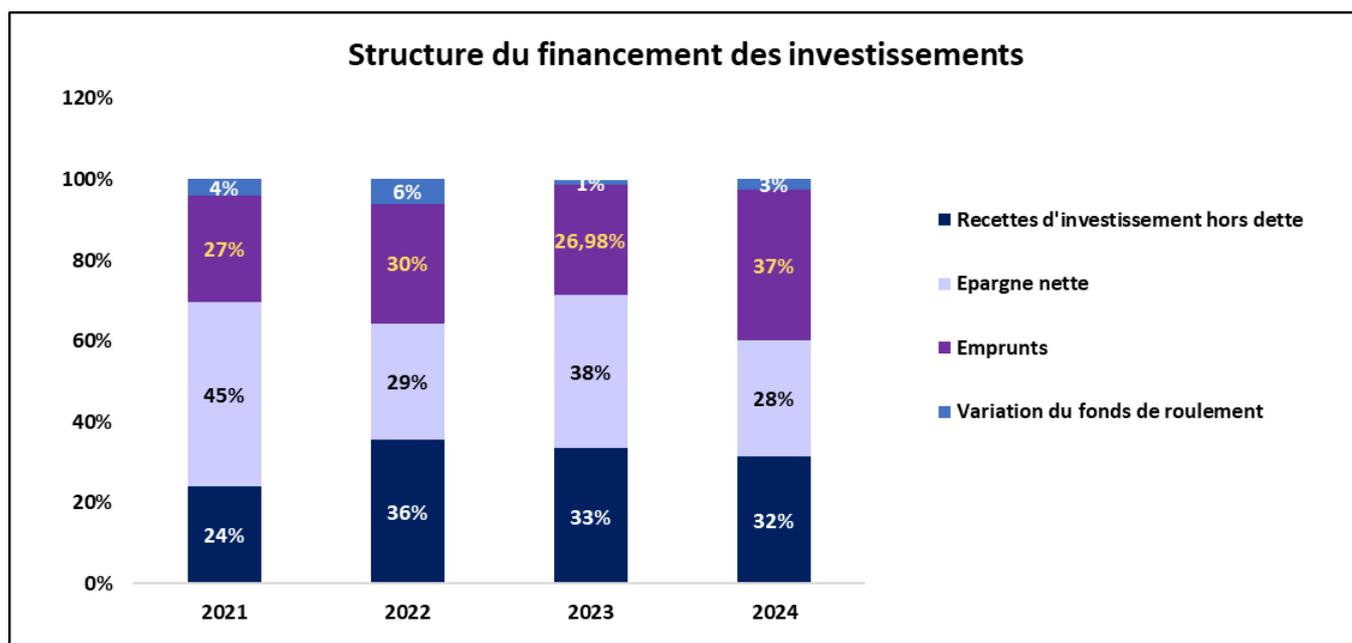
La Collectivité de Corse dispose des ressources suivantes pour financer ses investissements :

- ✓ Les ressources externes : subventions, FCTVA, autres dotations
- ✓ L'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement
- ✓ L'emprunt

	2021	2022	2023	2024
(-) Dépenses d'investissement hors dette	319 368 667,42	341 032 432,39	368 020 022,40	342 681 972,42
(+) Recettes d'investissement hors dette	77 191 767,06	122 063 739,11	123 134 216,08	108 406 707,68
<b>(=) Capacité ou besoin de financement total</b>	<b>-242 176 900,36</b>	<b>-218 968 693,28</b>	<b>-244 885 806,32</b>	<b>-234 275 264,74</b>
<i>Variation annuelle</i>	<b>40,33%</b>	<b>-9,58%</b>	<b>11,84%</b>	<b>-4,33%</b>
(+) Epargne nette	144 873 522,23	97 514 334,63	140 260 425,84	97 467 397,74
<b>(=) Capacité ou besoin de financement réel</b>	<b>-97 303 378,13</b>	<b>-121 454 358,65</b>	<b>-104 625 380,48</b>	<b>-136 807 867,00</b>
<i>Variation annuelle</i>	<b>42,60%</b>	<b>24,82%</b>	<b>-13,86%</b>	<b>30,76%</b>
(+) Emprunts	85 000 000,00	101 204 158,00	99 290 000,00	127 921 246,00
<i>Variation annuelle</i>	<b>13,33%</b>	<b>19,06%</b>	<b>-1,89%</b>	<b>28,84%</b>
<b>(=) Variation du fonds de roulement (VRF)</b>	<b>-12 303 378,13</b>	<b>-20 250 200,65</b>	<b>-5 335 380,48</b>	<b>-8 886 621,00</b>

La comparaison des dépenses et des recettes d'investissement détermine un besoin de financement total. Il s'élève à 234,275 M€ en 2024. Ce besoin de financement est couvert prioritairement par l'épargne nette dégagée sur la section de fonctionnement, à hauteur de 97,467 M€, soit 41,6 %.

Un besoin de financement réel subsistant à hauteur de 136,807 M€, la collectivité a décidé de recourir à l'emprunt pour 128 M€.



### 3.3 L'incidence des neutralisations sur les résultats cumulés

L'instruction comptable M57 précise la procédure de neutralisation budgétaire de l'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées.

Au CFU 2024, la neutralisation s'élève à 72,779 M€ pour une dotation aux amortissements de 125,340 M€. Les tableaux ci-dessous reprennent les données.

- ✓ Aucune influence sur le résultat cumulé de l'exercice 2023

Il convient de rappeler que la neutralisation n'influence pas le résultat de l'exercice (voir tableaux ci-dessous).

#### Résultat de l'exercice 2024 :

	Fonctionnement	Investissement	Résultat cumulé
Recettes	1 305 296 419,82	612 145 772,56	1 917 442 192,38
Dépenses	1 193 844 479,63	572 445 186,69	1 766 289 666,32
<b>Résultat</b>	<b>111 451 940,19</b>	<b>39 700 585,87</b>	<b>151 152 526,06</b>

#### Résultat de l'exercice 2024 hors neutralisation des amortissements :

Hypothèse sans neutralisation	Fonctionnement	Investissement	Résultat cumulé
Recettes	1 232 517 412,08	612 145 772,56	1 844 663 184,64
Dépenses	1 193 844 479,63	499 666 178,95	1 693 510 658,58
<b>Résultat</b>	<b>38 672 932,45</b>	<b>112 479 593,61</b>	<b>151 152 526,06</b>

✓ Aucune influence sur le résultat cumulé au 31 décembre 2024.

Résultat de clôture de l'exercice 2024 :

Hypothèse avec neutralisation	Résultat de clôture au 31/12/2023	Part affectée à l'investissement exercice 2024	Résultat exercice 2024	Résultat de clôture au 31/12/2024
Investissement	-160 408 563,28		39 700 585,87	-120 707 977,41
Fonctionnement	176 178 622,05	160 408 563,28	111 451 940,19	127 221 998,96
			<b>151 152 526,06</b>	<b>6 514 021,55</b>

Le résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2023 sera affecté ainsi en 2024 :

- Affectation obligatoire au 1068 de - 120,708 M€.
- Report en tout ou partie en section de fonctionnement de 6,514 M€

Résultat de clôture de l'exercice 2024 hors neutralisation des amortissements :

Hypothèse sans neutralisation	Résultat de clôture au 31/12/2023	Part affectée à l'investissement exercice 2024	Résultat exercice 2024	Résultat de clôture au 31/12/2024
Investissement	21 839 822,48		112 479 593,61	134 319 416,09
Fonctionnement	-6 069 763,71	160 408 563,28	38 672 932,45	-127 805 394,54
			<b>151 152 526,06</b>	<b>6 514 021,55</b>

L'affectation des résultats aurait été effectuée comme suit :

- Pas d'affectation obligatoire au 1068
- Report du déficit de fonctionnement à hauteur de - 127,805 M€

**La neutralisation effectuée en 2024 modifie l'affectation du résultat mais pas le résultat de l'exercice 2024 ni le résultat de clôture au 31 décembre 2024.**

## PARTIE 3 : BILAN DE LA GESTION PLURIANNUELLE AU 31 DECEMBRE 2024

- **Les stocks**

Un important travail de toilettage a lieu tous les ans, en deux phases complémentaires. Il a permis d’améliorer notablement l’état des stocks.

Pour la section de fonctionnement, le stock d’AE au 31 décembre 2024 est de 284,9 M€, en baisse de - 19,9% par rapport au CFU 2023. Ce stock est composé de 53,6 % de subventions de fonctionnement, de 44,2 % d’opérations directes et de 1,5 % pour les agences et offices.

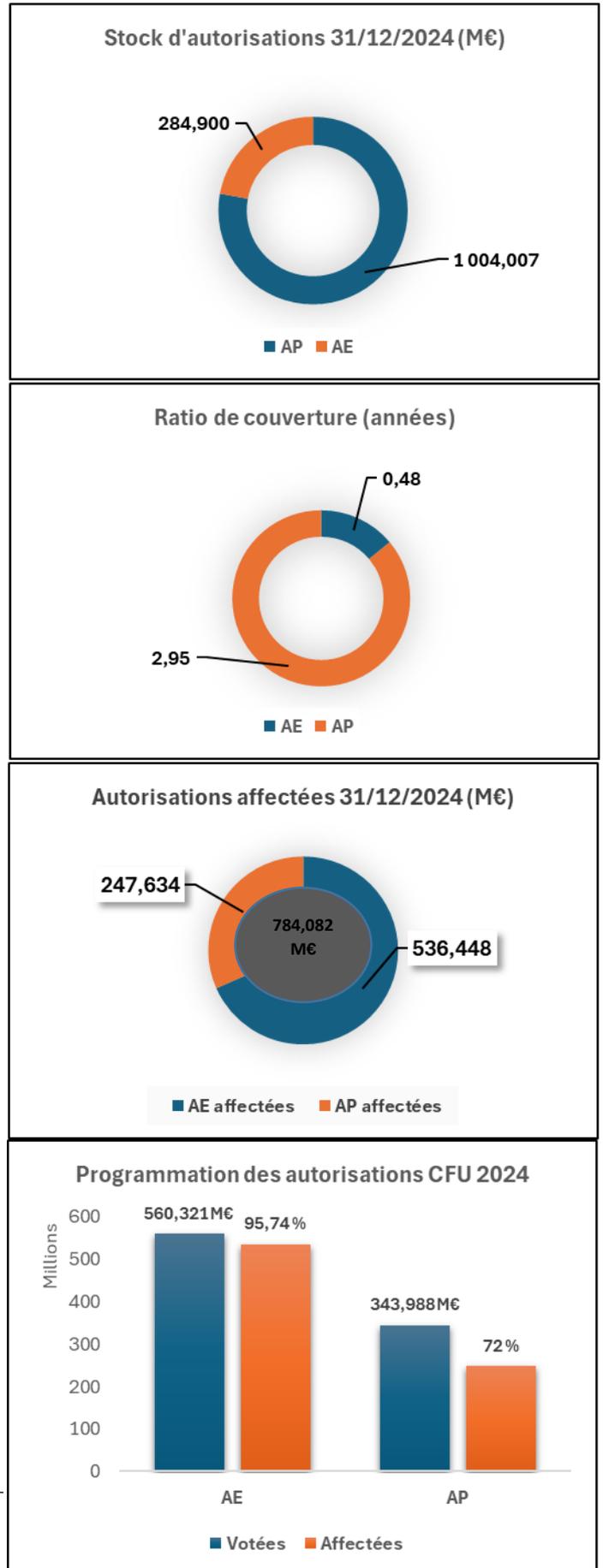
S’agissant de la section d’investissement, le stock d’AP au 31 décembre 2024 représente 1 004,007 M€, en baisse de - 18,8 % par rapport au CFU 2023. Il est constitué de 55,3 % d’opérations directes, de 30,1 % de subventions d’investissement et de 12,9 % pour les agences et offices.

Le ratio de couverture des autorisations d’engagement affectées non mandatées au 31 décembre 2024 s’établit à 0,48 année. A niveau de réalisations de CPF 2024, quatre mois seraient nécessaires pour résorber ce stock.

Le ratio de couverture des autorisations de programme affectées non mandatées au 31 décembre 2024 s’élève à 2,95 années. La CdC se situe en dessous de la norme prudentielle qui est de 4 ans.

- **Taux de programmation**

La CdC maintient son taux d’affectation des autorisations votées à un niveau satisfaisant soit 95,74 % en fonctionnement et 72 % en investissement.

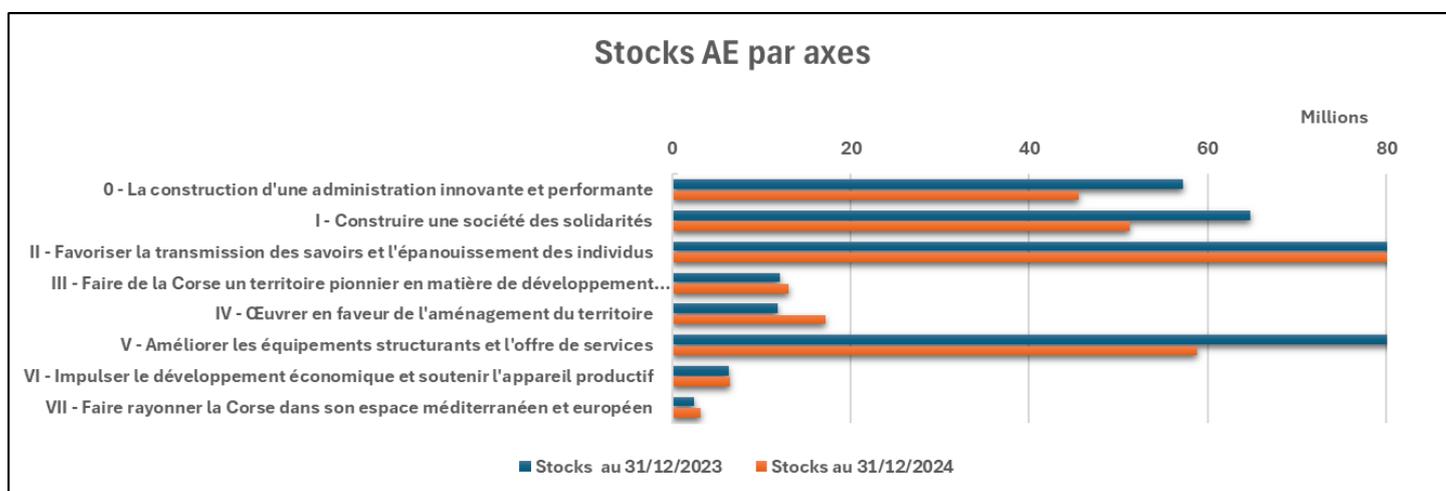


## 1. Le bilan des autorisations d'engagement

Le tableau ci-dessous est une adaptation de l'annexe AE/AP réglementaire de la nomenclature M57 présente dans les annexes du compte financier unique 2024. Un bilan de la gestion pluriannuelle de la collectivité doit être présenté à l'occasion du vote du CFU.

En 2024, le montant des AE ouvertes et disponibles en fonctionnement pour affectation et mandatement était de 560 321 543 €. Ces AE ont été affectées à hauteur de 536 448 467,69 €.

Libellé	AE Votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE non affectées annulées (3)	Stock AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)	Ratio de couverture
0 - La construction d'une administration innovante et performante	42 707 004,00	57 238 797,63	36 852 836,27	7 478 967,70	86 612 666,20	41 026 193,51	45 586 472,69	1,11
I - Construire une société des solidarités	20 188 699,00	64 721 313,33	14 933 911,35	3 233 329,83	76 421 894,85	25 174 609,87	51 247 284,98	2,04
II - Favoriser la transmission des savoirs et l'épanouissement des individus	86 775 000,00	100 110 768,62	78 653 488,76	4 112 956,58	174 651 300,80	85 294 214,93	89 357 085,87	1,05
III - Faire de la Corse un territoire pionnier en matière de développement durable et de respect de l'environnement	38 590 286,00	12 057 747,68	38 146 674,20	1 025 012,01	49 179 409,87	36 150 353,36	13 029 056,51	0,36
IV - Œuvrer en faveur de l'aménagement du territoire	75 267 148,00	11 872 849,63	72 096 726,14	1 136 410,10	82 833 165,67	65 618 191,58	17 214 974,09	0,26
V - Améliorer les équipements structurants et l'offre de services	259 044 159,00	101 025 435,31	258 544 159,00	1 566 380,97	358 003 213,34	299 187 100,11	58 816 113,23	0,20
VI - Impulser le développement économique et soutenir l'appareil productif	35 649 247,00	6 429 591,54	35 475 687,89	939 158,36	40 966 121,07	34 509 810,34	6 456 310,73	0,19
VII - Faire rayonner la Corse dans son espace méditerranéen et européen	2 100 000,00	2 463 026,12	1 744 984,08	630 830,50	3 577 179,70	385 247,67	3 191 932,03	8,29
<b>TOTAL</b>	<b>560 321 543,00</b>	<b>355 919 529,86</b>	<b>536 448 467,69</b>	<b>20 123 046,05</b>	<b>872 244 951,50</b>	<b>587 345 721,37</b>	<b>284 899 230,13</b>	<b>0,485</b>



**Le stock d'AE restant à mandater au 31 décembre 2024 est de 284,9 M€, soit une baisse de - 19,9 % par rapport au stock constaté au CFU 2023.**

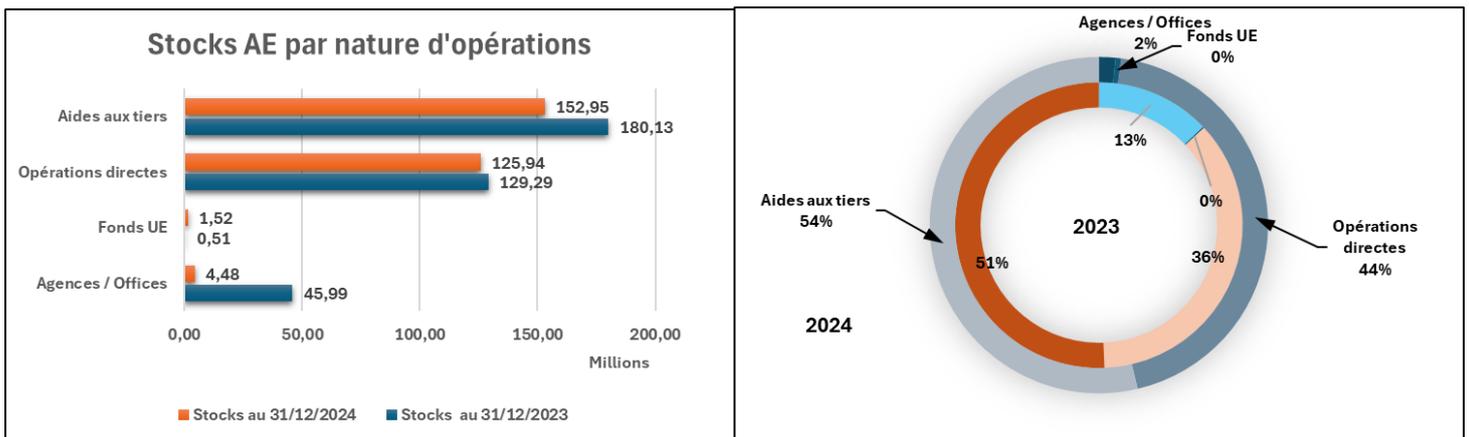
- La structure du stock d'AE

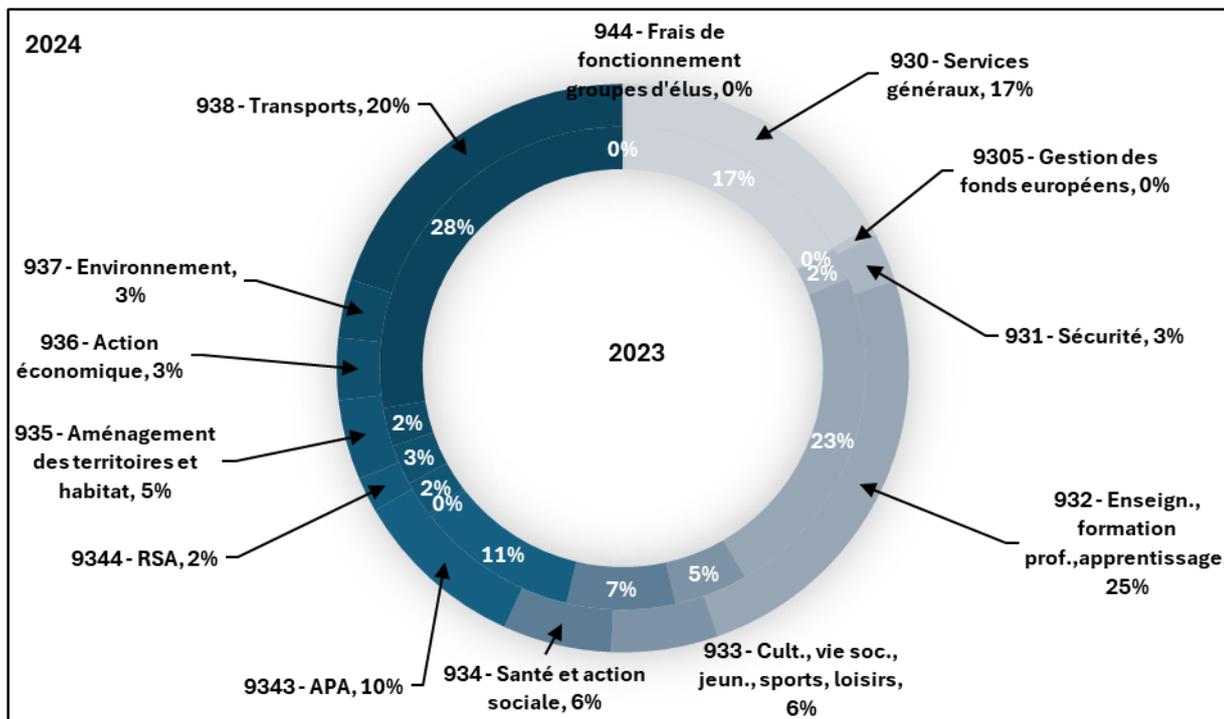
Ventilation par chapitre fonctionnel dans le tableau ci-dessous.

Chapitre	Stocks 31/12/2023	Stocks 31/12/2024	Evol N-1
930 - Services généraux	59 342 003,72	47 548 787,12	-19,87%
9305 - Gestion des fonds européens	513 360,11	1 523 979,08	196,86%
931 - Sécurité	7 675 501,86	8 005 320,24	4,30%
932 - Enseign., formation prof., apprentissage	80 592 639,81	69 989 543,43	-13,16%
933 - Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	17 438 754,78	17 198 671,27	-1,38%
934 - Santé et action sociale	25 637 930,39	17 520 466,52	-31,66%
9343 - APA	38 096 935,07	28 117 971,61	-26,19%
9344 - RSA	986 447,87	5 608 846,85	468,59%
935 - Aménagement des territoires et habitat	8 479 373,86	13 028 202,37	53,65%
936 - Action économique	9 530 806,61	10 009 809,57	5,03%
937 - Environnement	9 168 951,61	9 480 625,67	3,40%
938 - Transports	98 398 587,15	56 766 456,95	-42,31%
944 - Frais de fonctionnement groupes d'élus	58 237,02	100 549,45	72,66%
950/952		-	
<b>TOTAL</b>	<b>355 919 529,86</b>	<b>284 899 230,13</b>	<b>-19,95%</b>

Ventilation par structure d'opérations.

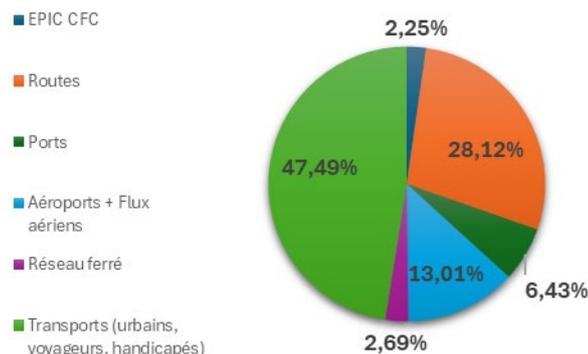
Nature d'opérations	Stocks au 31/12/2023	Stocks au 31/12/2024	Evol N-1
Agences / Offices	45,99	4,48	-90,25%
Fonds UE	0,51	1,52	196,86%
Opérations directes	129,29	125,94	-2,59%
Aides aux tiers	180,13	152,95	-15,09%
<b>Total général</b>	<b>355,9</b>	<b>284,9</b>	<b>-19,95%</b>



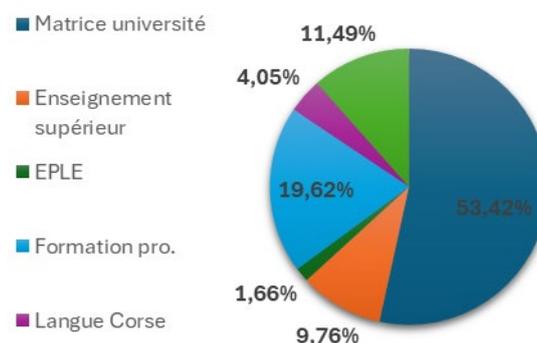


Les principaux stocks se trouvent sur la politique transports et enseignement, dans le détail ci-après :

Transports :



Enseignement, formation professionnelle, apprentissage



- **Le ratio de couverture**

Ce ratio exprime le nombre d'années nécessaires à la consommation totale, à rythme d'exécution constant du stock d'AE affecté.

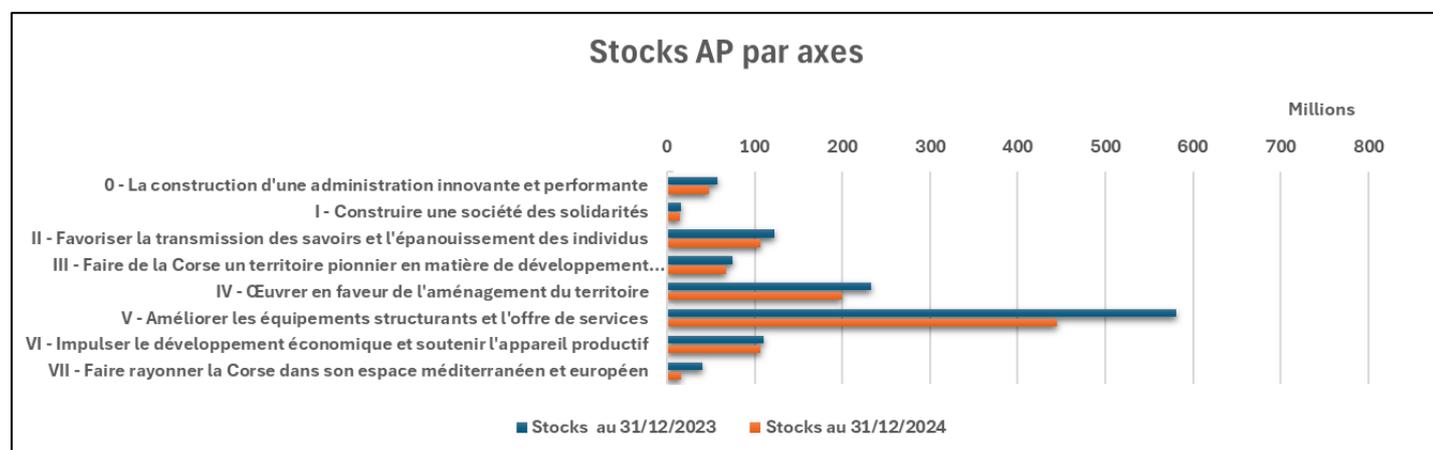
En considérant le stock d'AE 2024 et les consommations de crédits de paiements de fonctionnement (CPF) annuels, ce ratio au 31 décembre est de 0,48 année.

## 2. Le bilan des autorisations de programme

Le tableau présenté ci-dessous est une adaptation de l'annexe AE/AP réglementaire de la nomenclature M57 présente dans les annexes du compte financier unique 2023. Un bilan de la gestion pluriannuelle de la collectivité doit être présenté à l'occasion de l'approbation du CFU. Ce bilan s'appuie sur les annexes réglementaires prévues dans le cadre comptable et budgétaire.

En 2024, le montant des AP ouvertes et disponibles en investissement pour affectation et mandatement s'élevait à 343 987 990,10 €. Ces AP ont été affectées à hauteur de 247 633 667,66 €.

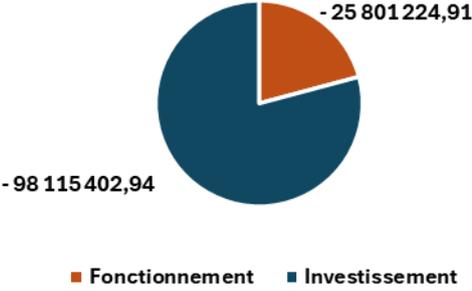
Libellé	AP Votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP non affectées annulées (3)	Stock AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4)-(5)	Ratio de couverture
0 - La construction d'une administration innovante et performante	18 480 000,00	57 292 358,49	9 276 000,00	8 280 533,32	58 287 825,17	10 351 631,53	47 936 193,64	4,63
I - Construire une société des solidarités	3 780 000,00	15 632 718,58	3 202 353,44	227 780,78	18 607 291,24	3 812 411,41	14 794 879,83	3,88
II - Favoriser la transmission des savoirs et l'épanouissement des individus	36 277 685,00	123 032 198,03	32 977 594,43	5 662 668,14	150 347 124,32	43 522 340,58	106 824 783,74	2,45
III - Faire de la Corse un territoire pionnier en matière de développement durable et de respect de l'environnement	23 175 120,00	75 257 788,39	21 118 193,67	8 693 969,49	87 682 012,57	20 538 750,97	67 143 261,60	3,27
IV - Œuvrer en faveur de l'aménagement du territoire	85 951 385,10	233 433 132,15	78 954 225,17	30 203 099,33	282 184 257,99	82 912 135,01	199 272 122,98	2,40
V - Améliorer les équipements structurants et l'offre de services	110 320 000,00	580 706 029,49	53 563 000,00	73 318 363,63	560 950 665,86	115 899 700,25	445 050 965,61	3,84
VI - Impulser le développement économique et soutenir l'appareil productif	51 003 800,00	110 313 433,06	45 927 333,85	11 045 535,71	145 195 231,20	38 397 250,63	106 797 980,57	2,78
VII - Faire rayonner la Corse dans son espace méditerranéen et européen	15 000 000,00	40 993 975,17	2 614 967,10	2 994 320,64	40 614 621,63	24 427 726,17	16 186 895,46	0,66
<b>TOTAL</b>	<b>343 987 990,10</b>	<b>1 236 661 633,36</b>	<b>247 633 667,66</b>	<b>140 426 271,04</b>	<b>1 343 869 029,98</b>	<b>339 861 946,55</b>	<b>1 004 007 083,43</b>	<b>2,95</b>



**Le stock d'AP restant à mandater au 31 décembre 2024 est de 1 004,007 M€, en baisse de - 18,8 % par rapport à 2023.**

Il convient également de noter que la Collectivité procède à une décision modificative technique dite « de gel » en fin d'exercice. Le montant des autorisations annulées par cette DM est pour l'exercice 2024 de - 123 916 627,85 €, réparties comme suit

# DM de gel 2024



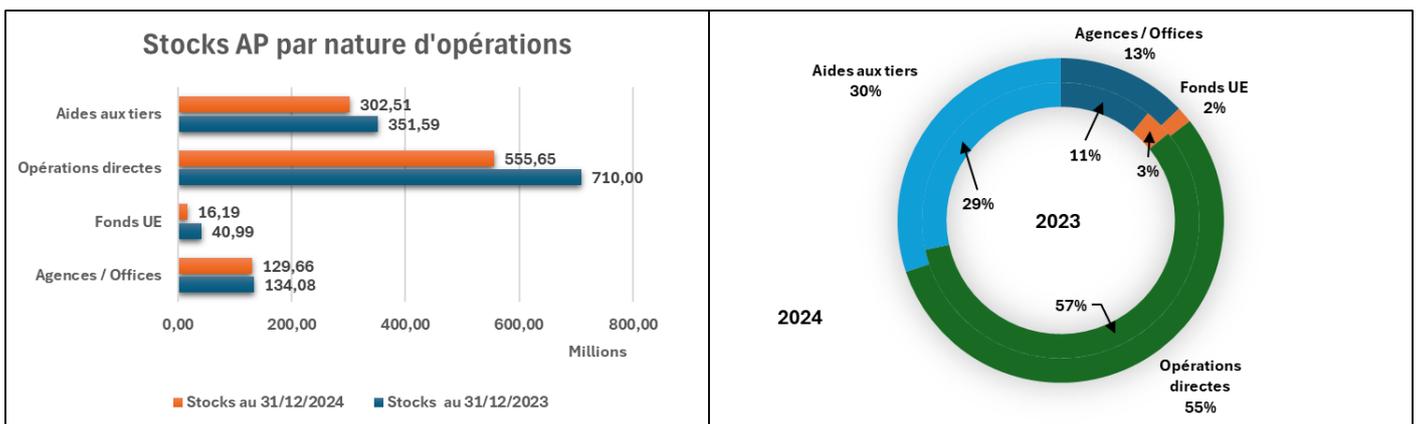
- La structure du stock d'AP

Ventilation par chapitre fonctionnel.

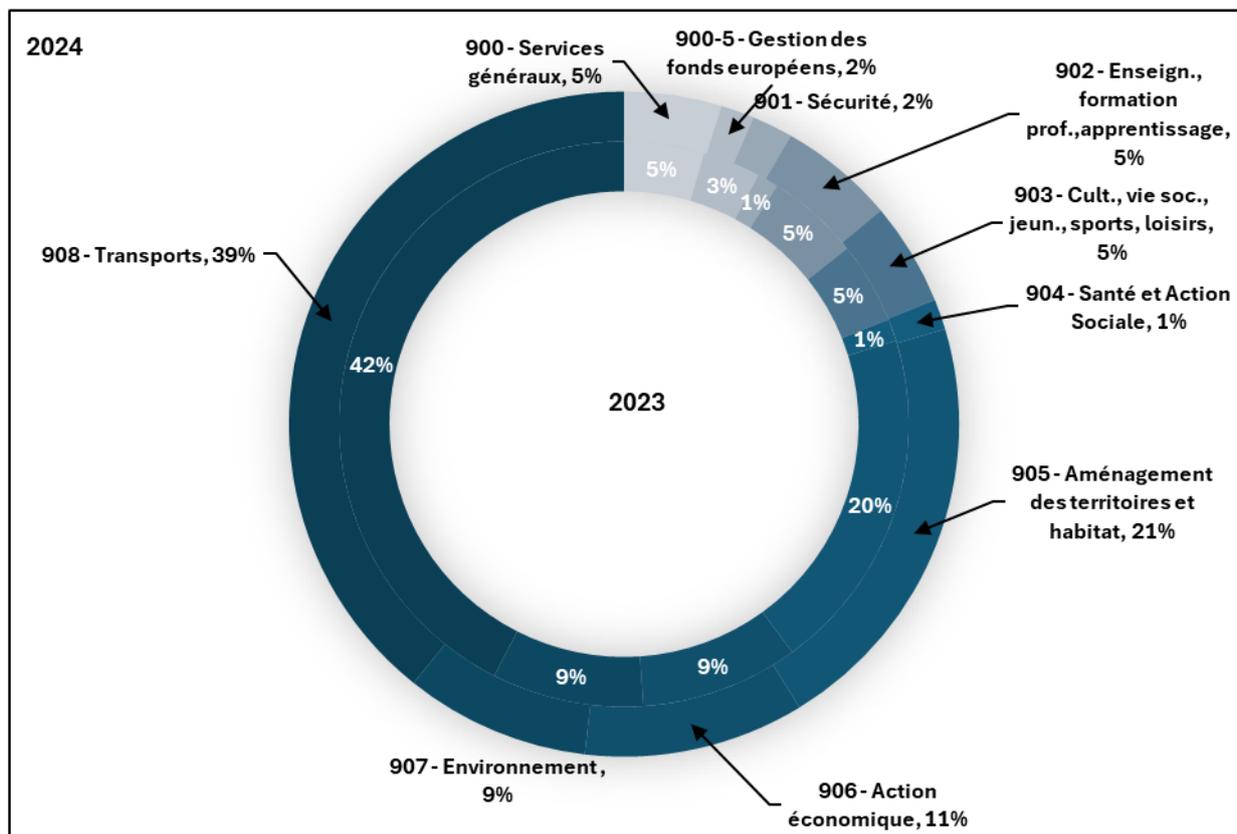
Chapitre	Stocks 31/12/2023	Stocks 31/12/2024	Evol N-1
900 - Services généraux	56 455 353,41	47 153 467,58	-16,48%
900-5 - Gestion des fonds européens	40 439 929,43	16 186 895,46	-59,97%
901 - Sécurité	14 848 895,62	19 913 178,15	34,11%
902 - Enseign., formation prof., apprentissage	65 421 336,95	56 288 250,41	-13,96%
903 - Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	57 412 669,62	50 315 163,39	-12,36%
904 - Santé et Action Sociale	15 632 718,58	14 794 879,83	-5,36%
905 - Aménagement des territoires et habitat	243 812 391,84	209 330 924,38	-14,14%
906 - Action économique	110 910 381,65	106 840 883,42	-3,67%
907 - Environnement	106 522 004,64	89 669 882,76	-15,82%
908 - Transports	525 205 951,62	393 513 558,05	-25,07%
950	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 236 661 633,36</b>	<b>1 004 007 083,43</b>	<b>-18,81%</b>

Ventilation par nature d'opérations.

	Stocks au 31/12/2023	Stocks au 31/12/2024	Evol N-1
Agences / Offices	134,08	129,66	-3,30%
Fonds UE	40,99	16,19	-60,51%
Opérations directes	710,00	555,65	-21,74%
Aides aux tiers	351,59	302,51	-13,96%
<b>TOTAL</b>	<b>1 236,66</b>	<b>1 004,01</b>	<b>-18,81%</b>

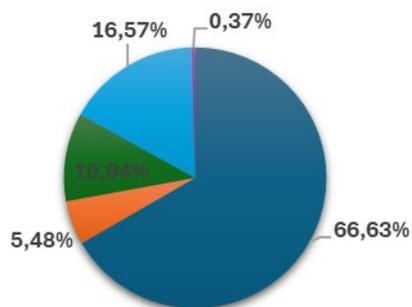


Sur le graphique ci-dessous, nous retrouvons les évolutions du stock par chapitre fonctionnel :



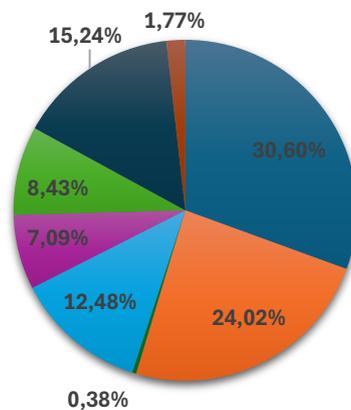
Transports :

- Routes
- Ports
- Aéroports
- Réseau ferré
- Transports



Aménagement des territoires

- Dotations communes
- Haut débit
- SDE
- Comité de massif
- Fonds de territorialisation
- Fonds de solidarité territorial
- Habitat
- Autres



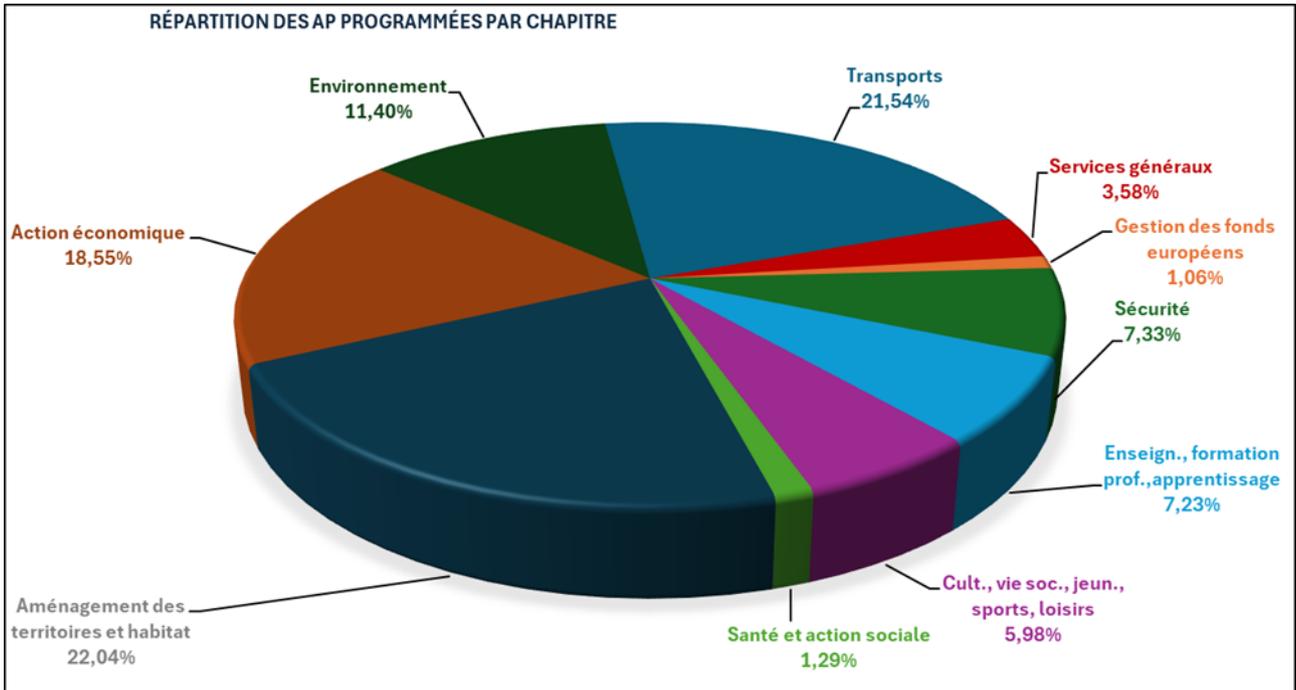
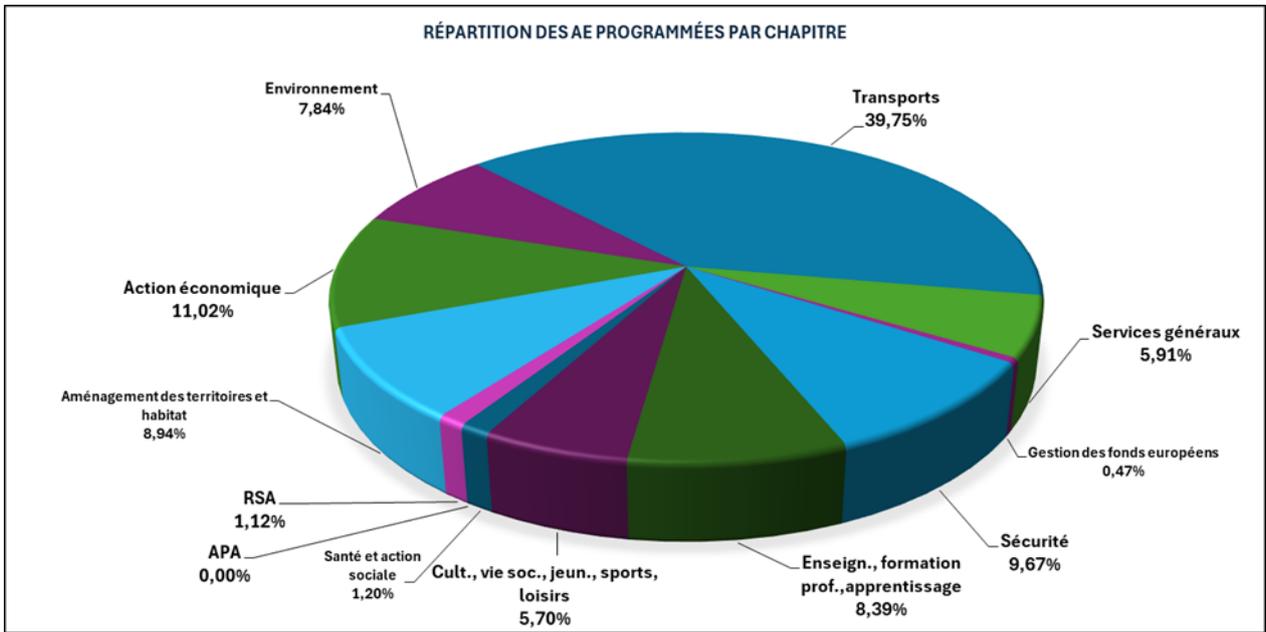
- **Le ratio de couverture**

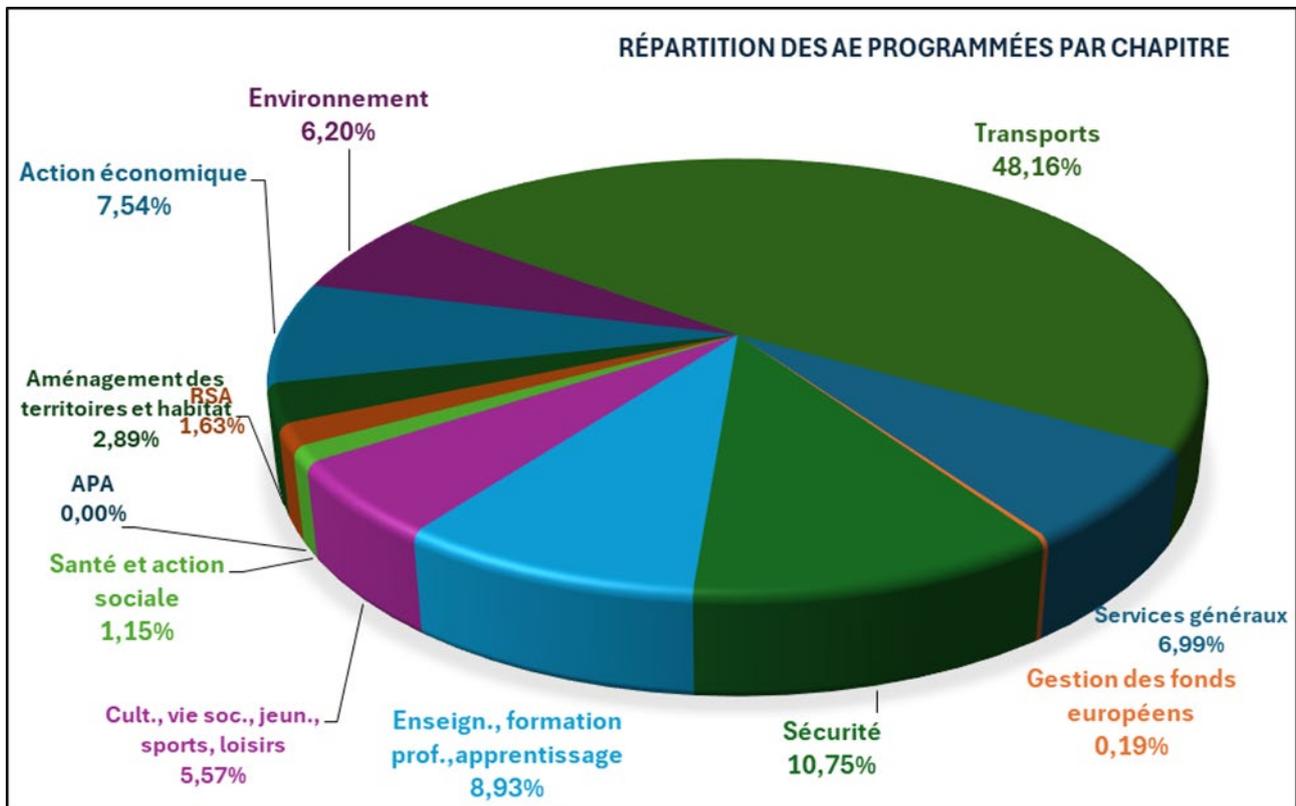
Il exprime le nombre d'années nécessaires à la consommation totale, à rythme d'exécution constant du stock d'AP affecté.

En considérant le stock d'AP 2024 et les consommations de crédits de paiement d'investissement (CPI) annuels, le ratio de couverture au 31 décembre 2024 est de 2,95 années.

### 3. Tableau synthétique des autorisations pluriannuelles

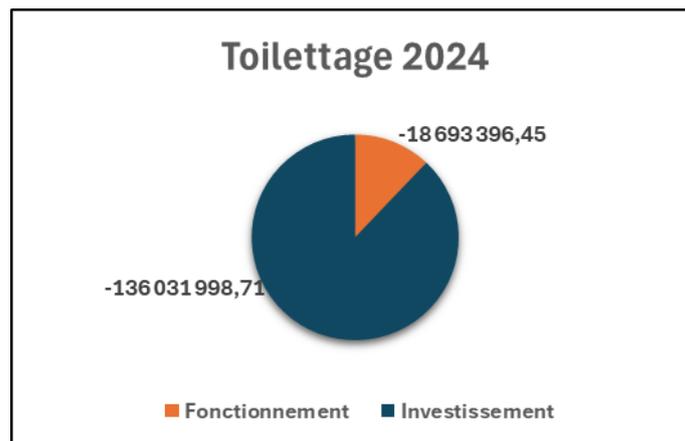
La programmation des AP/AE par chapitre fonctionnel				
	Autorisations votées en 2024	Autorisations programmées en 2024	Taux de réalisation	
<b>Services généraux</b>	<b>51 248 155,00</b>	<b>46 364 474,27</b>	<b>90,47%</b>	
Fonctionnement	38 418 155,00	37 488 474,27	97,58%	
Investissement	12 830 000,00	8 876 000,00	69,18%	
<b>Gestion des fonds européens</b>	<b>16 200 000,00</b>	<b>3 659 933,18</b>	<b>22,59%</b>	
Fonctionnement	1 200 000,00	1 044 966,08	87,08%	
Investissement	15 000 000,00	2 614 967,10	17,43%	
<b>Sécurité</b>	<b>74 832 539,00</b>	<b>75 806 947,00</b>	<b>101,30%</b>	
Fonctionnement	57 645 187,00	57 645 187,00	100,00%	
Investissement	17 187 352,00	18 161 760,00	105,67%	
<b>Enseign., formation prof., apprentissage</b>	<b>73 200 000,00</b>	<b>65 796 380,18</b>	<b>89,89%</b>	
Fonctionnement	53 200 000,00	47 890 870,08	90,02%	
Investissement	20 000 000,00	17 905 510,10	89,53%	
<b>Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs</b>	<b>46 932 685,00</b>	<b>44 662 597,31</b>	<b>95,16%</b>	
Fonctionnement	30 955 000,00	29 854 497,58	96,44%	
Investissement	15 977 685,00	14 808 099,73	92,68%	
<b>Santé et action sociale</b>	<b>14 723 400,00</b>	<b>9 388 693,74</b>	<b>63,77%</b>	
Fonctionnement	10 943 400,00	6 186 340,30	56,53%	
Investissement	3 780 000,00	3 202 353,44	84,72%	
<b>APA</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>#DIV/0!</b>	
Fonctionnement	-	-	#DIV/0!	
<b>RSA</b>	<b>9 245 299,00</b>	<b>8 747 571,05</b>	<b>94,62%</b>	
Fonctionnement	9 245 299,00	8 747 571,05	94,62%	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>83 455 994,10</b>	<b>70 076 036,65</b>	<b>83,97%</b>	
Fonctionnement	20 471 961,00	15 509 660,24	75,76%	
Investissement	62 984 033,10	54 566 376,41	86,64%	
<b>Action économique</b>	<b>91 716 464,00</b>	<b>86 371 969,74</b>	<b>94,17%</b>	
Fonctionnement	40 662 664,00	40 444 635,89	99,46%	
Investissement	51 053 800,00	45 927 333,85	89,96%	
<b>Environnement</b>	<b>63 855 238,00</b>	<b>61 464 773,23</b>	<b>96,26%</b>	
Fonctionnement	33 680 118,00	33 236 506,20	98,68%	
Investissement	30 175 120,00	28 228 267,03	93,55%	
<b>Transports</b>	<b>368 824 159,00</b>	<b>311 667 159,00</b>	<b>84,50%</b>	
Fonctionnement	258 824 159,00	258 324 159,00	99,81%	
Investissement	110 000 000,00	53 343 000,00	48,49%	
<b>Dépenses totales</b>	<b>904 309 533,10</b>	<b>784 082 135,35</b>	<b>86,71%</b>	
Fonctionnement	560 321 543,00	536 448 467,69	95,74%	
Investissement	343 987 990,10	247 633 667,66	71,99%	





#### 4. Le bilan de la décision de toilettage effectuée en 2024

Pour rappel, un premier toilettage a été effectué lors du budget supplémentaire 2024, et un second a été réalisé en décembre 2024. Ces deux délibérations ont permis l'annulation de **154 725 395,16 €** d'autorisations, réparties comme suit :

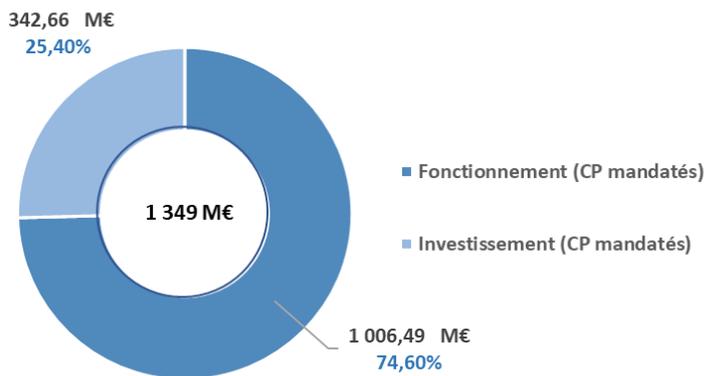


## PARTIE 4 : PRESENTATION PAR CHAPITRE FONCTIONNEL

La présente partie propose une photographie des consommations de crédits de paiement et des affectations par chapitre fonctionnel. Le rapport d'activité pour 2024 de la Collectivité de Corse détaille les politiques et leurs principales actions.

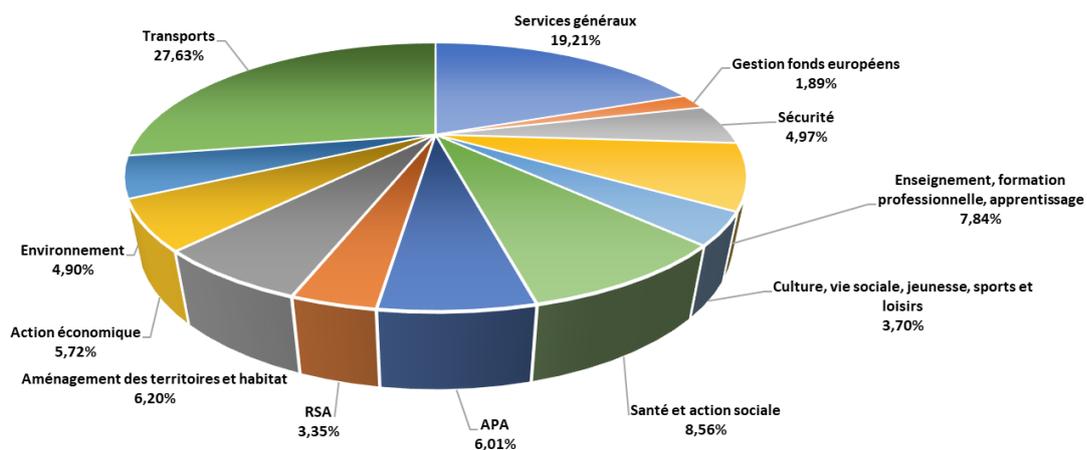
Présentation des volumes de crédits mandatés par chapitre fonctionnel				
	Somme de Mt Voté CP N-1	CP votés en 2024	CP mandatés en 2024	Taux de réalisation
<b>930-900- Services généraux</b>	<b>254 059 444,00</b>	<b>261 371 714,08</b>	<b>259 232 689,96</b>	<b>99,18%</b>
Fonctionnement	242 275 944,00	250 696 781,08	249 156 437,45	99,39%
Investissement	11 783 500,00	10 674 933,00	10 076 252,51	94,39%
<b>9305-9005- Gestion des fonds européens</b>	<b>31 280 000,00</b>	<b>26 080 000,00</b>	<b>25 499 092,22</b>	<b>97,77%</b>
Fonctionnement	230 000,00	480 000,00	386 803,22	80,58%
Investissement	31 050 000,00	25 600 000,00	25 112 289,00	98,09%
<b>931-901- Sécurité</b>	<b>72 233 340,00</b>	<b>67 190 629,57</b>	<b>67 101 770,27</b>	<b>99,87%</b>
Fonctionnement	55 889 340,00	56 827 187,00	56 776 195,04	99,91%
Investissement	16 344 000,00	10 363 442,57	10 325 575,23	99,63%
<b>932-902- Enseignement, formation professionnelle et apprentiss</b>	<b>107 360 487,00</b>	<b>106 338 142,27</b>	<b>105 808 955,33</b>	<b>99,50%</b>
Fonctionnement	84 335 487,00	82 983 054,00	82 484 052,57	99,40%
Investissement	23 025 000,00	23 355 088,27	23 324 902,76	99,87%
<b>933-903- Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs</b>	<b>46 113 000,00</b>	<b>50 119 473,86</b>	<b>49 861 302,42</b>	<b>99,48%</b>
Fonctionnement	27 148 000,00	29 909 134,00	29 683 507,13	99,25%
Investissement	18 965 000,00	20 210 339,86	20 177 795,29	99,84%
<b>934-904- Santé et action sociale</b>	<b>107 509 831,82</b>	<b>115 867 459,97</b>	<b>115 534 413,02</b>	<b>99,71%</b>
Fonctionnement	106 232 831,82	112 052 514,00	111 722 001,61	99,71%
Investissement	1 277 000,00	3 814 945,97	3 812 411,41	99,93%
<b>9343- APA</b>	<b>74 606 041,00</b>	<b>81 145 742,00</b>	<b>81 103 067,19</b>	<b>99,95%</b>
Fonctionnement	74 606 041,00	81 145 742,00	81 103 067,19	99,95%
<b>9344- RSA / Régularisations de RMI</b>	<b>45 524 664,00</b>	<b>45 352 744,00</b>	<b>45 186 476,98</b>	<b>99,63%</b>
Fonctionnement	45 524 664,00	45 352 744,00	45 186 476,98	99,63%
<b>935-905- Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>81 451 485,00</b>	<b>83 938 655,91</b>	<b>83 711 093,51</b>	<b>99,73%</b>
Fonctionnement	10 509 570,00	14 411 155,91	14 304 534,53	99,26%
Investissement	70 941 915,00	69 527 500,00	69 406 558,98	99,83%
<b>936-906- Action économique</b>	<b>87 884 612,37</b>	<b>77 988 117,33</b>	<b>77 234 797,20</b>	<b>99,03%</b>
Fonctionnement	40 349 712,37	39 543 949,00	38 837 306,57	98,21%
Investissement	47 534 900,00	38 444 168,33	38 397 490,63	99,88%
<b>937-907- Environnement</b>	<b>73 721 988,00</b>	<b>66 883 336,29</b>	<b>66 149 478,71</b>	<b>98,90%</b>
Fonctionnement	38 806 903,00	38 626 636,29	38 036 811,54	98,47%
Investissement	34 915 085,00	28 256 700,00	28 112 667,17	99,49%
<b>938-908- Transports</b>	<b>427 975 159,00</b>	<b>373 271 050,05</b>	<b>372 721 994,08</b>	<b>99,85%</b>
Fonctionnement	296 099 159,00	259 081 868,05	258 810 315,04	99,90%
Investissement	131 876 000,00	114 189 182,00	113 911 679,04	99,76%
<b>Total général</b>	<b>1 409 720 052,19</b>	<b>1 355 547 065,33</b>	<b>1 349 145 130,89</b>	<b>99,53%</b>
Total fonctionnement	1 022 007 652,19	1 011 110 765,33	1 006 487 508,87	99,54%
Total Investissement	387 712 400,00	344 436 300,00	342 657 622,02	99,48%

## LES DEPENSES

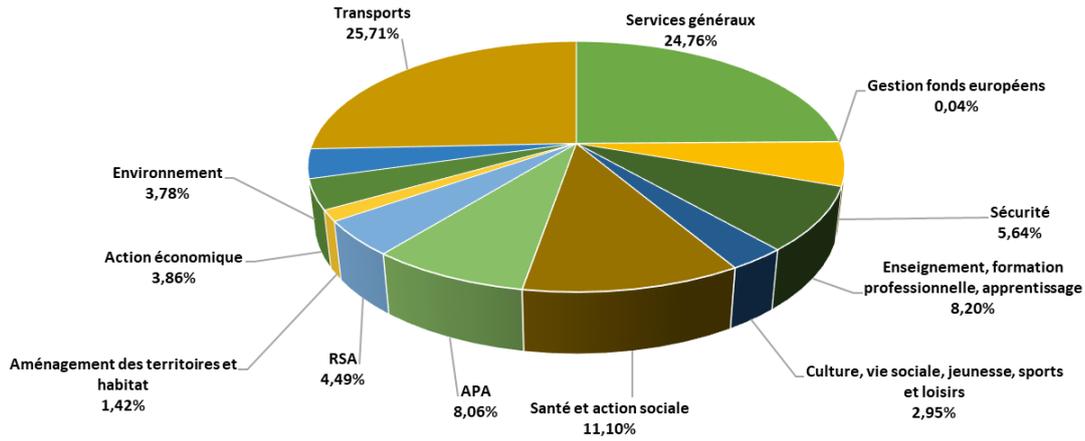


Un taux de réalisation de **100 %** en fonctionnement et de **99 %** en investissement

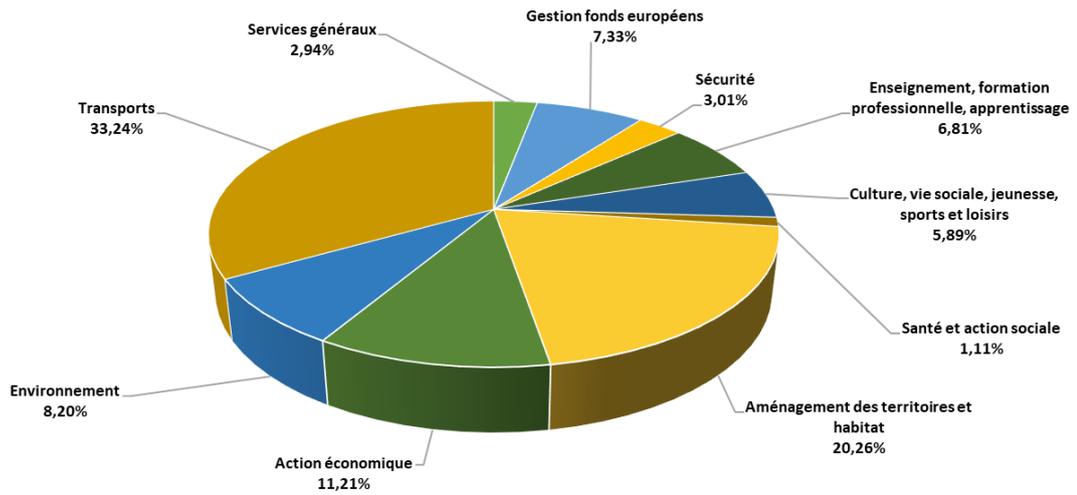
## Répartition des dépenses globales par chapitre



### Répartition des dépenses de Fonctionnement



### Répartition des dépenses d'Investissement

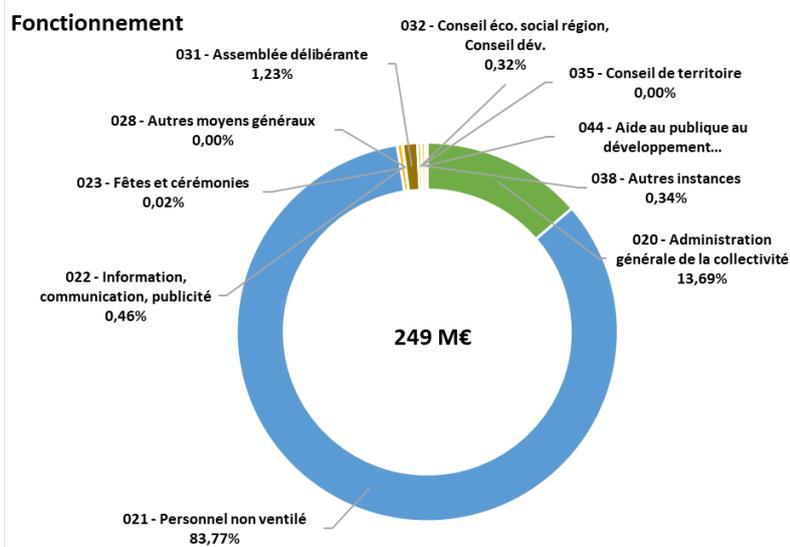


## 1 Services généraux :

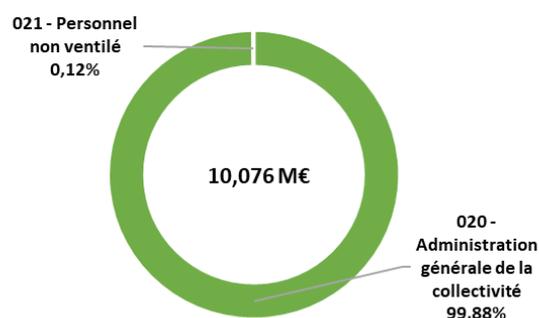
**Les chiffres clés :** 259 M€ de dépenses réalisées / 19 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 94 % en investissement et 99 % en fonctionnement / taux de programmation 70 % pour les AP et 98 % pour les AE.

81 % des crédits consommés sur ce chapitre correspondent à la rémunération d'une partie du personnel de la collectivité. Sont également imputés sur ce chapitre les frais de structure, avec notamment les dépenses d'administration générale, d'informatique et de téléphonie, le fonctionnement des instances, les travaux et la mise en sécurité des bâtiments administratifs ainsi que les frais de communication.

Services généraux	Réalisé 2024		
	Fonctionnement	Investissement	Total
020 - Administration générale de la collectivité	34 108 378,41	10 064 352,51	44 172 730,92
021 - Personnel non ventilé	208 718 398,22	11 900,00	208 730 298,22
022 - Information, communication, publicité	1 148 816,56		1 148 816,56
023 - Fêtes et cérémonies	40 857,55		40 857,55
028 - Autres moyens généraux	11,94		11,94
031 - Assemblée délibérante	3 068 859,55		3 068 859,55
032 - Conseil éco. social région, Conseil dév.	806 735,75		806 735,75
035 - Conseil de territoire	3 730,70		3 730,70
038 - Autres instances	851 707,51		851 707,51
044 - Aide au publique au développement	408 941,26		408 941,26
048 - Autres actions	0,00		0,00
<b>Total du chapitre</b>	<b>249 156 437,45</b>	<b>10 076 252,51</b>	<b>259 232 689,96</b>



### Investissement

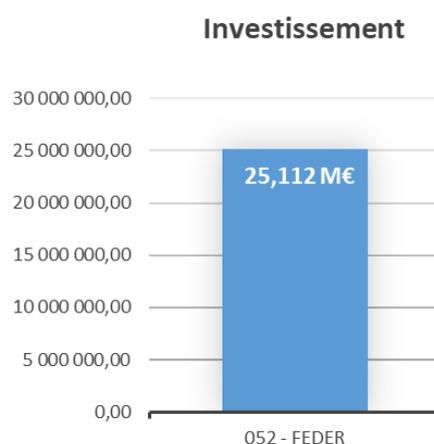
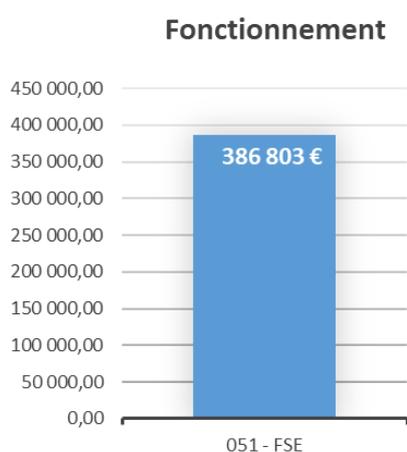


## 2. Gestion des fonds européens :

**Les chiffres clés :** 25,5 M€ de dépenses réalisées / 2 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 98 % en investissement et 81 % en fonctionnement / taux de programmation 17 % pour les AP et 87 % pour les AE.

Les dépenses d'investissement imputées sur ce chapitre ont permis le financement des demandes de subvention, au titre du Fonds européen de développement régional, portées par des bénéficiaires externes à la Collectivité de Corse.

Gestion des fonds européens		Réalisé 2024	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
051 - FSE	386 803,22		386 803,22
052 - FEDER	0,00	25 112 289,00	25 112 289,00
Total du chapitre	386 803,22	25 112 289,00	25 499 092,22



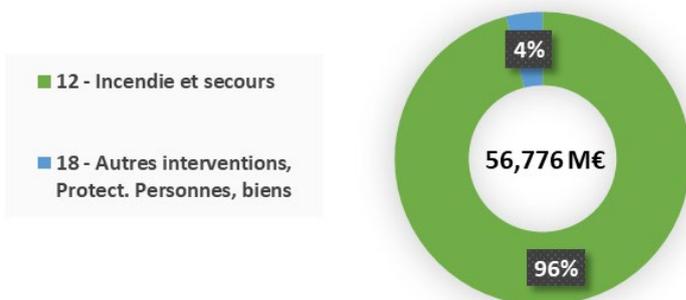
### 3. Sécurité :

**Les chiffres clés :** 67 M€ de dépenses réalisées / 5 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 100 % en investissement et 100 % en fonctionnement / taux de programmation 106 % pour les AP et 100 % pour les AE.

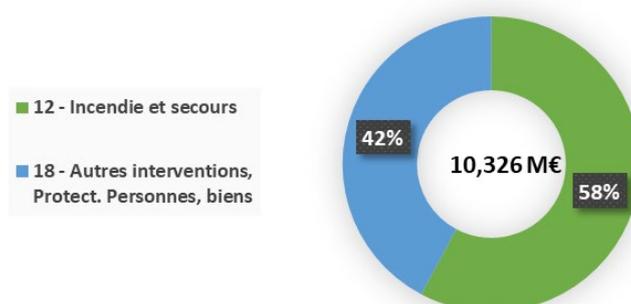
80 % des dépenses de ce chapitre représentent les dotations aux services d'incendie et de secours de Corse. Les autres dépenses concernent, dans le cadre de la prévention contre les incendies, la mise en œuvre d'actions d'aménagement, d'équipement et de surveillance des forêts.

Sécurité	Réalisé 2024		
	Fonctionnement	Investissement	Total
12 - Incendie et secours	54 510 982,42	5 969 629,36	60 480 611,78
18 - Autres interventions, Protect. Personnes, biens	2 265 212,62	4 355 945,87	6 621 158,49
<b>Total du chapitre</b>	<b>56 776 195,04</b>	<b>10 325 575,23</b>	<b>67 101 770,27</b>

#### Fonctionnement



#### Investissement



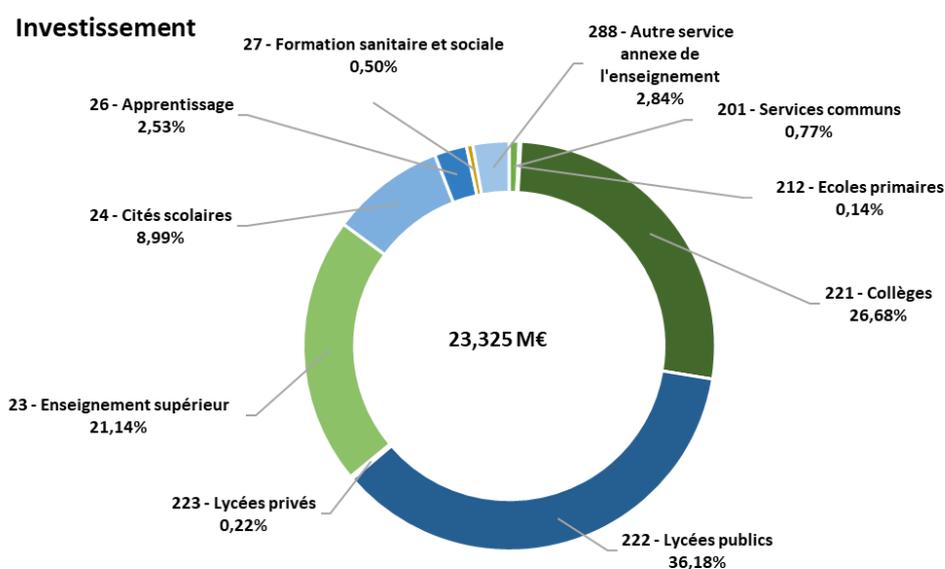
## 4. Enseignement, formation professionnelle et apprentissage :

**Les chiffres clés :** 106 M€ de dépenses réalisées / 8 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 100 % en investissement et 99 % en fonctionnement / taux de programmation 90 % pour les AP et 90 % pour les AE.

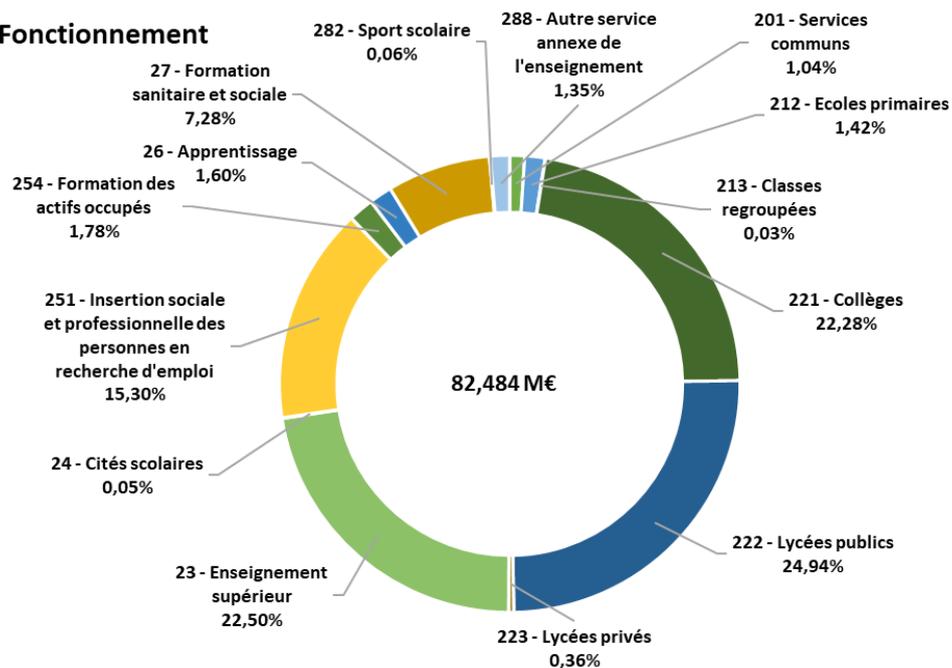
51 % des crédits de ce chapitre fonctionnel sont mobilisés au titre de l'enseignement secondaire avec notamment la rémunération des personnels ATTEE, les dotations versées aux collèges et lycées et les travaux réalisés sur les bâtiments d'enseignement.

Les deux autres postes les plus significatifs de dépenses sont constitués par l'enseignement supérieur (24 %) avec notamment les aides versées à l'Université de Corse et le financement des programmes de recherche, et par la « formation professionnelle et l'apprentissage » (20 %).

Enseignement, formation pro et apprentissage		Réalisé 2024	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
201 - Services communs	858 050,19	179 651,53	1 037 701,72
212 - Ecoles primaires	1 173 016,00	32 742,51	1 205 758,51
213 - Classes regroupées	21 000,00		21 000,00
221 - Collèges	18 381 322,07	6 222 644,61	24 603 966,68
222 - Lycées publics	20 574 962,31	8 438 869,49	29 013 831,80
223 - Lycées privés	294 044,37	52 300,00	346 344,37
23 - Enseignement supérieur	18 561 735,69	4 931 143,39	23 492 879,08
24 - Cités scolaires	41 021,24	2 096 791,95	2 137 813,19
251 - Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi	12 619 462,36		12 619 462,36
254 - Formation des actifs occupés	1 468 224,96		1 468 224,96
26 - Apprentissage	1 322 364,22	591 207,83	1 913 572,05
27 - Formation sanitaire et sociale	6 003 077,09	116 927,00	6 120 004,09
282 - Sport scolaire	50 000,00		
288 - Autre service annexe de l'enseignement	1 115 772,07	662 624,45	1 778 396,52
<b>Total du chapitre</b>	<b>82 484 052,57</b>	<b>23 324 902,76</b>	<b>105 758 955,33</b>



## Fonctionnement



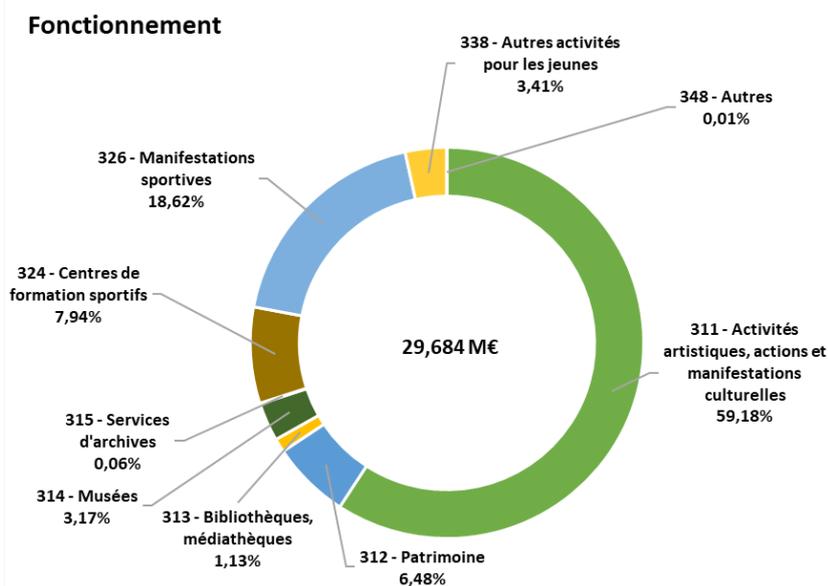
## 5. Culture, vie sociale, jeunesse et sport :

**Les chiffres clés :** 50 M€ de dépenses réalisées / 4 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 100 % en investissement et 99 % en fonctionnement / taux de programmation 93 % pour les AP et 96 % pour les AE.

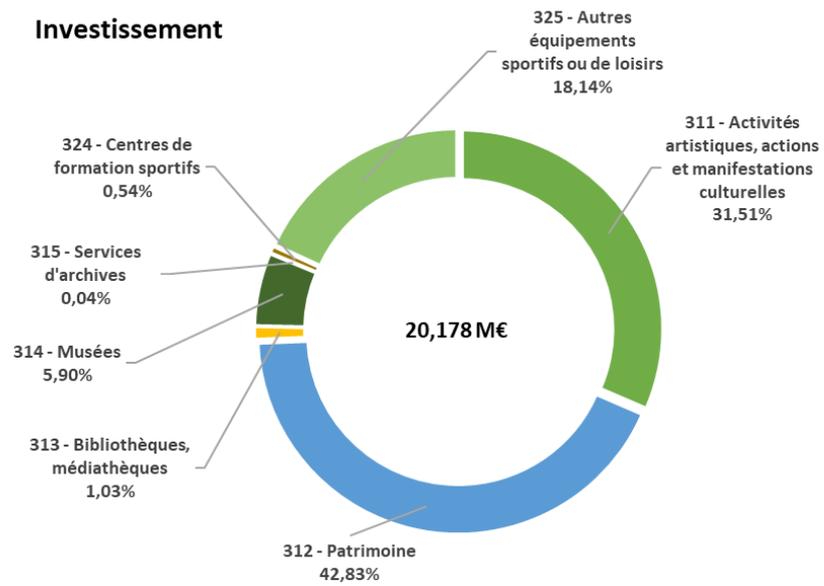
48 % des crédits consommés au sein de ce chapitre sont en faveur du secteur culturel.

En 2024, le volume de dépenses consacrées aux actions en faveur du patrimoine et des musées représente près de 27 % et celui du sport environ 23 % des dépenses de ce chapitre.

Culture, vie sociale, jeunesse et sport		Réalisé 2024	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
311 - Activités artistiques, actions et manifestations culturelles	17 565 402,53	6 358 653,53	23 924 056,06
312 - Patrimoine	1 923 861,07	8 642 699,10	10 566 560,17
313 - Bibliothèques, médiathèques	334 641,58	207 981,10	542 622,68
314 - Musées	940 320,48	1 191 382,59	2 131 703,07
315 - Services d'archives	19 055,88	8 067,74	27 123,62
324 - Centres de formation sportifs	2 357 200,00	109 734,93	2 466 934,93
325 - Autres équipements sportifs ou de loisirs		3 659 276,30	3 659 276,30
326 - Manifestations sportives	5 527 798,78		5 527 798,78
338 - Autres activités pour les jeunes	1 011 818,97		1 011 818,97
348 - Autres	3 407,84		3 407,84
<b>Total du chapitre</b>	<b>29 683 507,13</b>	<b>20 177 795,29</b>	<b>49 861 302,42</b>



## Investissement



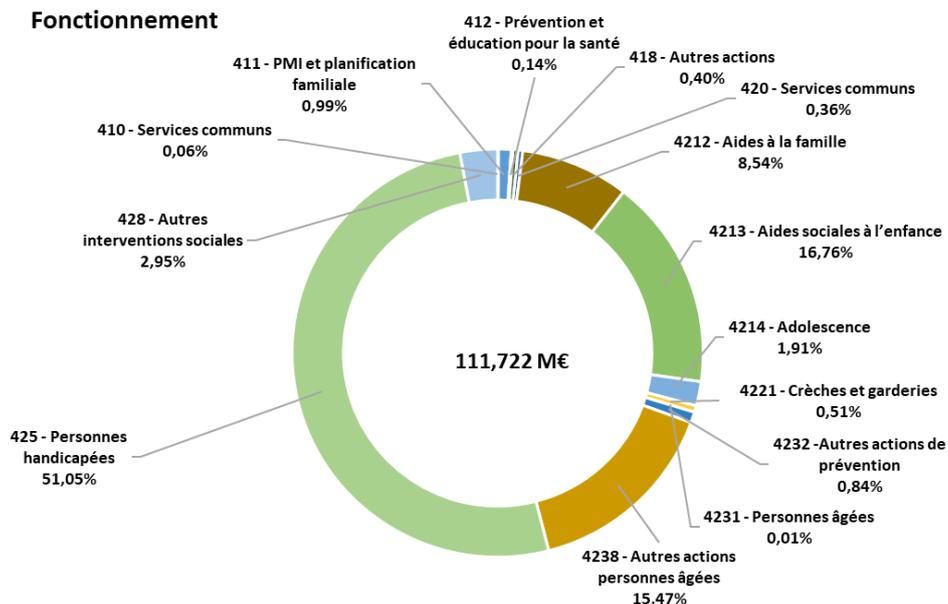
## 6. Santé et action sociale (hors APA et RSA) :

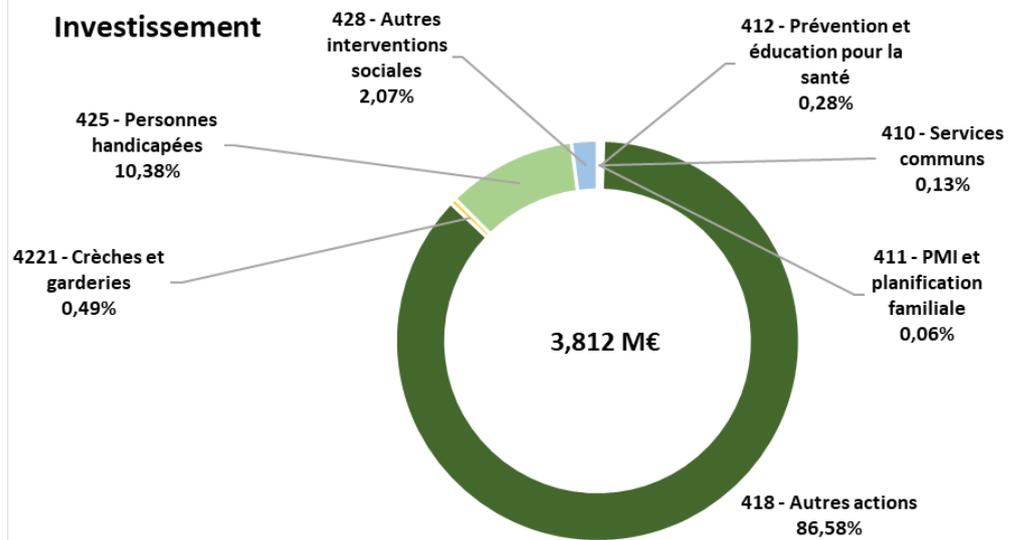
**Les chiffres clés :** 115,5 M€ de dépenses réalisées / 9 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 100 % en investissement et 100 % en fonctionnement / taux de programmation 85 % pour les AP et 57 % pour les AE.

Sur ce chapitre fonctionnel, les crédits mobilisés autour des politiques d'actions sanitaire et sociale s'orientent notamment vers :

- les personnes en situation de handicap (57 M€) soit 50 %,
- l'aide Sociale à l'Enfance (ASE), la Protection Maternelle et Infantile (PMI) et le soutien aux familles en difficultés financières avec une mobilisation de 31 M€ soit 26 %,
- les aides aux Personnes Agées avec une mobilisation de 17 M€ soit 15 %.

Santé et action sociale (hors APA et RSA)		Réalisé 2024	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
410 - Services communs	72 003,24	5 128,44	77 131,68
411 - PMI et planification familiale	1 110 375,06	2 329,94	1 112 705,00
412 - Prévention et éducation pour la santé	152 562,58	10 736,70	163 299,28
418 - Autres actions	444 349,62	3 300 598,08	3 744 947,70
420 - Services communs	404 870,36		404 870,36
4212 - Aides à la famille	9 539 912,82		9 539 912,82
4213 - Aides sociales à l'enfance	18 719 835,74		18 719 835,74
4214 - Adolescence	2 138 838,87		2 138 838,87
4221 - Crèches et garderies	567 744,15	18 790,54	586 534,69
4231 - Personnes âgées	16 145,92		16 145,92
4232 - Autres actions de prévention	943 498,95		943 498,95
4238 - Autres actions personnes âgées	17 284 484,73		17 284 484,73
425 - Personnes handicapées	57 029 996,30	395 743,15	57 425 739,45
428 - Autres interventions sociales	3 297 383,27	79 084,56	3 376 467,83
<b>Total du chapitre</b>	<b>111 722 001,61</b>	<b>3 812 411,41</b>	<b>115 534 413,02</b>



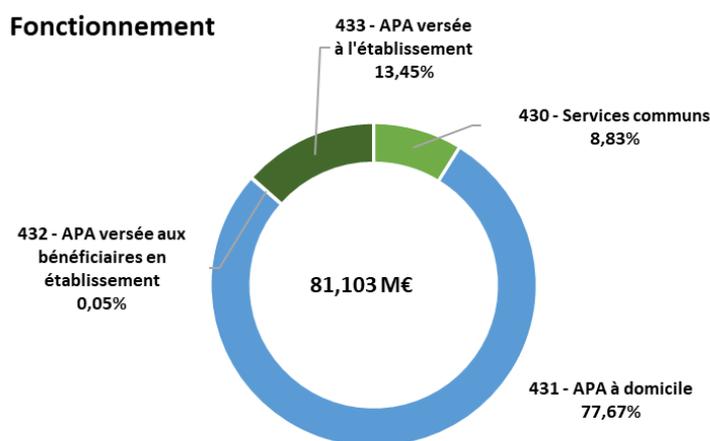


## 7. APA :

**Les chiffres clés :** 81 M€ de dépenses réalisées / 6 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 100 % en fonctionnement.

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) a vocation à prendre en charge les dépenses nécessaires au maintien des bénéficiaires à leur domicile (63 M€), ou à régler une partie du tarif dépendance des établissements médico-sociaux au sein desquels sont hébergés les bénéficiaires (11 M€).

APA	Réalisé	2024
Fonction	Fonctionnement	Total
430 - Services communs	7 159 268,66	7 159 268,66
431 - APA à domicile	62 990 544,51	62 990 544,51
432 - APA versée aux bénéficiaires en établissement	41 138,59	41 138,59
433 - APA versée à l'établissement	10 912 115,43	10 912 115,43
Total du chapitre	<b>81 103 067,19</b>	<b>81 103 067,19</b>



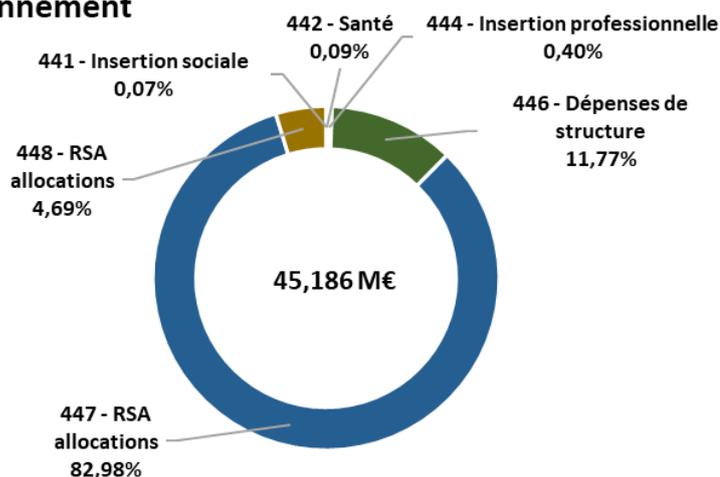
## 8. RSA :

**Les chiffres clés :** 45 M€ de dépenses réalisées / 3 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 100 % en fonctionnement / taux de programmation 95 % pour les AE.

Les dépenses rattachées à ce chapitre concernent les prestations légales d'aide sociale et la gestion du Revenu de Solidarité Active (RSA) dont le montant est fixé au niveau national.

RSA	Réalisé	2024
Fonction	Fonctionnement	Total
441 - Insertion sociale	32 025,24	32 025,24
442 - Santé	40 597,19	40 597,19
444 - Insertion professionnelle	179 081,80	179 081,80
446 - Dépenses de structure	5 316 220,64	5 316 220,64
447 - RSA allocations	37 497 163,17	37 497 163,17
448 - RSA allocations	2 121 388,94	2 121 388,94
<b>Total du chapitre</b>	<b>45 186 476,98</b>	<b>45 186 476,98</b>

### Fonctionnement



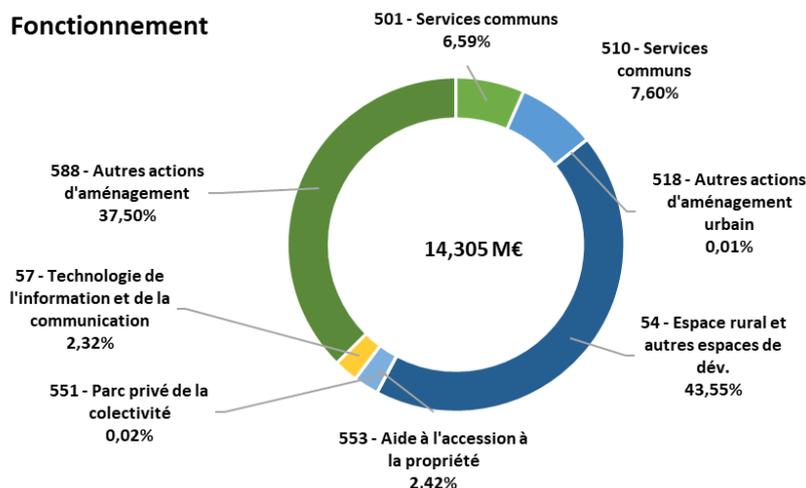
## 9. Aménagement des territoires et habitat :

**Les chiffres clés :** 84 M€ de dépenses réalisées / 6 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 100 % en investissement et 99 % en fonctionnement / taux de programmation 87 % pour les AP et 76 % pour les AE.

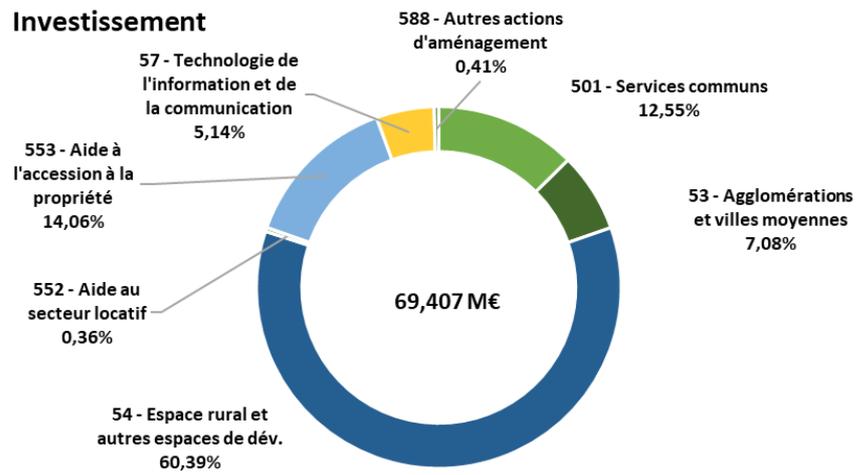
Les dépenses effectuées au titre de la politique d'aménagement des territoires et de l'habitat concernent principalement :

- le dispositif d'aides aux communes et structures intercommunales au travers notamment de la dotation quinquennale (34 M€) soit 41 % ;
- la politique conduite en faveur de l'habitat et du logement (10 M€) soit 12 % ;
- les opérations dédiées aux réseaux de hauts et de très hauts débits, à la téléphonie mobile et à l'inclusion numérique des territoires (4 M€) soit 5 % ;
- la dotation de fonctionnement propre de l'Agence d'Urbanisme et d'Energie de la Corse de près de 4,6 M€ soit 6 %.

Aménagement des territoires		Réalisé 2024	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
501 - Services communs	942 213,12	8 711 655,47	9 653 868,59
510 - Services communs	1 087 319,23		1 087 319,23
518 - Autres actions d'aménagement urbain	1 159,00		1 159,00
53 - Agglomérations et villes moyennes		4 916 267,60	4 916 267,60
54 - Espace rural et autres espaces de dév.	6 229 363,07	41 915 835,05	48 145 198,12
551 - Parc privé de la collectivité	2 907,00		2 907,00
552 - Aide au secteur locatif		253 235,00	253 235,00
553 - Aide à l'accession à la propriété	346 846,35	9 760 931,41	10 107 777,76
57 - Technologie de l'information et de la communication	331 168,50	3 566 189,85	3 897 358,35
588 - Autres actions d'aménagement	5 363 558,26	282 444,60	5 646 002,86
<b>Total du chapitre</b>	<b>14 304 534,53</b>	<b>69 406 558,98</b>	<b>83 711 093,51</b>



## Investissement



## 10. Action économique :

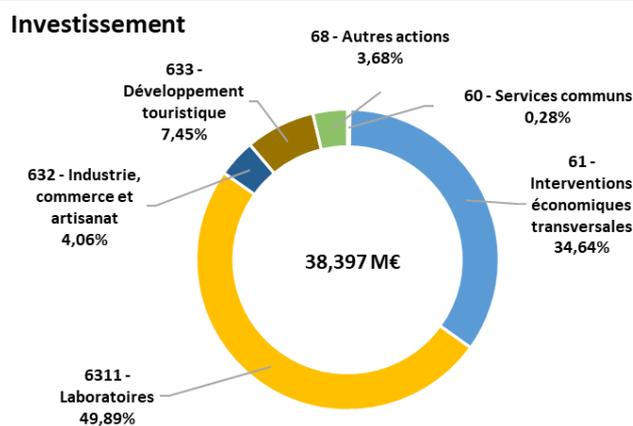
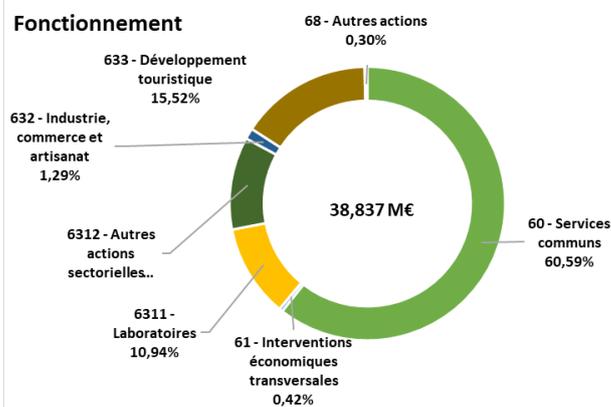
**Les chiffres clés :** 77 M€ de dépenses réalisées / 6 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 99 % en investissement et 98 % en fonctionnement / taux de programmation 90 % pour les AP et 99 % pour les AE.

La mise en œuvre des politiques conduites en matière d'action économique est confiée en quasi-totalité aux satellites de la collectivité que sont l'Office de Développement Agricole et Rural de la Corse (ODARC), l'Agence du Tourisme de la Corse (ATC) et l'Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC).

En 2024, Les crédits mobilisés sur ce chapitre fonctionnel sont répartis de la manière suivante :

- ODARC : 30 M€ ;
- ADEC : 22 M€ ;
- ATC : 16 M€ ;
- Subvention d'équilibre aux budgets annexes des Laboratoires d'analyse : 4,250 M€ ;
- SMAC : 3,5 M€ ;
- Actions en faveur de la forêt : 1,7 M€.

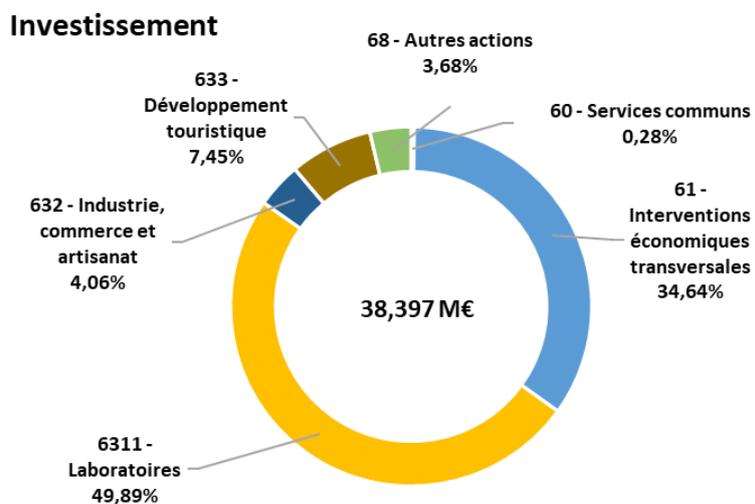
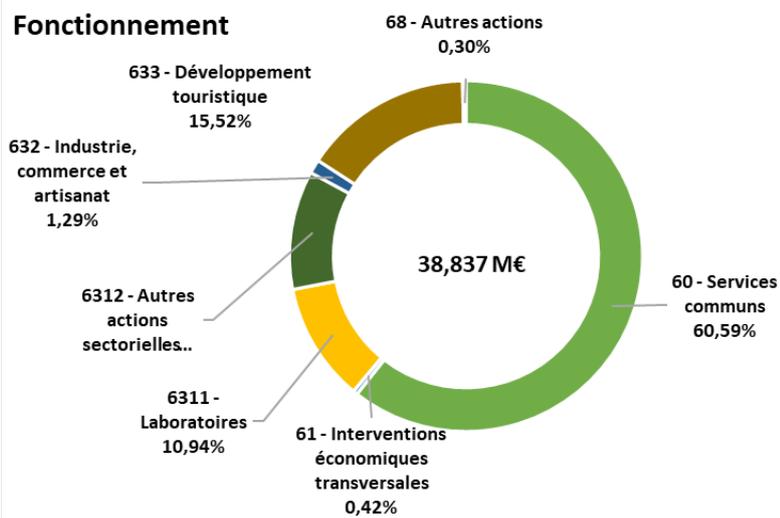
Action économique		Réalisé 2024	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
60 - Services communs	23 531 550,00	107 146,09	23 638 696,09
61 - Interventions économiques transversales	162 000,00	13 299 469,14	13 461 469,14
6311 - Laboratoires	4 250 533,23	19 156 748,22	23 407 281,45
6312 - Autres actions sectorielles	4 250 480,34		4 250 480,34
632 - Industrie, commerce et artisanat	500 000,00	1 559 289,10	2 059 289,10
633 - Développement touristique	6 027 777,00	2 861 001,68	8 888 778,68
68 - Autres actions	114 966,00	1 413 836,40	1 528 802,40
<b>Total du chapitre</b>	<b>38 837 306,57</b>	<b>38 397 490,63</b>	<b>77 234 797,20</b>



## 11. Environnement :

**Les chiffres clés :** 66 M€ de dépenses réalisées / 5 % des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation 100 % en investissement et 98 % en fonctionnement / taux de programmation 94 % pour les AP et 99 % pour les AE.

Fonction	Réalisé 2024		
	Fonctionnement	Investissement	Total
70 - Services communs	20 902 733,13	3 040 000,00	23 942 733,13
731 - Politique de l'eau	10 920 787,63	19 393 579,63	30 314 367,26
733 - Assainissement		886 934,29	886 934,29
758 - Autres actions	307 916,52	2 631 582,94	2 939 499,46
76 - Préservation patrimoine naturel, risques technologiques	4 470 085,51	247 153,87	4 717 239,38
78 - Autres actions	1 435 288,75	1 913 416,44	3 348 705,19
<b>Total du chapitre</b>	<b>38 036 811,54</b>	<b>28 112 667,17</b>	<b>66 149 478,71</b>



## 12. Transports :

**Les chiffres clés : 373 M€** de dépenses réalisées / **28 %** des dépenses réelles ventilées / taux de réalisation **100 %** en investissement et **100 %** en fonctionnement / taux de programmation **49 %** pour les AP et **100 %** pour les AE.

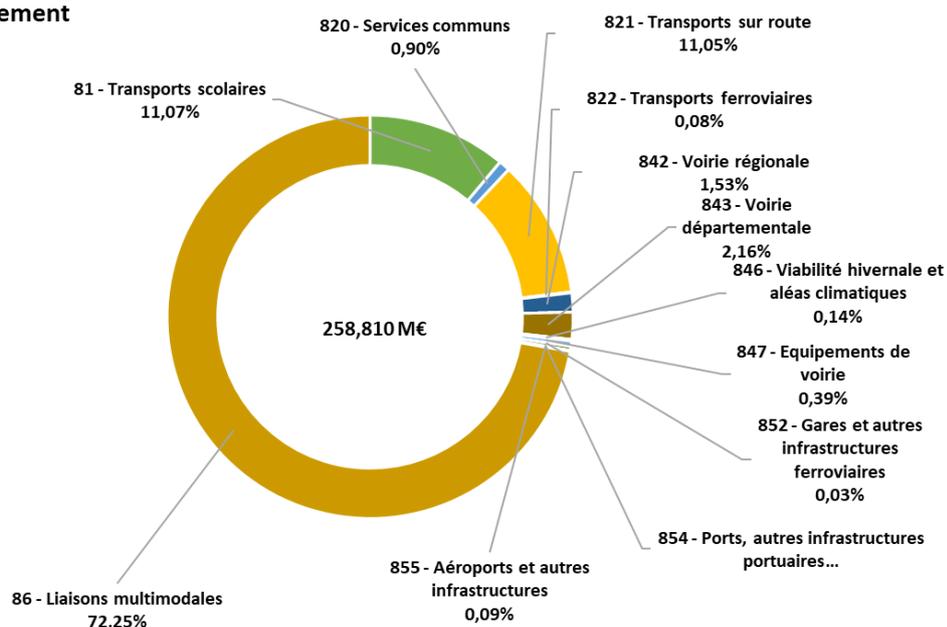
Ce chapitre concentre la part la plus importante des crédits consommés en 2024 (373 M€) ; 50 % de ces crédits correspondent au reversement de la dotation de continuité territoriale à l'Office des Transports de la Corse.

Les autres réalisations se sont portées sur les secteurs suivants :

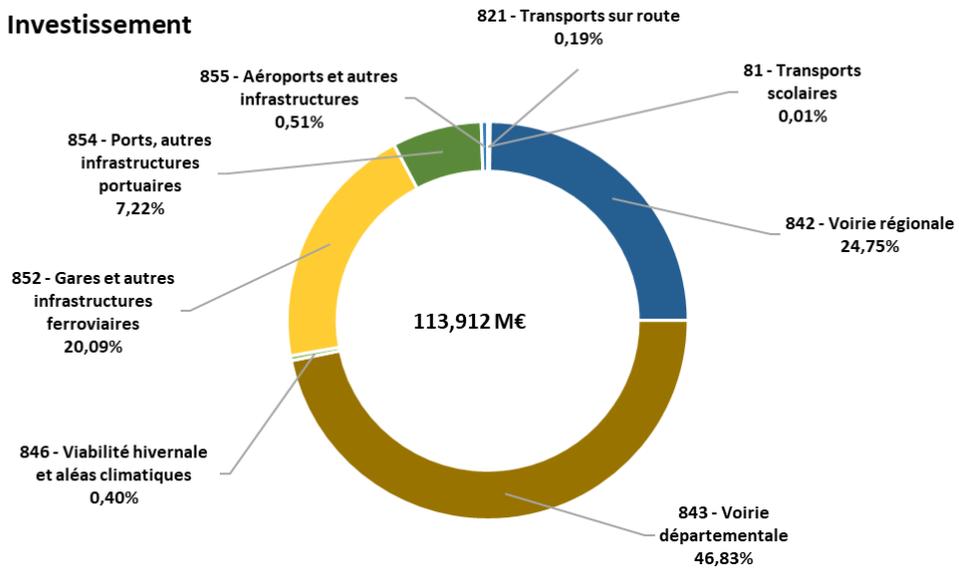
- Le réseau routier (25 % des dépenses du chapitre) ;
- Le transport scolaire (8 %) ;
- Le transport ferroviaire (6 %) ;
- Les réseaux portuaires et aéroportuaires (3 %).

Transports		Réalisé 2024	
Fonction	Fonctionnement	Investissement	Total
81 - Transports scolaires	28 651 364,83	16 790,24	28 668 155,07
820 - Services communs	2 321 290,36		2 321 290,36
821 - Transports sur route	28 600 670,21	214 961,33	28 815 631,54
822 - Transports ferroviaires	203 739,41		203 739,41
842 - Voirie régionale	3 971 585,87	28 198 645,61	32 170 231,48
843 - Voirie départementale	5 582 018,34	53 340 426,25	58 922 444,59
846 - Viabilité hivernale et aléas climatiques	351 589,94	452 390,95	803 980,89
847 - Equipements de voirie	1 013 575,82		1 013 575,82
852 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	74 499,48	22 880 129,03	22 954 628,51
854 - Ports, autres infrastructures portuaires	819 001,25	8 229 413,31	9 048 414,56
855 - Aéroports et autres infrastructures	221 820,53	578 922,32	800 742,85
86 - Liaisons multimodales	186 999 159,00		186 999 159,00
<b>Total du chapitre</b>	<b>258 810 315,04</b>	<b>113 911 679,04</b>	<b>372 721 994,08</b>

### Fonctionnement



## Investissement



## PARTIE 5 : ETAT DE LA DETTE

### 1. La gestion de la dette et de la trésorerie 2024

- Mobilisation de l'emprunt 2024

La réalisation du programme d'emprunt de 2024 s'est inscrite dans une stratégie globale qui vise les objectifs suivants :

- Maintien de l'équilibre relatif de l'encours entre taux fixes et taux variables ;
- Sécurisation des financements à venir.

Durant l'année 2024, la Collectivité de Corse a effectué différents mouvements sur son encours à hauteur de 127,921 € pour financer ses investissements :

- 13,921 M€ auprès de la Banque des Territoires
- 30 M€ auprès de la Caisse d'Epargne
- 15 M€ auprès de la banque populaire de méditerranée
- 69 M€ auprès de la Banque Postale

La variation nette de l'endettement sur l'exercice est de 73,877 M€ compte tenu du remboursement du capital à hauteur de 54,043 M€.

En 2024, le montant des intérêts acquittés de la dette s'élève à 29,617 M€.

- Gestion de la ligne de trésorerie

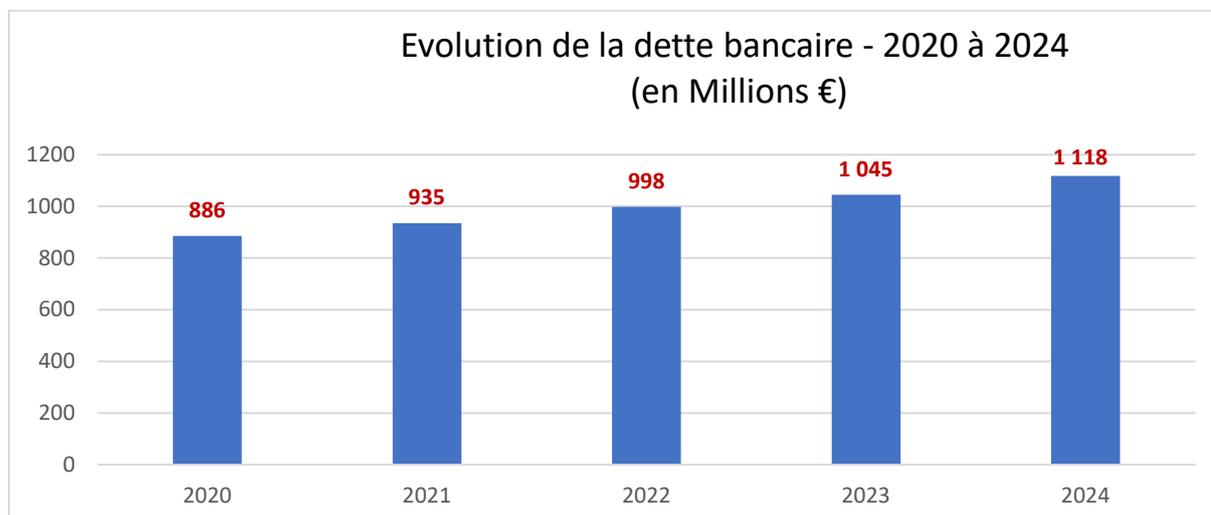
Trois lignes de trésorerie d'un montant maximal de 120 M€ sont disponibles au cours de l'exercice 2024. Elles servent notamment de relais en début d'exercice en attendant le versement des différentes dotations.

En fin d'exercice, la Collectivité de Corse a renouvelé ses deux lignes de trésorerie une auprès de la Caisse d'Epargne et l'autre auprès de la Banque Postale.

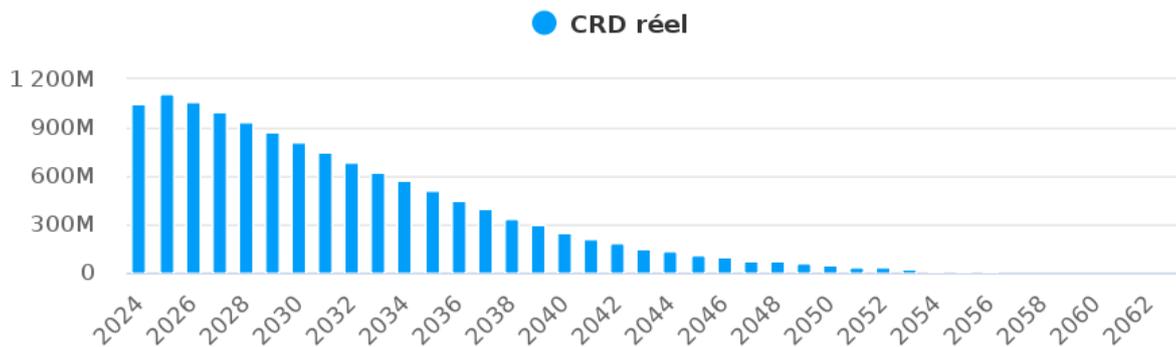
### 2. L'encours de dette

L'encours de la dette de la Collectivité de Corse est de 1 118 612 808€ au 31 décembre 2024. La durée de vie moyenne\* s'élève à 10,43 années soit légèrement supérieur au niveau de 2023.

La capacité dynamique de désendettement remonte à 7,38 années en 2024 (contre 5.42 années en 2023).



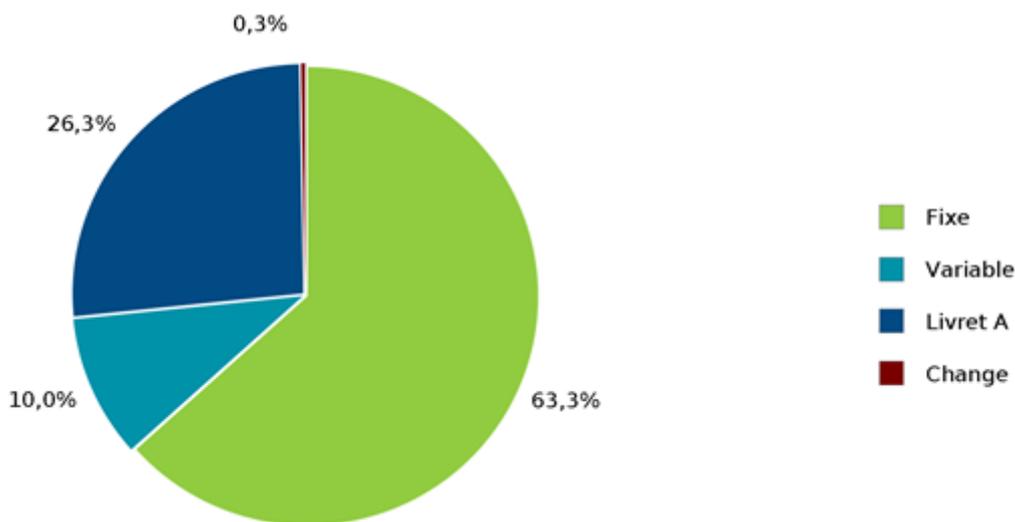
Au 31 décembre 2024, le profil d'extinction de la dette actuelle, exprimé en M€ est le suivant :



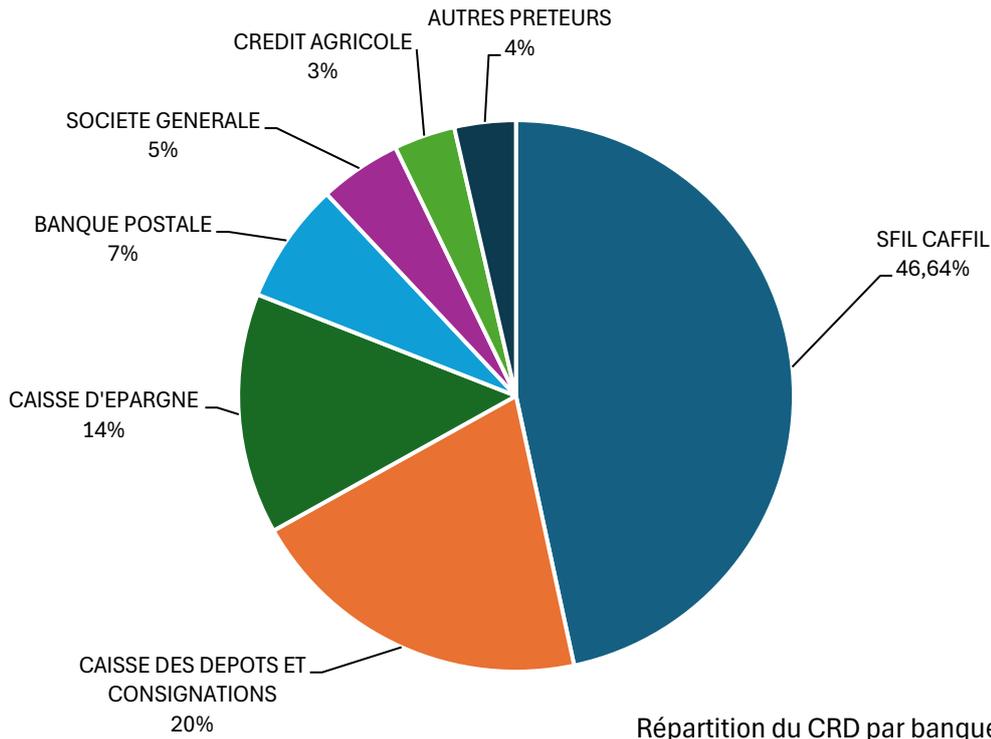
### 3. La structure de la dette

- La répartition de la dette entre taux fixes et taux variables

Au 31 décembre 2024, l'encours de la dette se composait à 63,35 % de dettes à taux fixe, à 36,37% de dettes à taux variable et de 0,29 % de contrats dits « structurés ».



- La répartition de la dette entre les divers prêteurs

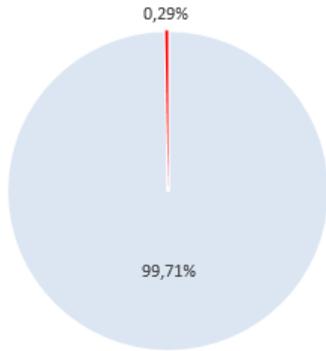


Au 31 décembre 2024, la société de financement local (SFIL) détient 46,64 % de l'encours, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) voit son encours légèrement diminuer pour se fixer à 20,23 %. La Banque postale et la Caisse d'Épargne détiennent respectivement 7,08 % et 14,12 % de l'encours. Les banques traditionnelles détiennent 33,13 % du stock de dette. La Caisse d'épargne avec 14,12 % de l'encours est l'établissement le plus présent.

- Suivi de la dette dite « structurée »

Les produits dits « structurés » sont définis comme des emprunts dont une partie du capital est indexée sur des indices complexes (écarts de taux par exemple, ou utilisant des formules mathématiques intégrant des multiplicateurs) et sans dispositif d'assurance limitant le taux payé (« cap »). Ces produits permettent d'obtenir des taux d'intérêts plus bas en l'échange d'une prise de risque plus élevée qu'un emprunt classique.

Répartition de l'encours selon la charte de bonne conduite Gissler



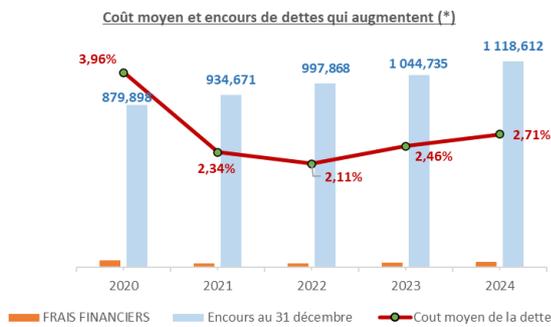
Au 31 décembre 2024, la part de l'encours relevant de la catégorie A1 (risque le plus faible) est de 99,71 %, soit un capital restant dû de 1 115 M€ ;

0,29 % classés en F6 avec un capital restant dû de 3,2 M€.

Le typage F6 présente un risque élevé pour la Collectivité mais circonscrit à un faible montant : il s'agit d'un prêt souscrit auprès de la Caisse d'Épargne en 2007, dernier emprunt risqué au sein de l'encours de dette globale de la Collectivité (capital restant dû de 3.2 M€).

#### 4. L'évolution de la charge de la dette

Au global, le coût moyen réel de la dette s'élève à 2,71 % de l'encours au 31 décembre 2024 contre 2,46 % en 2023.



Ce coût intègre les intérêts payés, les commissions diverses acquittées).

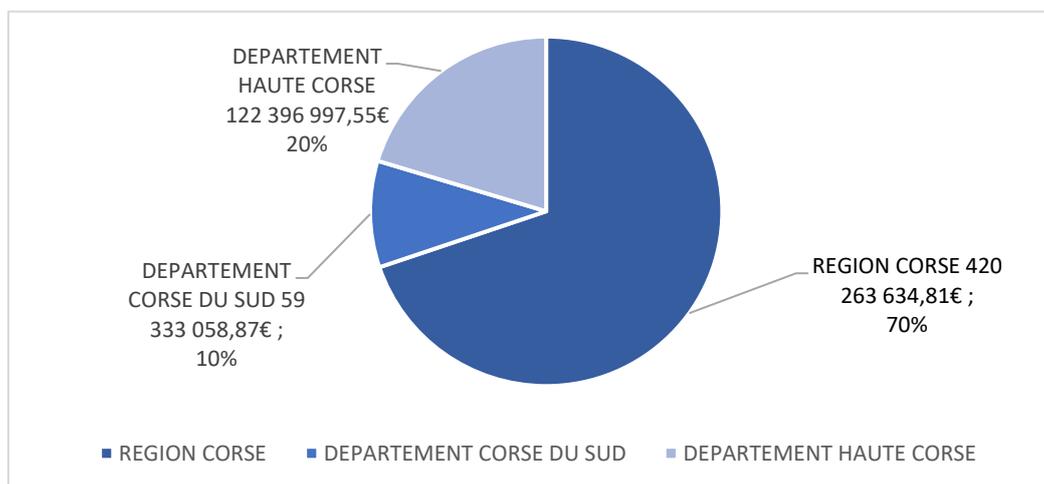
Ce niveau progresse et contribue à la progression des charges de fonctionnement de la collectivité.

(\*Coût moyen : frais financiers /CRD au 31/12)

L'impact de la hausse du livret A sur le budget de la Collectivité de Corse se fera ressentir en 2024 et 2025 ; l'intégralité de nos contrats ont les taux préfixés en début de période. C'est « avantageux » en cas de hausse des taux.

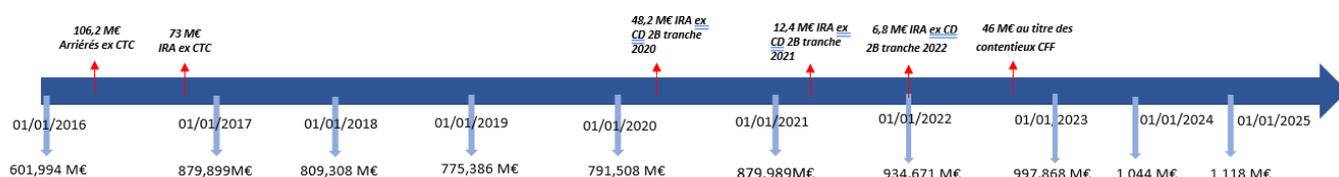
## 5. L'évolution de la dette de la collectivité depuis 2016

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la dette des trois collectivités de Corse était de 601 994 691 € répartie comme suit :



**Dette des trois collectivités au 1<sup>er</sup> janvier 2016**

L'évolution sur la période 2016-2023 peut se représenter de la manière suivante :



- **Sur la période 2016-2017** (avant la fusion) : la dette des trois collectivités a évolué de +207,314M€ représentant un montant de dette de 809 307 622 € au 1<sup>er</sup> janvier 2018, date de la création de la Collectivité de Corse.
- Il est à noter que durant cette période le stock de dette a été incrémenté par :
  - 106,2 M€ d'arriérés (ex-CTC) ;
  - 73 M€ de renégociation des emprunts toxiques (ex-CTC) ;
  - 30,305 M€ d'emprunts d'équilibre (ex-CTC) ;
  - 35 M€ d'emprunt d'équilibre (ex-CD 2A).
(L'ex-département 2B n'a pas effectué d'emprunt sur cette période.)
- Sur la période 2018-2024 : le montant total emprunté par la Collectivité de Corse s'élève à 649.133 M€ dont 67,4 M€ au titre de la renégociation des emprunts toxiques et 46 M€ au titre du litige avec la CFF. Retraité de ce montant, l'augmentation de dette sur la période est de 535.733 €, soit 76.54 M€ par an (en moyenne) qui ont contribué au financement de 2 221 M€ de dépenses sectorielles d'investissement (27,91 % de dépenses réelles).

## 6. La dette garantie

La dette garantie fait partie des engagements hors bilan. Au 31 décembre 2024, la Collectivité de Corse dispose de 461 emprunts pour un capital restant dû de **224 723 438 €** réparti de la manière suivante :

Catégories de bénéficiaires	Montant initial	Capital restant dû	Nombre d'emprunts
OPH	131 674 585,97 €	111 196 494,04 €	249
SA HLM	97 098 043,63 €	72 574 814,38 €	148
Association	15 738 270,57 €	10 590 782,54 €	7
SEM	6 464 215,57 €	5 252 692,34 €	4
Entreprise	27 679 588,88 €	24 793 415,86 €	52
Collectivités	4 125 000,00 €	315 238,99 €	1
<b>total</b>	<b>282 779 704,62 €</b>	<b>224 723 438,15 €</b>	<b>461</b>

**Ratio de plafonnement du risque :** Le total des annuités de la dette collectivité et des annuités garanties, déduction faite des provisions, ne peut dépasser 50 % des recettes réelles de fonctionnement, ceci pour limiter globalement les engagements de la collectivité. (Ce ratio est calculé hors logements sociaux).

Exercice	Annuité totale des dettes	Ratio
2024	2 098 854,67 €	6.96 %

**La division du risque :** Le montant des annuités garanties au profit d'un même débiteur ne doit pas être supérieur à 10% du montant total susceptible d'être garanti.

Débiteur	Annuité (flux)	Ratio
UNION GESTION ET REALISATION MUTUALISTE DE HAUTE C	148 919,40 €	0,0246%
ASSOCIATION U SERENU	313 703,09 €	0,0518%
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODER	273 974,95 €	0,0453%
ASSOCIATION SAINTE THERESE	285 130,78 €	0,0471%
UNION GESTION REAL MUTUAL.	89 535,66 €	0,0148%
OEHC -Office Hydraulique	326 507,75 €	0,0539%
SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES SOCI	424 707,76 €	0,0702%
SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES - SO	236 375,29 €	0,0390%

**Le partage du risque :** La quotité garantie par une ou plusieurs collectivités sur un même emprunt est comprise entre 50 % et 100 % suivant le type d'emprunteur et le type d'opération :

- 100 % pour la garantie d'une personne morale de droit public.
- 100 % pour les Associations d'intérêt général (article 238 bis du CGI).
- 100 % pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par des organismes d'habitation à loyer modéré (SA d'HLM) ou les SEML.
- 80 % pour les opérations d'aménagements visées à l'article L. 300-1 à L. 300-4 du Code de l'Urbanisme.

<b>Quotité par bénéficiaires</b>	<b>50,00%</b>	<b>58,93%</b>	<b>71,14%</b>	<b>100,00%</b>	<b>Total général</b>
3F SUD SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODER	1 559 410,13			3 917 645,57	5 477 055,70
ASSOCIATION U SERENU				6 529 418,73	6 529 418,73
ASSOCIATION SAINTE THERESE				5 258 851,84	5 258 851,84
ERILIA	65 453 858,83			14 758 487,47	80 212 346,30
LOGEO MEDITERRANEE	235 705,32			8 808 508,21	9 044 213,53
LOGIREM	1 594 717,65	808 589,59		5 438 176,56	7 841 483,80
OEHC -Office Hydraulique				4 125 000,00	4 125 000,00
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE LA COLLECTIVITE DE C	30 116 510,50		538 769,04	6 488 855,92	37 144 135,46
OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE LA COMMUNAUTE D AGGL	23 824 104,84			70 706 345,67	94 530 450,51
SAEML Corse Bois énergie	1 100 000,00				1 100 000,00
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE POUR L AMENAGEMENT DE BAS	2 670 915,24			2 693 300,33	5 364 215,57
SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES - SO	3 399 023,22			3 488 992,07	6 888 015,29
SOCIETE FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES SOCI	15 314 517,89				15 314 517,89
UNION GESTION ET REALISATION MUTUALISTE DE HAUTE C				3 600 000,00	3 600 000,00
UNION GESTION REAL MUTUAL	350 000,00				350 000,00
<b>Total général</b>	<b>145 618 763,62</b>	<b>808 589,59</b>	<b>538 769,04</b>	<b>135 813 582,37</b>	<b>282 779 704,62</b>

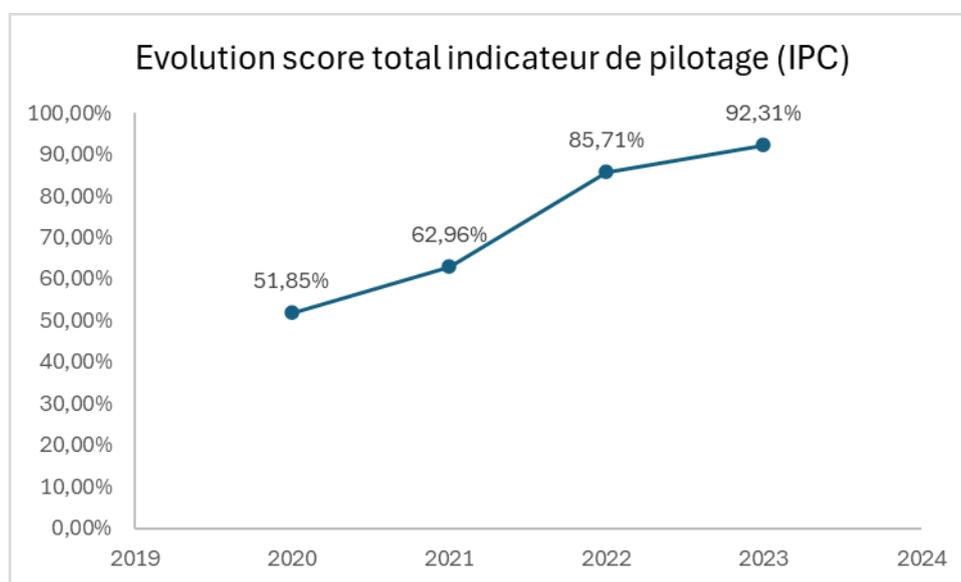
## PARTIE 6 : PRESENTATION SYNTHETIQUE DU BILAN COMPTABLE

Le bilan comptable présente la situation patrimoniale d'une collectivité à la clôture d'un exercice comptable. Il est composé de deux parties, l'actif qui est constitué des biens et valeurs appartenant à la Collectivité, et le passif qui est constitué des moyens dont la Collectivité dispose pour financer ses emplois.

L'Indicateur de Pilotage Comptable (IPC) de la Collectivité de Corse était de 92,31% pour 2023 ; les chiffres pour 2024 ne sont pas encore disponibles.

L'IPC est un indicateur produit par la DGFIP à partir de l'indice de qualité des comptes locaux (IQCL) ; ce dernier est inscrit dans le Programme Annuel de Performance (PAP) du programme 156 de l'État "Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local".

Appréhendé comme un outil partagé entre le comptable et l'ordonnateur, cet IPC permet de cibler des actions en vue d'améliorer la qualité comptable et la lisibilité des documents comptables tels que le bilan ou le compte de résultat.



Bien que nous ne disposions pas encore des moyennes 2024 des départements et des régions (seulement début août), les graphiques ci-dessous illustrent la progression de la collectivité de Corse en 2023.

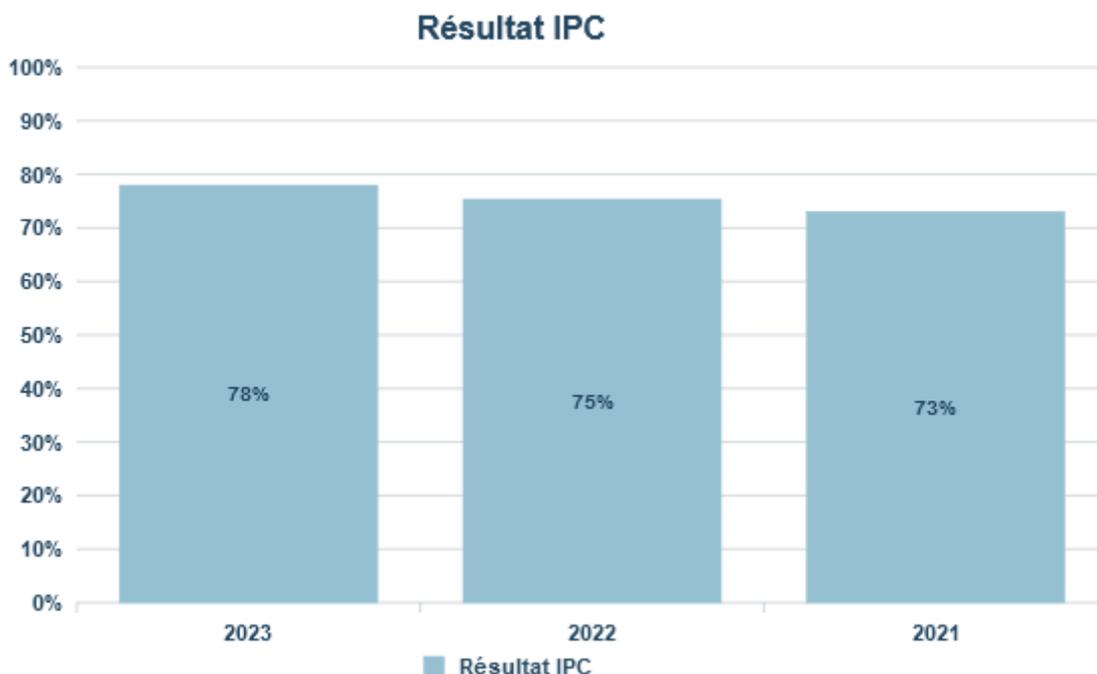
Collectivités territoriales uniques (CTU)



Régions



## Départements



Au 31 décembre 2024, le bilan synthétique de la Collectivité de Corse est le suivant :

ACTIF				PASSIF				
ACTIF NET	VNC 2023	VNC 2024	EVOL N-1		VNC 2023	VNC 2024	EVOL N-1	
Immobilisations incorporelles	1 339 960,47	1 433 494,41	93 533,94	6,98%	APPORTS NON RATTACHES A UN ACTIF DETERMINE	1 139 477,24	1 168 380,10	2,54%
Immobilisations corporelles	4 003 543,32	4 119 832,03	116 288,71	2,90%	Dotations	284 656,86	284 656,86	0,00%
Terrains	52 116,95	52 512,25	395,30	0,76%	Fonds globalisés	854 820,38	883 723,24	3,38%
Constructions	457 253,44	462 840,87	5 587,43	1,22%	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 145 095,92	1 196 177,92	4,46%
Réseaux et installations de voirie	1 741 028,11	1 850 532,56	109 504,45	6,29%	Rattachées à un actif amortissable	449278,88	489351,61	8,92%
Réseaux divers	171 834,49	172 507,34	672,85	0,39%	Rattachées à un actif non amortissable	695817,04	706826,31	1,58%
Installations techniques	37 602,84	37 873,48	270,64	0,72%	NEUTRALISATIONS ET REGULARISATIONS	-1195046,86	-1267913,77	6,10%
Immobilisations mises en concessions ou affermées	718,94	718,94	0,00	0,00%	RESERVES	3228260,9	3388669,45	4,97%
Autres immobilisations corporelles	137 345,78	134 725,80	-2 619,98	-1,91%	REPORT A NOUVEAU	20832,25	15770,05	-24,30%
Autres immobilisations corporelles en cours	1 397 172,64	1 399 650,66	2 478,02	0,18%	RESULTAT DE L'EXERCICE	155346,37	111451,94	-28,26%
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	8 470,13	8 470,13	0,00	0,00%	DROIT DU CONCEDANT ET DE L'AFFERMANT			
Immobilisations financières dettes	135 723,14	136 100,98	377,84	0,28%	DROIT DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT	3488,15	3488,15	0,00%
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>5 479 226,93</b>	<b>5 689 427,42</b>	<b>210 200,49</b>	<b>3,84%</b>	<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>4 497 453,97</b>	<b>4 616 023,84</b>	<b>2,64%</b>
Stocks					Provisions pour risques et charges	10 498,88	9 913,24	-5,58%
Créances	134 567,50	89 344,63	-45 222,87	-33,61%	Provisions pour risques	10 495,29	9 909,66	-5,58%
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT(hors trésorerie)</b>	<b>134 567,50</b>	<b>89 344,63</b>	<b>-45 222,87</b>	<b>-33,61%</b>	Provisions pour charges	3,59	3,58	-0,28%
Valeurs mobilières de placement					<b>Dettes financières</b>	<b>1 057 458,84</b>	<b>1 133 357,28</b>	<b>7,18%</b>
Disponibilités	91 334,73	64 095,55	-27 239,18	-29,82%	Emprunts obligataires			
Autres actifs circulants					Emprunts souscrits auprès des ébssts de crédits	1 055 035,84	1 130 934,28	7,19%
<b>TOTAL TRESORERIE</b>	<b>91 334,73</b>	<b>64 095,55</b>	<b>-27 239,18</b>	<b>-29,82%</b>	Dettes financières et autres emprunts	2 423,00	2 423,00	0,00%
					<b>Dettes non financières</b>	<b>145 732,18</b>	<b>79 100,78</b>	<b>-45,72%</b>
					Fournisseurs et comptes associés	10 791,65	16 248,42	50,56%
					Autres dettes à court terme	94 964,55	30 871,58	-67,49%
					Produits constatés d'avance	39 975,98	31 980,78	-20,00%
					<b>TRESORERIE</b>	<b>40 000,00</b>	<b>40 000,00</b>	<b>0,00%</b>
Compte de régularisation	46 330,47	37 809,04	-8 521,43	-18,39%	Compte de régularisation	314,76	2 281,41	624,81%
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>5 751 459,63</b>	<b>5 880 676,64</b>	<b>129 217,01</b>	<b>2,25%</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>5 751 458,63</b>	<b>5 880 676,55</b>	<b>2,25%</b>

Données en k€

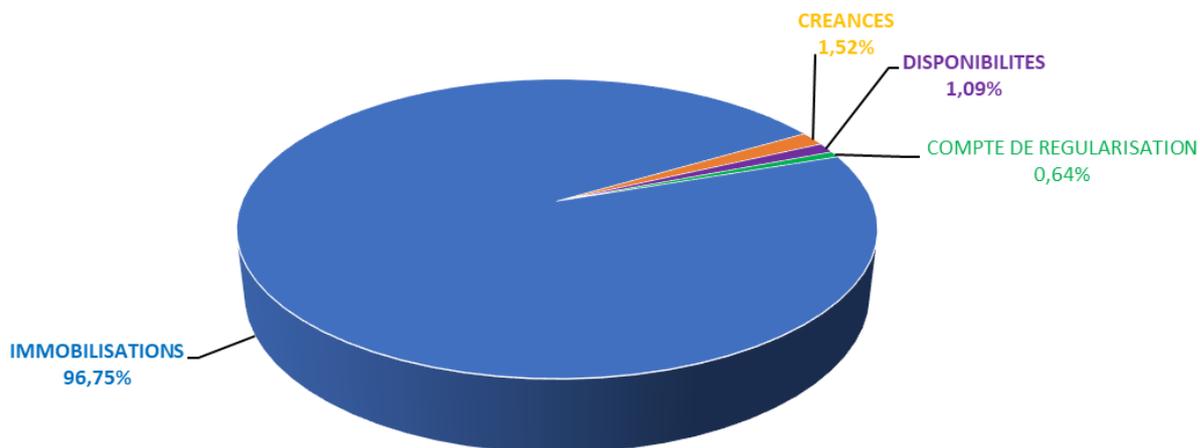
VNC : Valeur Nette Comptable (amortissements et provisions déduits)

Le total du bilan est de 5,88 Mds€. Il est en hausse par rapport à 2023 de + 129,217 M€.

### 1. Descriptif de l'Actif

L'actif, en hausse de + 2,25 %, se décompose comme suit :

## ACTIF 2024

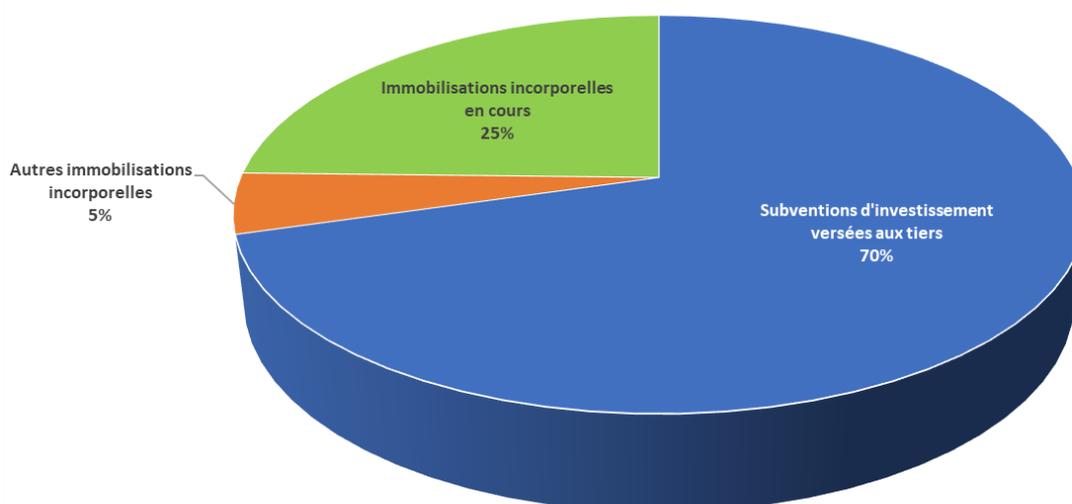


### 1.1 Actif immobilisé

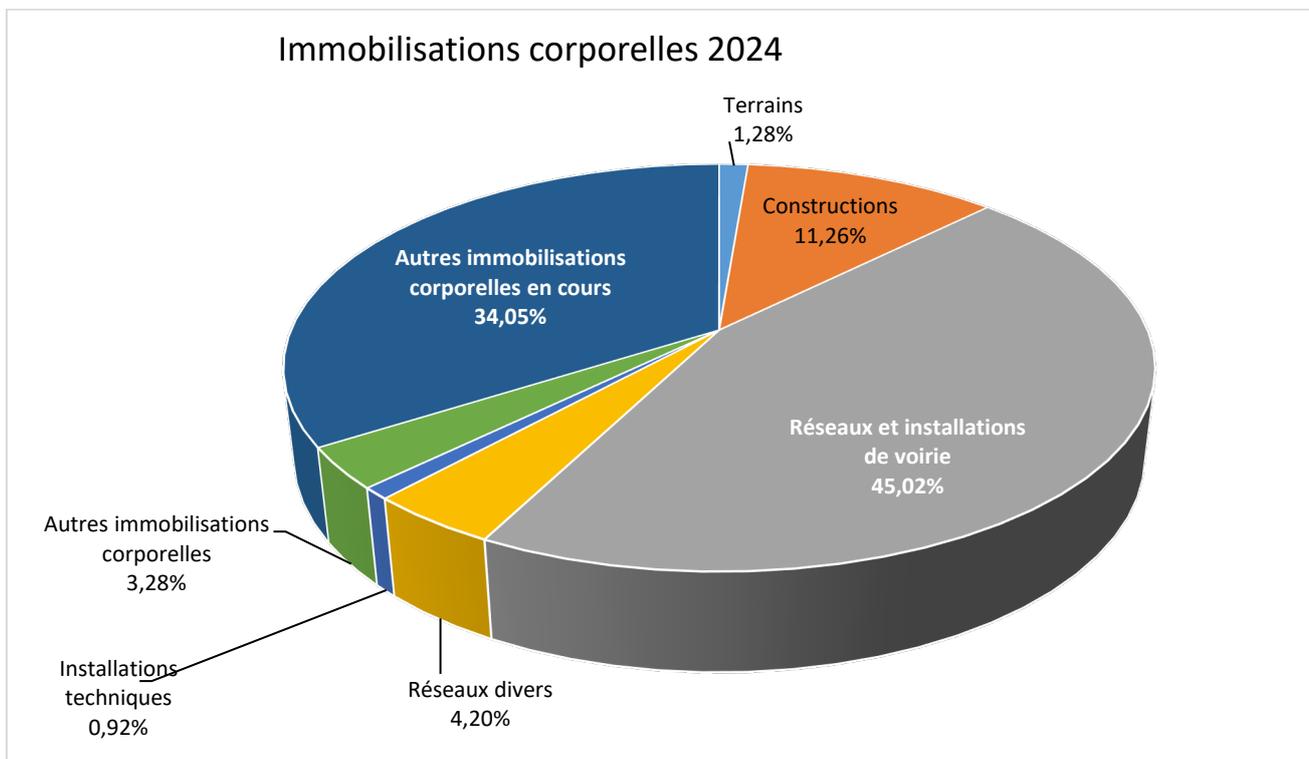
Il est en augmentation par rapport à 2023 de + 210,200 M€ (+ 3,84 %).

Les immobilisations incorporelles sont composées des subventions d'investissement versées aux tiers (1,010 Md€), des autres immobilisations incorporelles (70,366 M€) et des immobilisations incorporelles en cours (352 M€). Elles sont en hausse de + 6,98 %.

### Immobilisations incorporelles 2024



Les immobilisations corporelles connaissent une hausse de + 116,288 M€ (+ 2,90 %). Pour rappel, les hausses des années précédentes étaient de 148,678 M€ (+ 3,86 %) en 2023, 127,705 (+ 3,43 %) en 2022, de + 146,6 M€ en 2021.



En 2024, la part des immobilisations corporelles en cours représente 34,05% des immobilisations corporelles totales (35 % en 2023, 33 % en 2022 et 2021). Le travail de la Collectivité pour rendre son bilan comptable fidèle au patrimoine de la Collectivité se poursuit et reste un objectif important et primordial.

Les dotations aux amortissements, qui permettent de constater dans le bilan les valeurs nettes des immobilisations obtenues à partir des valeurs brutes, en comptabilisant les dépréciations des immobilisations s'élèvent à 130,912 M€. Elles pointaient à 130,912 M€ en 2023, 148,016 M€ en 2022, à 151,728 M€ en 2021.

Les immobilisations financières sont en légère hausse de + 0,28 % par rapport à 2023.

## 1.2 Actif circulant

Le montant des créances de la Collectivité est de 89,344 M€, soit une baisse de 33,61 % par rapport à 2023 (134,567 M€). Pour rappel, ce montant s'établissait à 112,298 M€ en 2022, à 122,78 M€ en 2021 et à 137,944 M€ en 2020.

Les créances résultant de l'activité courante de la CdC sont de 0,858 M€. Quant aux créances sur les entités publiques, les organismes internationaux et la Commission européenne, elles s'élèvent à 70,531 M€.

Le compte 451 présente un solde débiteur de 4,419 M€ correspondant aux opérations de trésorerie liées à l'exécution des budgets annexes, ainsi que les prestations réciproques entre le budget principal et les budgets annexes.

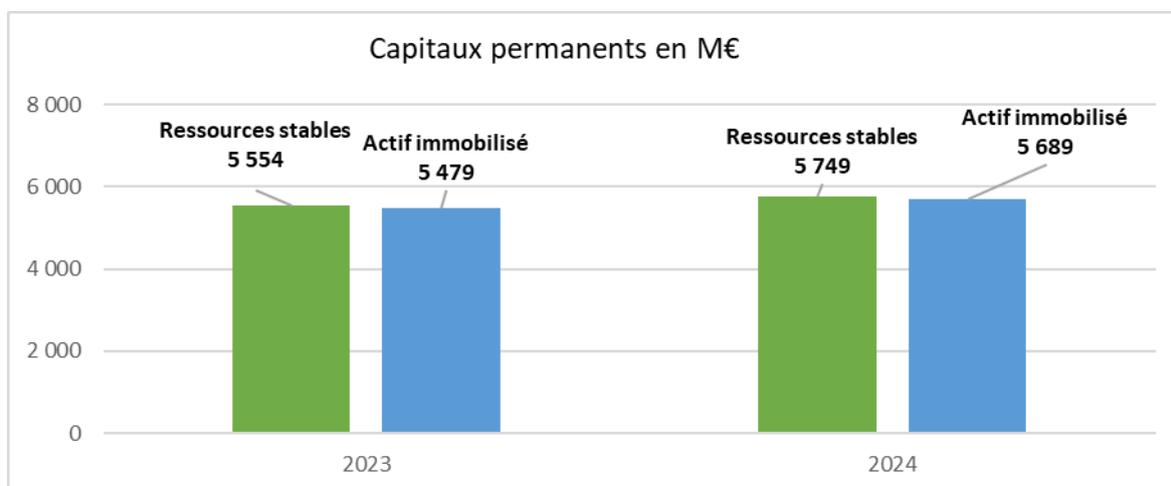
Les disponibilités sont d'un montant de 64,095 M€. Pour rappel, elles étaient de 91,334M€ au 31 décembre 2023, de 80,776 M€ au 31 décembre 2022 et de 86,044 M€ au 31 décembre 2021. Ce montant correspond à la trésorerie de la CdC à la fin de l'exercice budgétaire.

## 2. Description du Passif

La structure du passif est en hausse de + 2,25 % (+ 129,217 M€).

## 2.1 Capitaux permanents

Les capitaux permanents se composent des capitaux propres et des dettes financières à long terme. Leur montant s'élève à 5,749 Mds (+ 194,468 M€). Il était de 5,554 Mds € en 2023 et de 5,333 Mds€ en 2022. Ils représentent en 2024 96,58 % du passif total de la Collectivité de Corse.

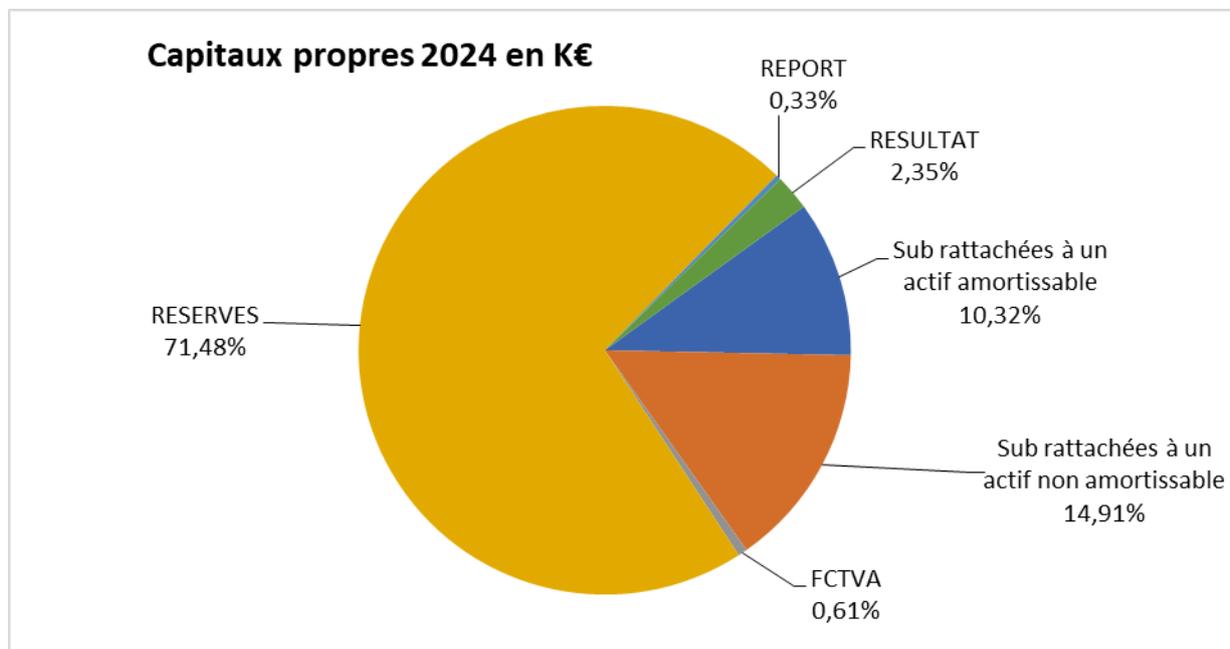


La règle du financement des emplois stables par des ressources stables est respectée. En effet, l'actif immobilisé (5,689 Mds€) est entièrement financé par les capitaux propres et les dettes financières.

**Les capitaux propres de la CdC** sont les ressources non empruntées :

- FCTVA (28,902 M€) ;
- Le cumul des résultats annuels de fonctionnement affectés à la section d'investissement ;
- Les reports à nouveau, soit une fraction du résultat de fonctionnement cumulé de l'exercice 2023, ont été reportés en section de fonctionnement pour un total de 15,770 M€ ;
- Le résultat de l'exercice (111,451 M€) ;
- Les subventions transférables (489,351 M€) et non transférables (706,826 M€).

Les capitaux propres représentent 80,05 % des capitaux permanents de la CdC.



**Les dettes à long terme** s'élèvent à 1,133 Md€. Elles étaient de 1,057 Md€. € en 2023.

Elles se composent notamment des emprunts souscrits auprès des établissements de crédit (1,130 Md€).

## 2.2 Provisions

Le montant des provisions au 31 décembre 2024 est de 9,91 M€. Au 31 décembre 2023, il était de 10,498 M€.

## 2.3 Dettes non financières

Les dettes non financières s'élèvent à 79,1M€ (- 45,72 %). Elles s'élevaient à 145,733 M€ en 2023, à 109.291 M€ en 2022 et à 107,969 M€ en 2021.

On y retrouve :

- Les dettes à court terme correspondent aux mandats ordonnancés par la Collectivité mais qui n'ont pas fait l'objet de paiement au 31/12/2024 ;
- Les dettes fournisseurs liées à l'acquisition de biens et services (retenues de garanties, rattachements de charges) ;
- Les produits constatés d'avance.

## 2.4 Ligne de trésorerie

Le montant de la ligne de trésorerie mobilisée et restant due au 31 décembre est de 40 M€.

## CONCLUSION

Le compte financier unique de la Collectivité de Corse traduit une situation contrainte, qui demeure toutefois sous contrôle au regard des ratios prudentiels.

Le processus relatif à l'évolution institutionnelle de la Corse vers un statut d'autonomie doit permettre de construire un nouveau cadre budgétaire, financier et fiscal, dans le cadre d'un pacte global à définir entre l'Etat et la Collectivité de Corse, mais également les communes et intercommunalités, dont les ressources actuelles sont également limitées, et qui dépendent largement des co-financements mis en œuvre par l'Etat et la Collectivité de Corse pour mener à bien leurs projets.

Ce nouveau pacte, incluant un plan d'accompagnement financier concernant les investissements stratégiques et prolongé de nouveaux mécanismes financiers (crédits et financements européens ; mobilisation de l'épargne insulaire et des Corses ; banque de développement) est la condition sine qua non de la sécurisation d'une trajectoire budgétaire permettant à la Collectivité de Corse d'atteindre les niveaux d'investissement nécessaires à la construction de la Corse du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Il vous est demandé de bien vouloir :

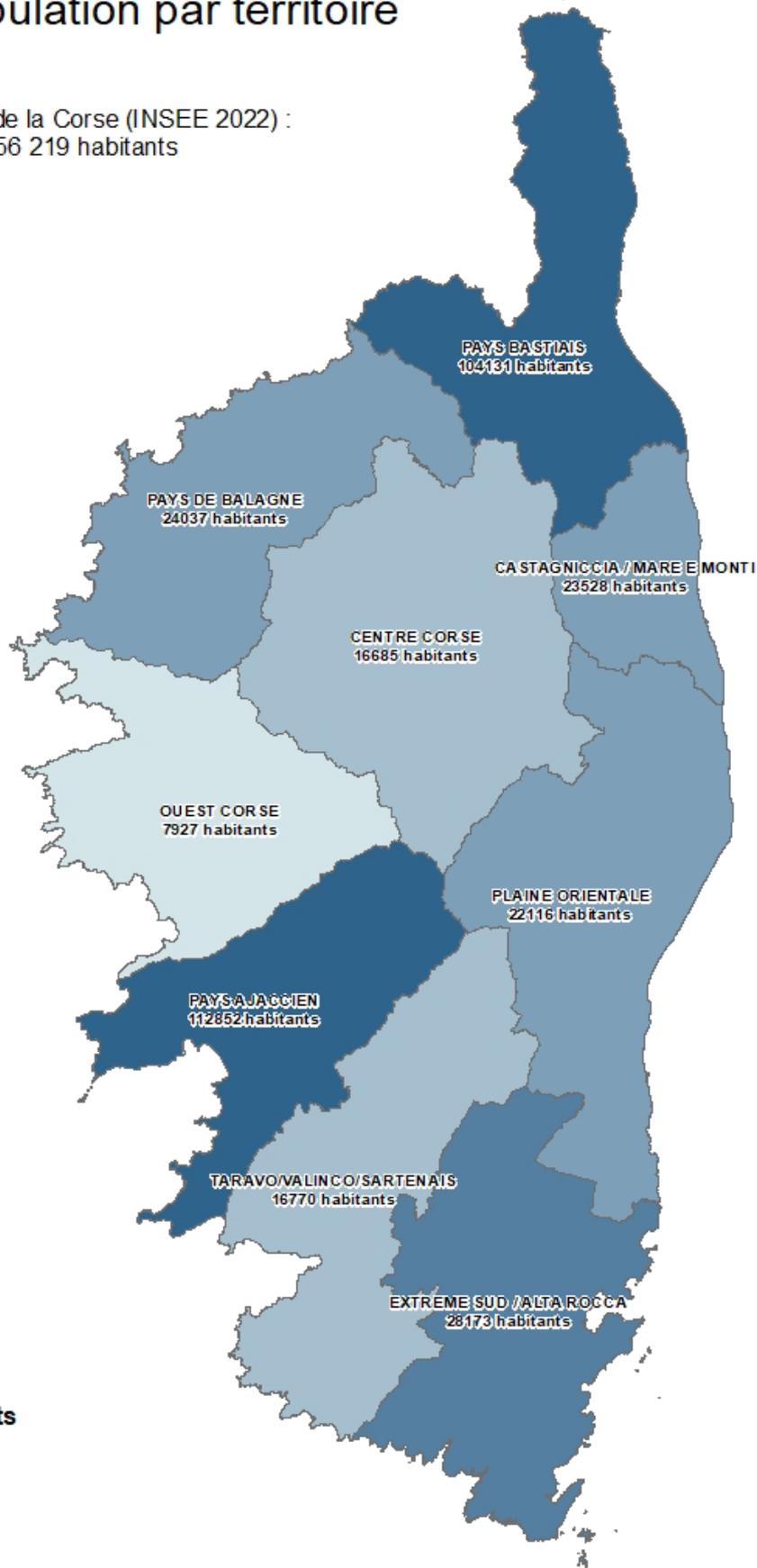
- **Arrêter** le compte de gestion établi par le Payeur de Corse ;
- **Adopter** le compte financier unique de l'exercice 2024 de la collectivité
- **Arrêter** le résultat de la section de fonctionnement à **127 221 998,96 €** et le solde d'exécution de la section d'investissement à - **120 707 977,41 €**
- **Acter** le résultat des comptes à hauteur de **6 514 021,55 €**.



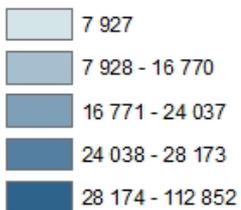
# Population par territoire



Population de la Corse (INSEE 2022) :  
356 219 habitants

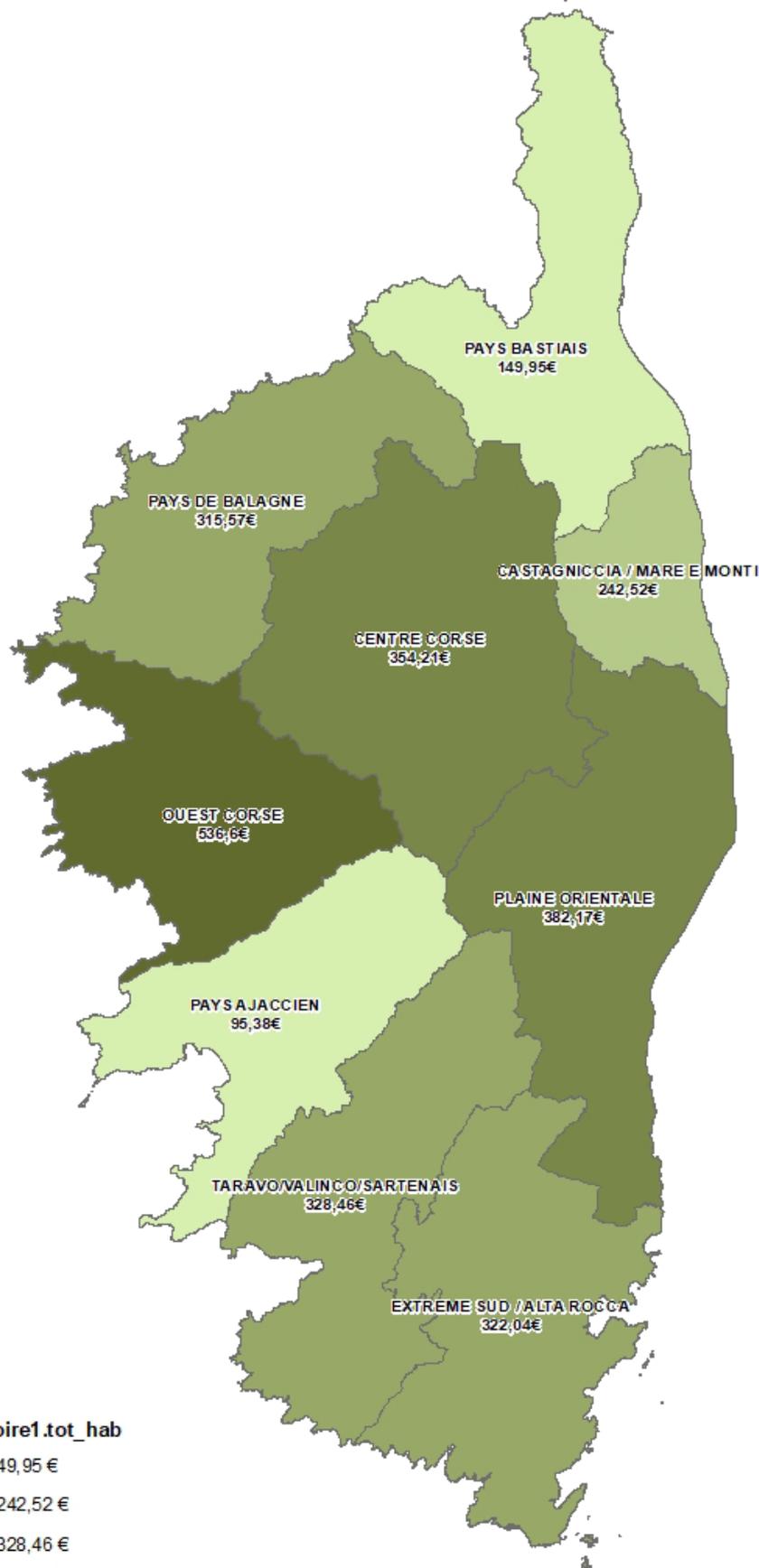


## Nombre d'habitants



Date: 10/04/2025

# Total des aides 2024 par habitant



Sources : INS EE/CDC - Données : Population totale 2022/Territoires de projet CDC - Cartographie : Service SIG Territorial/DTAN/CDC

finance24\_territoire1\_tot\_hab

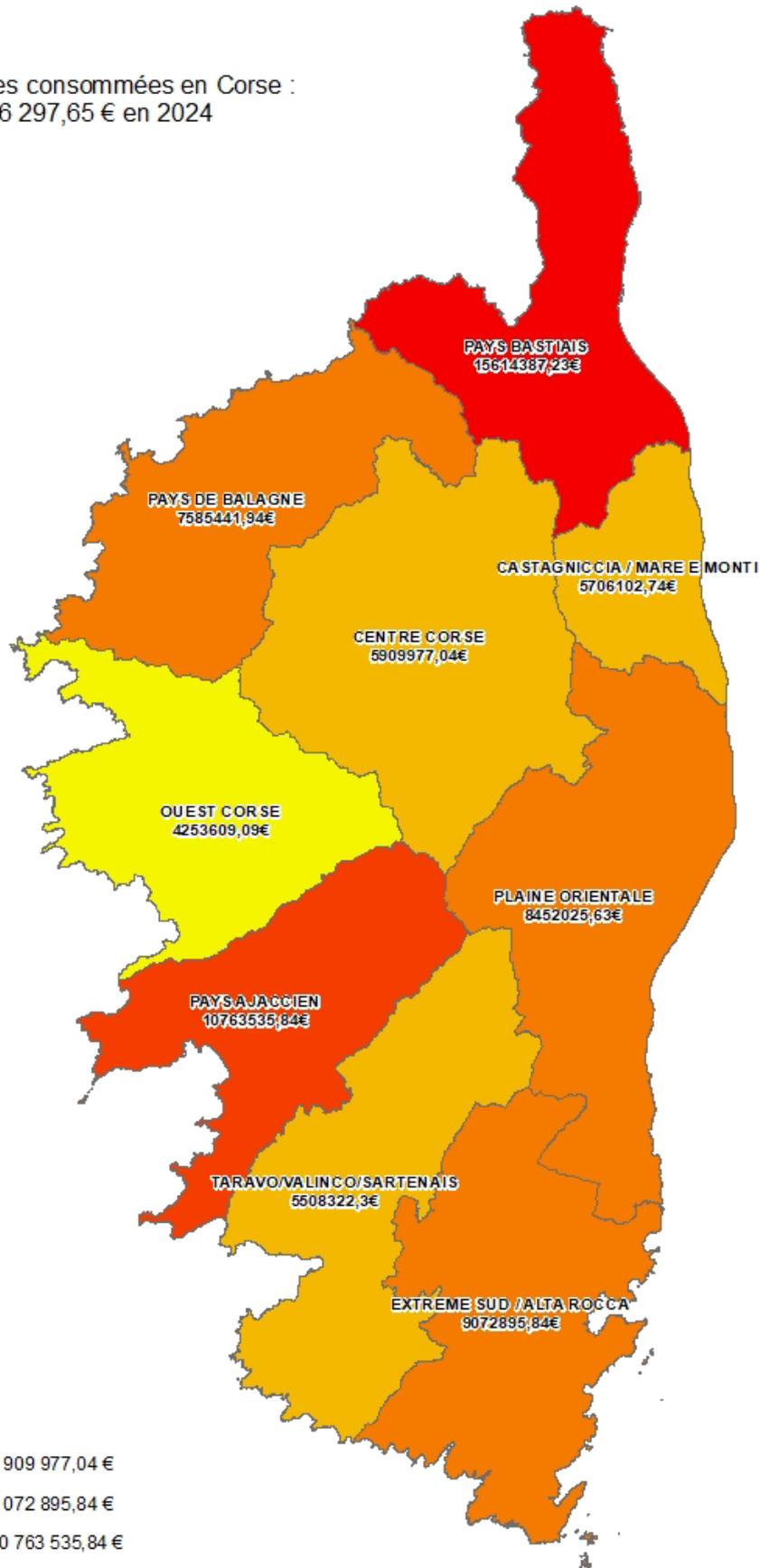
- 95,38 € - 149,95 €
- 149,96 € - 242,52 €
- 242,53 € - 328,46 €
- 328,47 € - 382,17 €
- 382,18 € - 536,60 €

Date : 10/04/2025

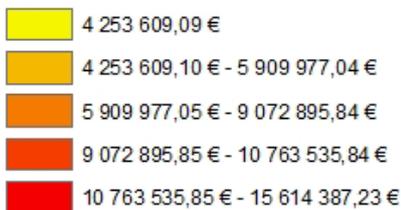
# Total des aides aux communes par territoire en 2024



Total des aides consommées en Corse :  
72 866 297,65 € en 2024



### Subvention totale



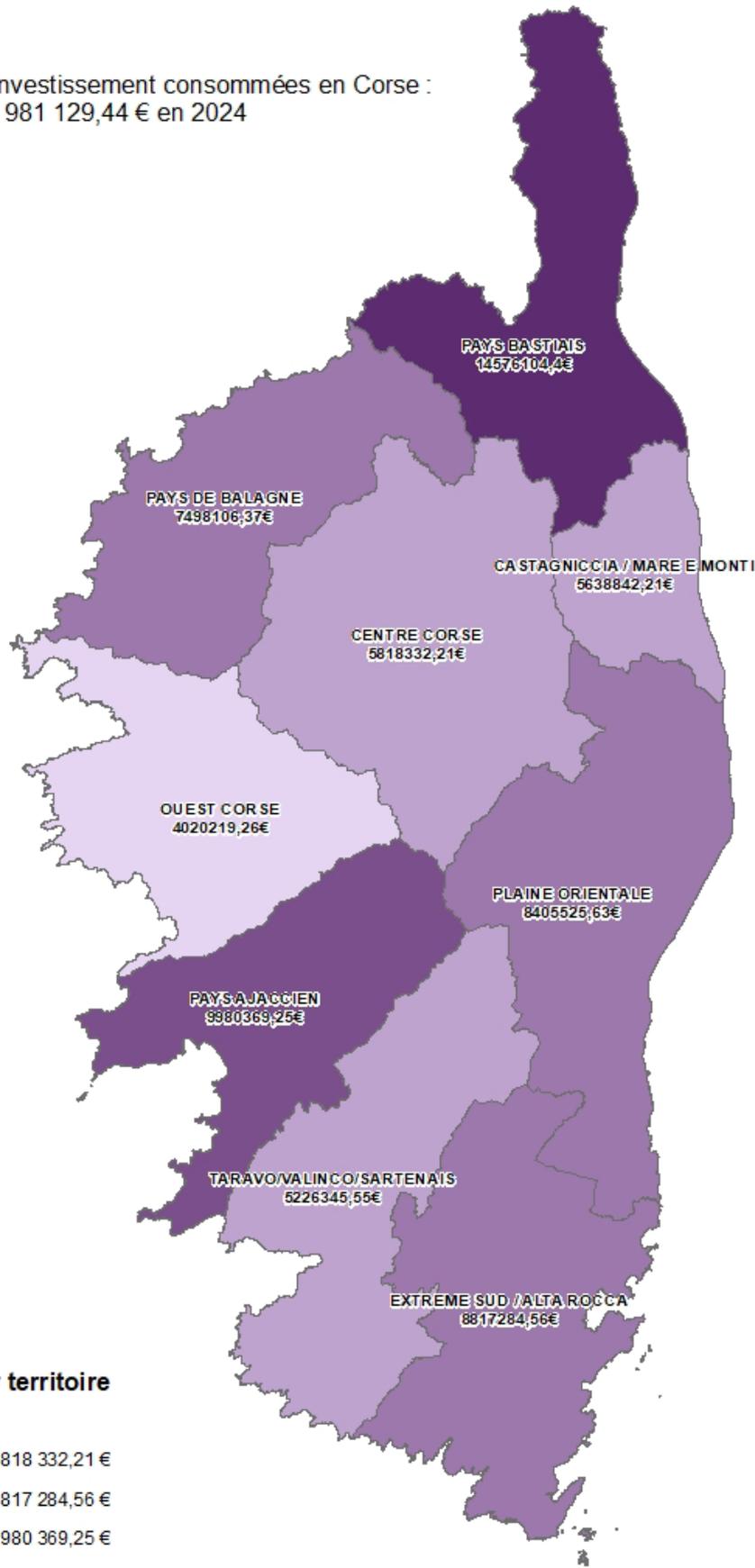
Sources : INS EE/CDC - Données : Population totale 2022/Territoires de projet CDC - Cartographie : Service SIG Territorial/D/TAN/CDC

Date : 10/04/2025

# Total des aides en investissement aux communes par territoire en 2024



Total des aides en Investissement consommées en Corse :  
69 981 129,44 € en 2024



## Investissement par territoire

- 4 020 219,26 €
- 4 020 219,27 € - 5 818 332,21 €
- 5 818 332,22 € - 8 817 284,56 €
- 8 817 284,57 € - 9 980 369,25 €
- 9 980 369,26 € - 14 576 104,40 €

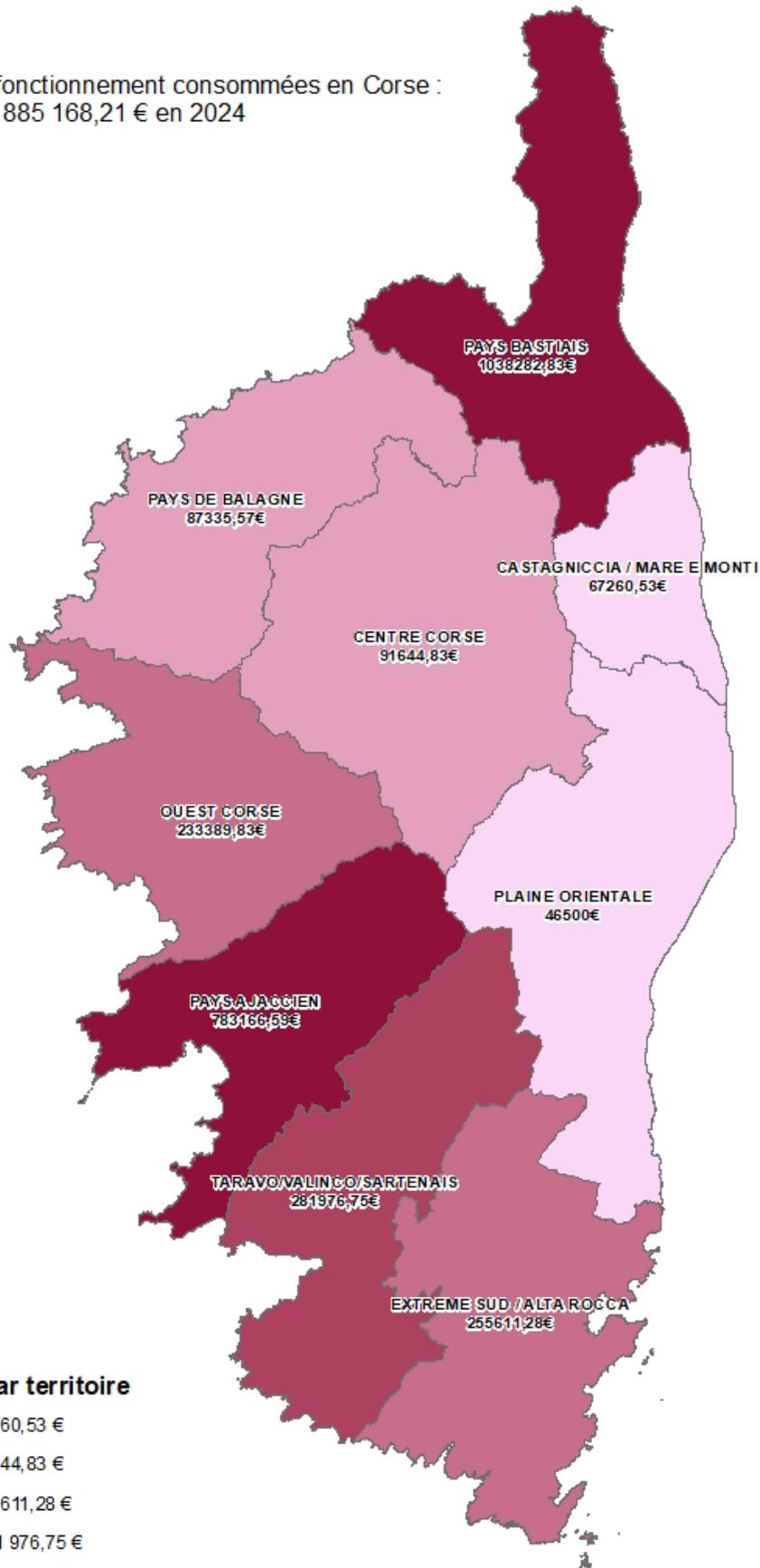
Sources : INS EE/CDC - Données : Population totale 2022/Territoires de projet CDC - Cartographie : Service SIG Territorial/D/TAN/CDC

Date : 08/04/2025

# Total des aides en fonctionnement aux communes par territoire en 2024



Total des aides en fonctionnement consommées en Corse :  
2 885 168,21 € en 2024



## Fonctionnement par territoire

- 46 500,00 € - 67 260,53 €
- 67 260,54 € - 91 644,83 €
- 91 644,84 € - 255 611,28 €
- 255 611,29 € - 281 976,75 €
- 281 976,76 € - 1 038 282,83 €

Sources : INS EE/CDC - Données : Population totale 2022/Territoires de projet CDC - Cartographie : Service SIG Territorial/D/TAN/CDC

Date : 08/04/2025